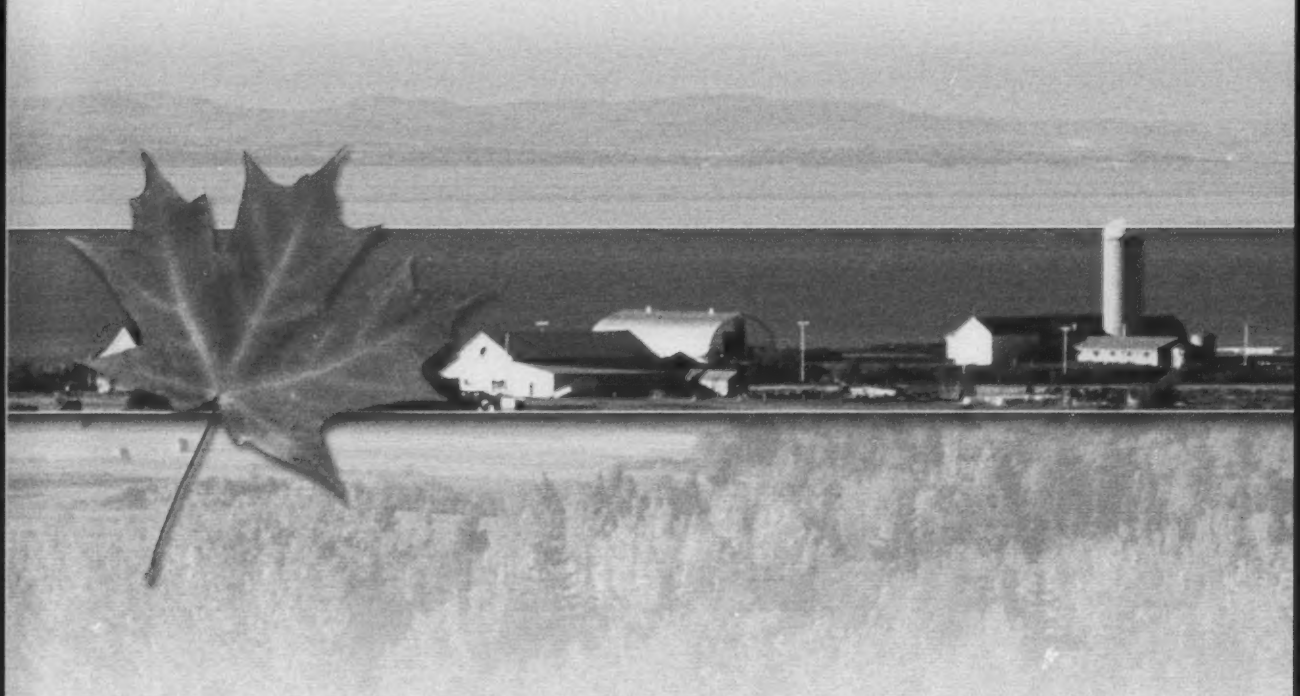
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Agriculture and Agri-Food Canada
Canada



Vue d'ensemble
du système agricole et agroalimentaire canadien
2014

Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien

Chargées de projet
Kathleen Kittson/Grace Chung/Julie Smith

Équipe de projet
Les membres de la Section de l'analyse de l'industrie agroalimentaire et de la compétitivité. La présente publication renferme des données et des analyses provenant des trois divisions de la Direction de la recherche et de l'analyse, ainsi que d'autres divisions et directions générales d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

avril 2014

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada

NOTE AUX LECTEURS

La présente publication se fonde sur les plus récentes données disponibles en septembre 2013.
En raison de l'arrondissement, il se peut que les totaux n'équivalent pas à la somme de leurs éléments.

AVIS IMPORTANT

Droit d'auteur et droit de reproduction

Le matériel présenté dans cette publication a été produit ou rassemblé par Agriculture et Agroalimentaire Canada pour offrir aux Canadiens un accès direct à l'information sur les programmes et les services offerts par le gouvernement du Canada.

Le contenu de la publication est protégé par la *Loi sur le droit d'auteur*, par les lois, les politiques et les règlements du Canada et des accords internationaux. Ces dispositions permettent d'identifier la source de l'information et, dans certains cas, d'interdire la reproduction de documents sans permission écrite.

Reproduction non commerciale

L'information présente dans cette publication est fournie afin qu'elle soit facilement disponible pour une utilisation personnelle ou publique non commerciale et peut être copiée, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Nous demandons seulement que l'utilisateur fasse preuve d'une diligence raisonnable en s'assurant de l'exactitude des documents reproduits, qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada soit désigné comme le ministère source et que la copie ne soit pas présentée comme une version officielle des documents reproduits, ni comme une copie faite en affiliation avec Agriculture et Agroalimentaire Canada ou avec son aval.

Reproduction commerciale

La reproduction à de multiples exemplaires de cette publication, en tout ou en partie, pour diffusion à des fins commerciales est interdite, sauf avec la permission écrite de l'administrateur des droits d'auteur du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). En autorisant la reproduction, TPSGC s'assure ainsi que les personnes ou les organisations qui désirent copier des documents du gouvernement du Canada à des fins commerciales ont accès aux versions les plus exactes et à jour. Pour obtenir la permission de reproduire des parties de cette publication à des fins commerciales, veuillez contacter TPSGC à l'adresse ci-dessous.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Éditions et services de dépôt
350, rue Albert, 4e étage
Ottawa (Ontario) CANADA
K1A 0S5

copyright.droitdauteur@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Documents provenant de tiers

Certains documents et éléments graphiques de cette publication sont assujettis aux droits d'auteur d'autres organisations, en particulier dans le cas de sites exploités conjointement par une institution du gouvernement du Canada et une organisation externe, dans le cadre d'un accord de collaboration. Dans de tels cas, certaines restrictions sur la reproduction de documents ou d'éléments graphiques peuvent s'appliquer et il peut être nécessaire d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur avant de faire la reproduction.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2014
No AAC 10710F
ISSN 1708-4172

Vous pouvez obtenir une version électronique des publications de la Direction de la recherche et de l'analyse, à l'adresse suivante : http://www.agr.gc.ca
Also available in English under the title: "An Overview of the Canadian Agriculture and Agri-Food System"

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS....9

FAITS SAILLANTS....11

SECTION A : PIB et emploi....15

SECTION B : Commerce international....21

SECTION C : Agriculture primaire et intrants agricoles....29

SECTION D : Production en aval de la ferme (transformation des aliments et des boissons et vente d'aliments au détail)....51

SECTION E : Consommateurs....69

SECTION F : Dépenses publiques et soutien aux producteurs....79

GLOSSAIRE....87

SOURCES DE DONNÉES ET RÉFÉRENCES....101

LISTE DES GRAPHIQUES

SECTION A : PIB ET EMPLOI

A PIB et emploi 15
A.1 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 2012 16
A.2 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 2007-2012 16
A.3 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 2012 17
A.4 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 1997-2012 17
A.5 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB provincial, 2012 18
A.6 Contribution de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments au PIB, par province, 2012 18
A.7 Part de l'emploi détenue par le système agricole et agroalimentaire par province, 2012 19
A.8 Emploi en agriculture primaire et en transformation des aliments par province, 2012 19

SECTION B : COMMERCE INTERNATIONAL

B Commerce international 21
B.1 Exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2012 22
B.2 Importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays de destination, 2012 22
B.3 Destination des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2012 23
B.4 Destination des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1988-2012 23
B.5 Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2012 24
B.6 Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1988-2012 24
B.7 Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés, 1992-2012 25
B.8 Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés, 1992-2012 25
B.9 Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par catégorie de produits, 2012 26
B.10 Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par catégorie de produits, 1988-2012 26
B.11 Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par catégorie de produits, 2012 27
B.12 Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par catégorie de produits, 1988-2012 27
B.13 Part estimative de la production agricole qui est exportée, basée sur la valeur, 1997-2012 28
B.14 Parts des exportations des produits primaires et des produits transformés, basées sur la quantité (en moyenne), 2010-2012 28

SECTION C : AGRICULTURE PRIMAIRE ET INTRANTS AGRICOLES

C Agriculture primaire et intrants agricoles 29
C.1 Valeur de la production agricole par industrie, 2009 30
C.2 Nombre et taille des exploitations agricoles au Canada, 1941-2011 31
C.3 Recettes du marché par catégorie de produit, 2002 et 2012 32
C.4 Recettes du marché par région et par catégorie de produit, 2012 32
C.5 Recettes du marché par catégorie de produit, 2007-2012 33

LISTE DES GRAPHIQUES

C.6 Prix du maïs, du blé et du soja au Canada, de 1982-1983 à 2012-2013....34
C.7 Cycle des prix des bovins, 1980-2012....34
C.8 Recettes monétaries agricoles, paiements directs, dépenses nettes d'exploitation et revenu monétaire net, 1992-2012....35
C.9 Valeur ajoutée nette à l'agriculture, 2002-2012....36
C.10 Revenu net d'exploitation moyen par catégorie de recettes, 2011....37
C.11 Revenu net d'exploitation agricole moyen, 2007-2011....37
C.12 Revenu net d'exploitation moyen par province, 2011....38
C.13 Revenu net d'exploitation moyen par type d'exploitation agricole, 2011....38
C.14 Revenu moyen des familles agricoles par type d'exploitation agricole, 2009....39
C.15 Répartition des exploitations agricoles selon l'âge des exploitants (jeunes et plus âgés), 2009-2011....40
C.16 Valeur nette moyenne totale des exploitations agricoles par province, 2009-2011....41
C.17 La moyenne des éléments d'actif, éléments de passif et de la valeur nette moyens par type d'exploitation agricole, 2011....41
C.18 Ratio d'endettement moyen de l'ensemble des exploitations agricoles, 2001-2011....42
C.19 Ratio d'endettement moyen par type d'exploitation agricole, 2011....42
C.20 Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles....43
C.21 Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2012....44
C.22 Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2002-2012....45
C.23 Indice des prix des intrants dans l'agriculture, 2002-2012....45
C.24 Prix de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel, 1997-2012....46
C.25 Valeur de l'ensemble des loyers et des terres agricoles, 1971-2012....47
C.26 Indice des tarifs du transport routier et ferroviaire dans l'Ouest canadien, de 2002-2003 à 2011-2012....48
C.27 Production brute, intrants et croissance de la productivité totale des facteurs en agriculture primaire, 1961-2006....49
C.28 Comparaison de la croissance de la PTF entre le Canada, les É.-U. et l'Australie, 1961-2006....49
C.29 Dépenses privées réelles en R et D dans l'agriculture primaire, 1980-2012....50
C.30 Dépenses et prélèvement en matière de R et D de Saskatchewan Pulse Growers, 1984-2012....50

SECTION D : TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS

D Production post-ferme (transformation des aliments et des boissons et vente d'aliments au détail)....51
D.1 Composition des intrants utilisés pour la transformation des aliments et répartition des extrants, 2009....52
D.2 Répartition du PIB du secteur manufacturier par industrie, 2012....53
D.3 Répartition des emplois du secteur manufacturier par industrie, 2012....53
D.4 Répartition des transformateurs d'aliments et de boissons par province, 2012....54
D.5 Répartition des expéditions d'aliments et de boissons par sous-industrie, 2012....54
D.6 Expéditions d'aliments et de boissons par sous-industrie, 1992-2012....55
D.7 Emplois dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons par sous-industrie, 1992-2012....55
D.8 Répartition des expéditions de l'industrie de la transformation des aliments et établissements selon le nombre d'employés, 2009....56
D.9 Ratios de concentration des sous-secteurs de la transformation des aliments et des boissons, 2009....56

LISTE DES GRAPHIQUES

D.10 Taux d'importation et d'exportation dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-industrie, 2012 57
D.11 Destination des expéditions d'aliments et de boissons, 2012 57
D.12 Coût total des intrants dans la transformation des aliments et des boissons, 2011 58
D.13 Indice des prix des matières brutes pour certains produits de base, 2002-2012 58
D.14 Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons et dans l'ensemble du secteur manufacturier, 1991-2012 59
D.15 Marges bénéficiaires dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses et dans l'ensemble du secteur manufacturier, 1999-2012 60
D.16 Ratios d'endettement dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses et l'ensemble du secteur manufacturier, 1999-2012 60
D.17 Dépenses privées réelles en R et D dans le secteur de la transformation des aliments, 1981-2012 61
D.18 Part des dépenses de R et D en pourcentage de la valeur ajoutée dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, certains pays de l'OCDE, 1990-2006 62
D.19 Indice de productivité totale des facteurs de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons au Canada et aux États-Unis, 1987-2006 62
D.20 Indice de productivité totale des facteurs de l'industrie canadienne des aliments, des boissons et du tabac et de tout le secteur manufacturier, 1987-2006 63
D.21 Origine du stock d'IDE entrant dans la transformation des aliments au Canada, par pays ou région, 2002-2012 64
D.22 Destination du stock d'IDE sortant dans l'industrie de la transformation des aliments à l'étranger, 2002-2012 64
D.23 Nombre de magasins d'alimentation au Canada et ventes moyennes, 1990-2012 65
D.24 Répartition des ventes en alimentation entre les chaînes de supermarchés et les détaillants indépendants par région, 2012 65
D.25 Ratio de marge bénéficiaire moyen des détaillants d'aliments et de boissons, 1999-2012 66
D.26 Ventes des services alimentaires commerciaux et nombre d'établissements, 1998-2012 66
D.27 Nombre de faillites de restaurants commerciaux, 1991-2011 67
D.28 Ratio de marge bénéficiaire des services alimentaires et des débits de boissons, 1999-2011 67

SECTION E : CONSOMMATEURS ET VENTE D'ALIMENTS AU DÉTAIL

E Consommateurs 69
E.1 Système agricole et agroalimentaire, 2012 70
E.2 Répartition des dépenses des ménages en biens et services, 2012 71
E.3 Part des dépenses réelles des ménages consacrée aux aliments et aux boissons non alcoolisées, 1981-2012 72
E.4 Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments selon le quintile de revenu au Canada et aux États-Unis, 2011 72
E.5 Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments et boissons non alcoolisées dans divers pays de l'OCDE, 1991-2011 73
E.6 Indice des prix à la consommation (IPC) des aliments, du logement, de l'énergie et de l'ensemble des produits, 1982-2012 74

LISTE DES GRAPHIQUES

E.7 Disponibilité du bœuf, du porc et de la volaille par habitant, 1990-2012 75
E.8 Déchets et pertes alimentaires aux étapes de la consommation et de la préconsommation par produit, 2010 75
E.9 Indice des prix mondiaux des aliments, 1990-2012 76
E.10 Importance du pays d'origine des aliments, 2011-2012 77
E.11 Importance du pays d'origine des aliments par groupe d'âge, 2011-2012 77

SECTION F : DÉPENSES PUBLIQUES

F Dépenses publiques et soutien aux producteurs 79
F.1 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, de 1985-1986 à 2012-2013 80
F.2 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en valeur et en pourcentage du PIB agricole, de 1985-1986 à 2012-2013 80
F.3 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en valeur et en pourcentage du PIB agricole par province, 2012-2013 81
F.4 Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par grande catégorie, 2012-2013 82
F.5 Dépenses publiques en R et D à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en pourcentage des recettes agricoles brutes, de 1993-1997 à 2008-2012 83
F.6 Pourcentage de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), certains pays, 1986-2012 84
F.7 Composition du soutien aux producteurs, Canada, 1986-2012 84
F.8 Composition du soutien aux producteurs, Union européenne, 1986-2012 85
F.9 Composition du soutien aux producteurs, États-Unis, 1986-2012 85
F.10 Dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire, de 1990-1991 à 2012-2013 86

AVANT-PROPOS

Le présent rapport de 2014 donne un aperçu de la situation économique du système agricole et agroalimentaire canadien et contient les plus récentes données – dans la plupart des cas, les statistiques de 2012. Ce document de référence polyvalent :

- présente le système agricole et agroalimentaire dans le contexte de l'économie canadienne et des marchés internationaux;

- trace un portrait de la composition et du rendement du système et des changements qu'il subit en réaction aux défis, aux possibilités et à l'évolution des marchés.

Le rapport se penche d'abord sur la pertinence du système agricole et agroalimentaire pour l'économie canadienne, établie en fonction de la contribution du système au produit intérieur brut (PIB) et du nombre d'emplois qu'il fournit au Canada. Il examine ensuite le rendement du secteur sur la scène internationale et la part des importations et exportations agricoles et agroalimentaires qu'il détient par rapport aux autres pays. Puis, il passe en revue chaque composante du système, c'est-à-dire l'agriculture primaire, la transformation des aliments, les consommateurs et la distribution alimentaire, ainsi que le soutien gouvernmental.

Le rapport décrit le système agricole et agroalimentaire canadien comme une chaîne d'approvisionnement moderne, complexe, intégrée et concurrentielle qui revêt une importance pour l'économie canadienne. Il s'agit d'un système dynamique et résilient qui s'adapte sans cesse aux nouvelles demandes des consommateurs, aux progrès technologiques et à la mondialisation.

FAITS SAILLANTS

IMPORTANCE DU SYSTÈME POUR L'ÉCONOMIE CANADIENNE

- Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne d'approvisionnement complexe et intégrée qui englobe les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, les producteurs agricoles primaires, les transformateurs d'aliments et de boissons, les détaillants et les grossistes en alimentation ainsi que les fournisseurs de services alimentaires. Les activités menées tout le long de cette chaîne d'approvisionnement produisent des avantages économiques importants à l'échelle nationale et provinciale.

- En 2012, le système agricole et agroalimentaire canadien a généré des revenus de 103,5 milliards de dollars, ce qui représentaient 6,7 % du PIB du Canada. L'industrie de la vente au détail et en gros d'aliments est à l'origine de la plus grande part de ces revenus (1.8%), suivie de l'industrie de la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT) (1.7%).

- Le produit intérieur brut (PIB) de ce système augmente d'année en année depuis 2007, sauf durant la récession économique de 2009.

- Dans la plupart des secteurs du système, l'emploi a poursuivi sa tendance à la hausse. En 2012, le système agricole et agroalimentaire canadien a représenté un emploi sur huit au Canada, employant plus de 2,1 millions de personnes. L'industrie des services alimentaires est l'employeur le plus important du système, comptant 5,2 % de tous les emplois canadiens.

CONTEXTE MONDIAL

- Le rendement du secteur agricole et agroalimentaire dépend de sa capacité à livrer concurrence sur les marchés intérieurs et les marchés internationaux au fil des ans. Le Canada est toujours relativement concurrentiel sur les marchés.

- Les ventes canadiennes à l'exportation se sont accrues de 8,1 % en 2012. Bien que les États-Unis demeurent la destination la plus importante des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes, les exportations vers la Chine ont augmenté de 84,2 % en 2012, représentant 5,0 milliards de dollars, soit la plus grande part de la croissance des exportations vers les marchés autres. Grâce à des ventes à l'exportation de 43,6 milliards de dollars, le Canada a détrôné l'Argentine au cinquième rang des plus grands exportateurs du monde, étant à l'origine de 3,5 % de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires mondiales.

- Les États-Unis demeurent le partenaire commercial de choix du Canada, mais la Chine a surpassé le Japon au deuxième rang des plus importantes destinations des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes en 2012. Les États-Unis et la Chine représentaient respectivement 48,4 % et 11,4 % de la valeur totale des exportations canadiennes.

FAITS SAILLANTS

- Grâce à des importations de 32,3 milliards de dollars en 2012, en hausse de 4,2 % par rapport à l'année précédente, le Canada conserve le sixième rang des plus grands importateurs au monde, ayant perçu 2,7 % de la valeur totale des importations agricoles et agroalimentaires mondiales. Les États-Unis représentaient 61,2 % de la valeur de toutes les importations agricoles et agroalimentaires canadiennes.

- Selon les estimations, environ la moitié de la valeur de la production agricole primaire du Canada est exportée sous forme de produits primaires ou de produits alimentaires et boissons transformés. L'industrie des aliments transformés est particulièrement tributaire des exportations, et les exportations canadiennes de produits alimentaires transformés ont atteint 21,7 milliards de dollars en 2012, soit une hausse de 6,0 %.

COMPOSANTES DU SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE

Pour relever les défis, saisir les possibilités et s'adapter à l'évolution de la conjoncture, le système agricole et agroalimentaire se transforme et se restructure sans cesse.

Agriculture primaire

- Le secteur de l'agriculture primaire continue d'évoluer vers des exploitations agricoles moins nombreuses and plus grandes. Au cours des 70 dernières années, la taille moyenne des fermes canadienne a presque quadruplé, alors que le nombre de fermes a diminué.

- La conjoncture favorable a stimulé la croissance du secteur et a permis à un certain nombre de fermes de diversifier leur production vers des cultures non traditionnelles. Ainsi, la sécheresse qui a sévi aux États-Unis à l'été 2012 a fait grimper le prix des céréales et des oléagineux, d'où une augmentation des ventes de ces produits de 13,1 milliards de dollars, ce qui représente la plus grande part (41,3 %) des recettes totales des marchés agricoles. Dans l'ensemble, les recettes se sont accrues de 55,9 % entre 2002 et 2012. Les recettes provenant de la vente des cultures spéciales ont plus que doublé pendant cette période, tandis que celles provenant de la vente des viandes rouges ont chuté.

- Le rendement des exploitations agricoles, établi en fonction du revenu agricole et de la valeur nette, demeure toujours aussi solide dans l'ensemble. En 2012, le revenu monétaire net des fermes canadiennes s'est établit à 13,3 milliards de dollars, en hausse de 48,7 % par rapport à la moyenne de 2007 à 2011 et 17,6 % supérieur au niveau de 2011. La valeur ajoutée nette s'est élevée à 16,2 milliards de dollars, soit une valeur supérieure de 46,4 % à la moyenne de 2002 à 2011 et de 1,8 % du sommet record atteint en 2008. L'échelle du Canada, la valeur nette moyenne par exploitation agricole était de 1,7 millions de dollars en 2011, soit une augmentation de 9,5% par rapport à 2010.

FAITS SAILLANTS

- La composition du secteur agricole évolue également. Malgré le vieillissement de la population agricole, il y a de plus en plus de fermes exploitées uniquement par de jeunes agriculteurs âgés de 18 à 39 ans. Ces jeunes agriculteurs ont, en moyenne, 11 ans d'expérience en agriculture.

Transformation d'aliments et de boissons

- La transformation des aliments et des boissons se fait à partir des produits primaires et des produits transformés comme matières premières. Cette industrie est importante pour la croissance du secteur agricole primaire puisque les produits issus de ce secteur représentaient environ 46 % de la valeur totale des matières premières utilisées par l'industrie de la transformation alimentaire en 2009.

- L'industrie de la transformation des aliments et des boissons est la plus importante industrie manufacturière au Canada, détenant la plus grande part (15,9 %) du PIB de tout le secteur manufacturier en 2012. Elle représentait également la plus grande part (16,7 %) des emplois du secteur manufacturier. L'industrie poursuit sa croissance, et la valeur de ses expéditions a plus que doublé entre 1992 et 2012.

Consommateurs

- Les Canadiens ont dépensé 183.9 milliards de dollars en aliments, en boissons et en produits du tabac en 2012. Ce poste budgétaire arrive au deuxième rang des dépenses des ménages, après le logement.

- Les aliments comptaient pour 10,6 % des dépenses au Canada et 13,0% aux États-Unis.

DÉPENSES PUBLIQUES À L'APPUI DU SECTEUR

- Exprimée en dollars, le soutien gouvernemental (fédéral et provincial) accordé au système agricole et agroalimentaire canadien devrait s'élever à 6,8 milliards de dollars en 2012-2013. Exprimées en part du PIB l'agricole, les dépenses publiques sont estimées à 22,1 % du PIB du secteur en 2012-2013.

- À l'échelon fédéral, les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection ainsi que les paiements de programme représentent la part la plus importante du soutien gouvernemental alloué au secteur agricole et agroalimentaire.

- Les investissements publics en recherche et développement (R et D) dans le secteur agricole et agroalimentaire sont une importante source d'innovation et stimulent la productivité. Ces dépenses, dont la plupart sont engagées par le gouvernement fédéral, devraient totaliser 602 millions de dollars en 2012-2013.

SECTION A

PIB et emploi

INTRODUCTION

Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne d'approvisionnement complexe et intégrée qui englobe les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, les producteurs agricoles primaires, les transformateurs d'aliments et de boissons, les détaillants et les grossistes en alimentation ainsi que les fournisseurs de services alimentaires. Le système agricole et agroalimentaire a un apport direct et indirect considérable au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi au Canada.

Le PIB de ce système est en augmentation d'année en année depuis 2007, sauf durant la récession économique de 2009. Les industries de la vente au détail d'aliments et des services alimentaires ont connu la plus forte croissance, alors que celle de l'agriculture primaire et de la transformation d'aliments et de boissons a été moins substantielle. En 2012, l'emploi a poursuivi sa tendance à la hausse dans la plupart des secteurs du système agricole et agroalimentaire.

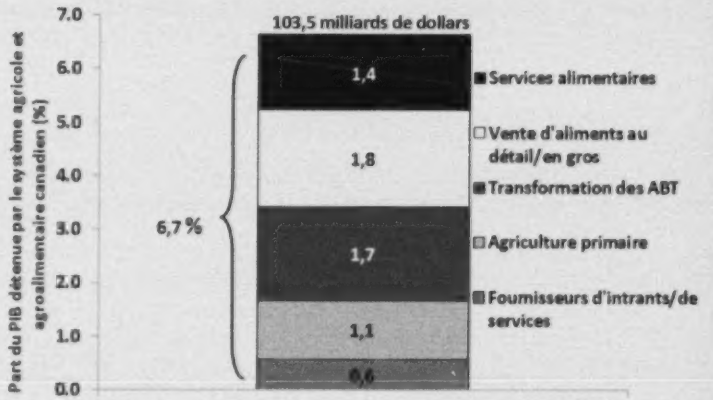
Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle de premier plan dans l'économie canadienne

En 2012, le système agricole et agroalimentaire canadien a généré 103,5 milliards de dollars en activité économique, ce qui représente 6,7 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada. Il a donc connu une croissance de 0,7 % par rapport à l'an dernier.

Dans son ensemble, le système figure au septième rang sur le plan de la contribution au PIB national, après le secteur des finances et les secteurs de la production non-alimentaire, de l'exploitation minière, de l'extraction pétrolière et gazière, des soins de santé, et de l'administration publique.

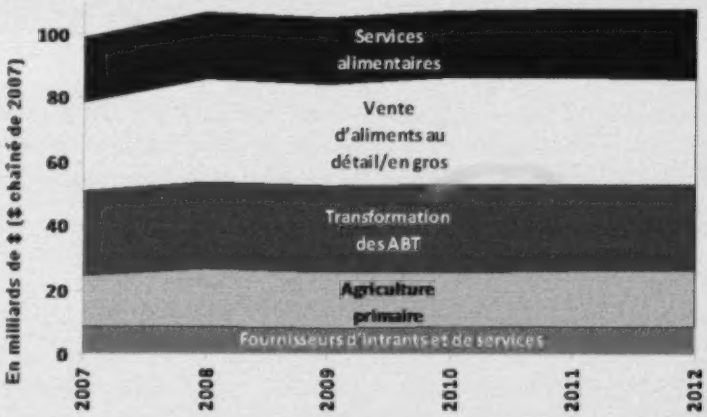
En 2012, l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros a apporté la plus forte contribution au PIB du système agricole et agroalimentaire, représentant 1,8 % du PIB canadien total ou 28,4 milliards de dollars ($ chaîné de 2007). Viennent ensuite la transformation des ABT à 1,7 % du PIB (27,1 milliards de dollars); les services alimentaires à 1,4 % (21,9 milliards de dollars); l'agriculture primaire à 1,1 % (17,3 milliards de dollars), et les fournisseurs d'intrants et de services à 0,6 % (8,6 milliards de dollars).

Graphique A.1
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 2012



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
Note : Les données de 2012 sont préliminaires.
En raison de l'arrondissement, il se peut que les totaux n'équivalent pas à la somme de leurs éléments.
Les données ont été recalculées ($ de 2007) en 2013 et ne peuvent être comparées à celles des versions antérieures de ce rapport.

Graphique A.2
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 2007-2012



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les données de 2007-2012 sont préliminaires.

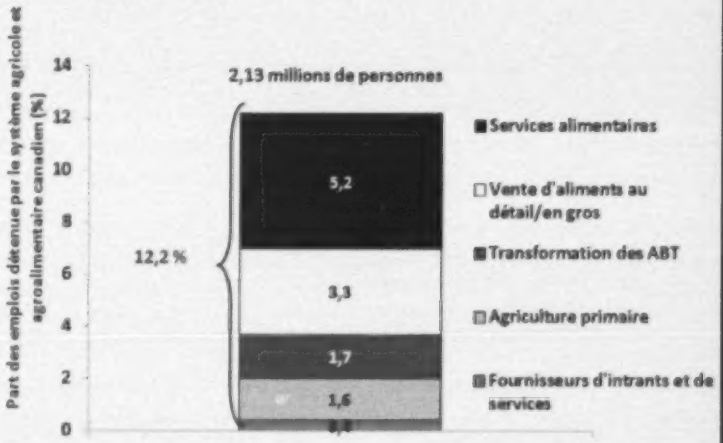
Le système agricole et agroalimentaire fournit des emplois à de nombreux canadiens

Le système agricole et agroalimentaire canadien était à l'origine d'un emploi sur huit en 2012. Il employait plus de 2,1 millions de personnes.

L'agriculture primaire et la transformation des ABT représentaient 1,6 % et 1,7 % de l'emploi au Canada avec respectivement 281 600 et 299 200 personnes en 2012.

Toujours en 2012, les services alimentaires ont le plus fortement contribué à l'emploi à 5,2 %, faisant travaillé 906 000 personnes, suivis de l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros à 3,3 % où travaillaient 577 900 personnes.

Graphique A.3
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 2012



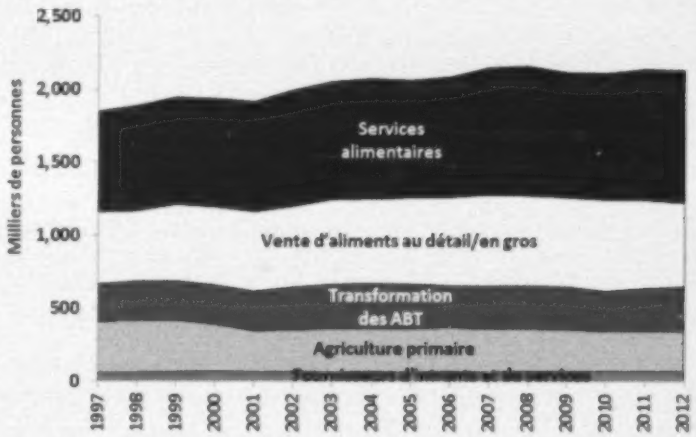
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

Entre 1997 et 2012, l'emploi dans le système agricole et agroalimentaire a crû de 15,3 % avec à un rythme annuel d'environ 1,1 %. À titre de comparaison, l'emploi dans tous les secteurs de l'économie canadienne a progressé de 27,7 % au cours de la même période.

L'emploi dans les secteurs des fournisseurs d'intrants et de services et de l'agriculture primaire a été plus élevé en 2012 comparativement à la période précédente avec une croissance respective de 2,7 % et 0,6 %.

L'emploi dans les secteurs de la transformation des ABT et des services alimentaires s'est également accru de 2,5 % et 0,9 % respectivement. Par contre, l'emploi dans l'industrie de la vente au détail et en gros a connu une baisse de 4,6 %.

Graphique A.4
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 1997-2012



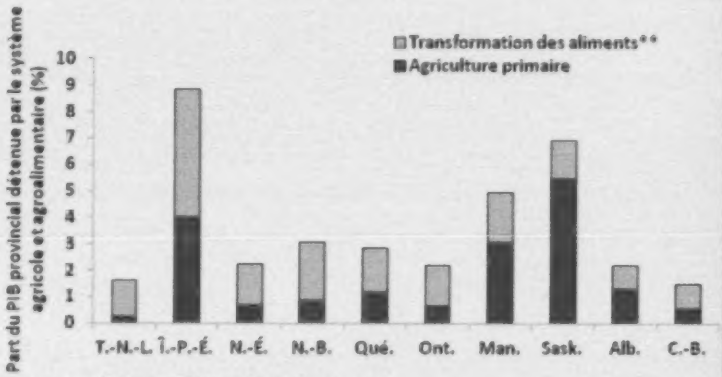
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

L'agriculture primaire et la transformation des aliments sont d'importantes sources d'activité économique dans la plupart des provinces

En 2012, la contribution de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments à l'économie des provinces a été plus importante à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan, représentant respectivement 8,9 % et 7,0 % du PIB provincial.

La contribution économique de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments varie selon les provinces. À l'exception des provinces des Île-du-Prince-Édouard, Manitoba, Saskatchewan et Alberta, la transformation des aliments contribue à une plus grande part du PIB provincial que l'agriculture primaire.

Graphique A.5
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB provincial, 2012*

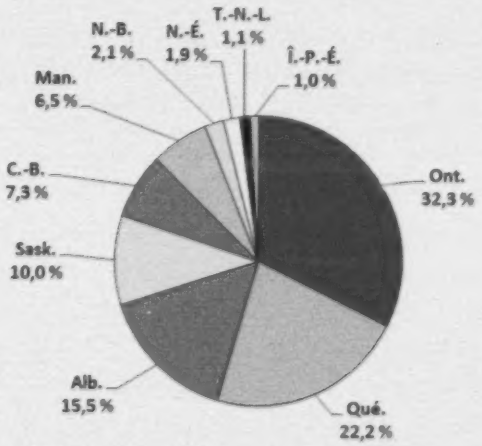


Source : Statistique Canada
Note : ** Exclut la transformation des boissons et du tabac.
* Les données de 2012 sont préliminaires.

Un peu plus de la moitié (54,5 %) du PIB généré par l'agriculture primaire et la transformation des aliments au Canada en 2012 provenaient de l'Ontario et du Québec.

L'Ontario a généré la grande part du PIB combiné de ces deux secteurs avec 32,3 %, tandis que le Québec et l'Alberta étaient à l'origine de 22,2 % et de 15,5 % de ce PIB.

Graphique A.6
Contribution de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments au PIB, par province, 2012



Source : Statistique Canada
Note : Exclut la transformation des boissons et du tabac.
* Les données de 2012 sont préliminaires.

Le système agricole et agroalimentaire est un employeur important dans la plupart des provinces

En 2012, le système agricole et agroalimentaire (excluant les fournisseurs d'intrants et de services) a été la plus grande source d'emploi à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan avec respectivement 18,1 % et 15,2 % des emplois.

Dans la plupart des provinces, les services alimentaires ont offert le plus grand nombre d'emplois dans le système agricole et agroalimentaire, suivis de la vente d'aliments au détail et en gros.

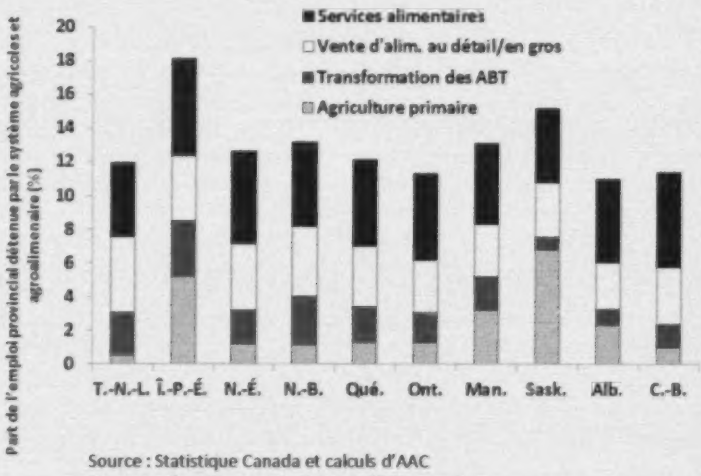
La Saskatchewan fait toutefois exception : l'agriculture primaire a constitué la plus grande source d'emploi dans la province (6,8 % des emplois). Quant à l'Île-du-Prince-Édouard et au Manitoba, l'agriculture primaire était le deuxième employeur en importance, après les services alimentaires.

C'est en Ontario et au Québec que se trouve la plus grande partie de la main d'œuvre en agriculture et en transformation des aliments.

En 2012, l'Ontario comptait 35,1 % des emplois dans l'agriculture et la transformation des aliments, alors que le Québec et l'Alberta représentaient respectivement 22,9 % et 12,4 % de l'emploi.

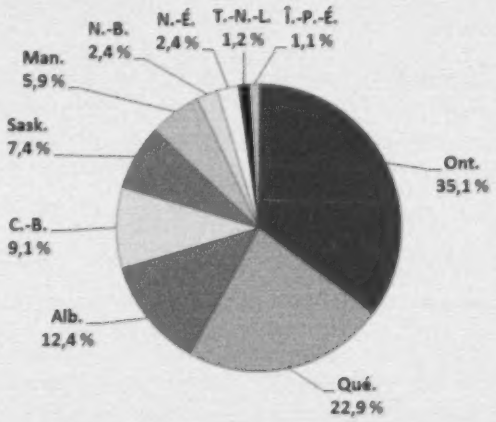
Au Canada, l'emploi dans le secteur primaire et les industries de transformation des aliments s'est accru de 1,8 % entre 2011 et 2012. Cette croissance varie selon la province. La Nouvelle-Écosse a connu la plus forte hausse (8,8 %), tandis que Terre-Neuve-Labrador a vécu la baisse la plus marquée (11,2 %).

Graphique A.7
Part de l'emploi détenue par le système agricole et agroalimentaire, par province, 2012*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
Note : Les fournisseurs provinciaux d'intrants et de services agricoles ont été exclus pour des raisons de confidentialité. *Les données de 2012 sont préliminaires.

Graphique A.8
Emploi en agriculture primaire et en transformation des aliments, par province, 2012*



Source : Statistique Canada
Note : Exclut la transformation des boissons et du tabac.
* Les données de 2012 sont préliminaires.

SECTION B

Commerce international

INTRODUCTION

Le commerce international des produits agricoles et agroalimentaires canadiens a poursuivi sa croissance en 2012, en partie grâce à la hausse des prix d'importation et d'exportation, ainsi qu'à un plus grand volume des exportations. Les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Canada, mais la Chine a surpassé le Japon au deuxième rang des plus importantes destinations des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes en 2012.

Note : Les données sur les importations et exportations canadiennes du présent chapitre sont celles de juillet 2013.

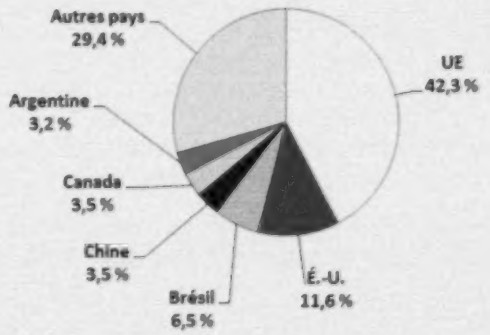
Le Canada est un acteur de premier plan sur les marchés mondiaux des produits agricoles et agroalimentaires

Grâce à des ventes à l'exportation de 43,6 milliards de dollars, le Canada est à l'origine de 3,5 % de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires mondiales en 2012.

En 2012, le Canada a délogé l'Argentine au cinquième rang des grands exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires du monde, derrière l'Union européenne, les États-Unis, le Brésil et la Chine.

Le commerce agricole et agroalimentaire mondial s'est chiffré à 1,15 billion de dollars en 2012, une hausse par rapport à 1,12 billion de dollars en 2011.

Graphique B.1
Exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2012

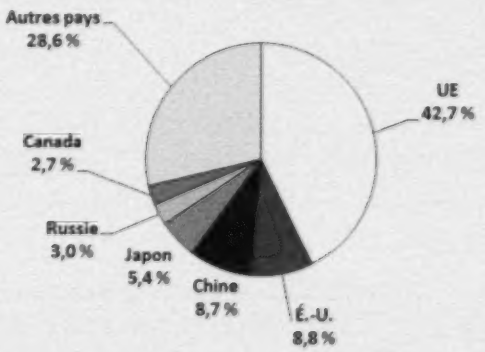


Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC
Note : Exclut tous les produits de la mer (frais et transformés). Inclut le commerce à l'intérieur de l'Union européenne.

En 2012, le Canada a importé des produits agricoles et agroalimentaires d'une valeur de 32,3 milliards de dollars, soit 2,7 % de la valeur totale des importations mondiales.

Le Canada conserve le sixième rang des grands importateurs mondiaux de produits agricoles et agroalimentaires, derrière l'Union européenne, les États-Unis, la Chine, le Japon et la Russie.

Graphique B.2
Importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays de destination, 2012



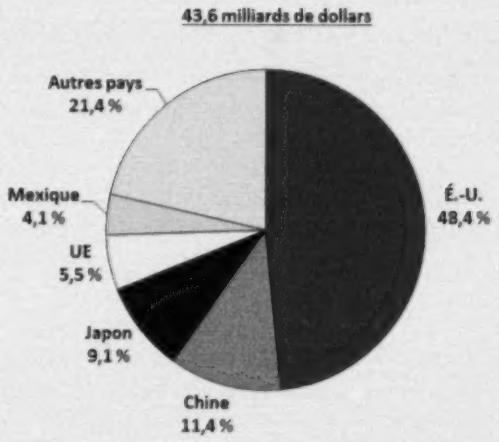
Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC
Note : Exclut tous les produits de la mer (frais et transformés). Inclut le commerce à l'intérieur de l'Union européenne.

Les États-Unis demeurent le principal marché d'exportation des produits agricoles et agroalimentaires canadiens, mais les exportations vers la Chine gagnent en importance

En 2012, les États-Unis ont représenté 48,4 % de la valeur des exportations canadiennes totales de produits agricoles et agroalimentaires.

La Chine a acquis 11,4 % de la valeur de toutes les exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, comparativement à 6,7 % en 2011. Ensemble, le Japon, l'UE et le Mexique sont la destination de 18,7 % des exportations canadiennes. Cent cinquante-six pays sont à l'origine du reste des ventes à l'exportation (21,4%).

Graphique B.3
Destination des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2012



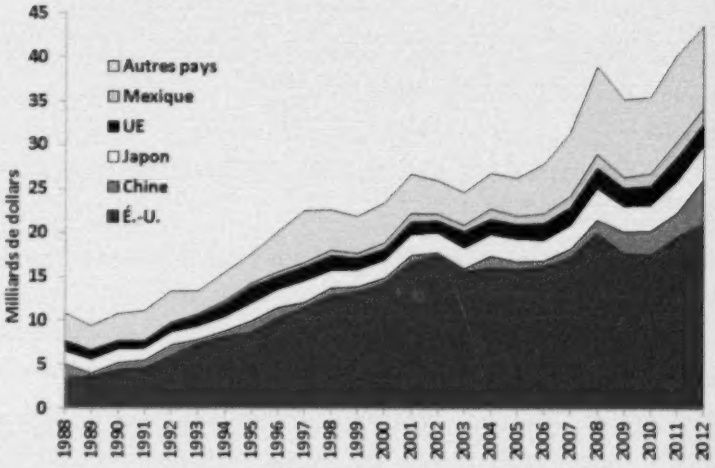
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

La valeur des exportations canadiennes a augmenté de 8,1 % en 2012 grâce à la hausse des exportations à destination des États-Unis et d'autres marchés étrangers.

Les exportations destinées aux États-Unis ont atteint 21,1 milliards de dollars en 2012, soit une augmentation de 7,7 % par rapport à 2011. Au cours de la même période, les exportations à destination des autres marchés ont augmenté de 8,4 % et se chiffrent à 22,5 milliards de dollars.

La hausse des ventes à l'exportation en 2012 est en grande partie attribuable à l'augmentation subite de 84,2 % des exportations canadiennes vers la Chine, lesquelles se chiffrent à 5,0 milliards de dollars.

Graphique B.4
Destination des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1988-2012



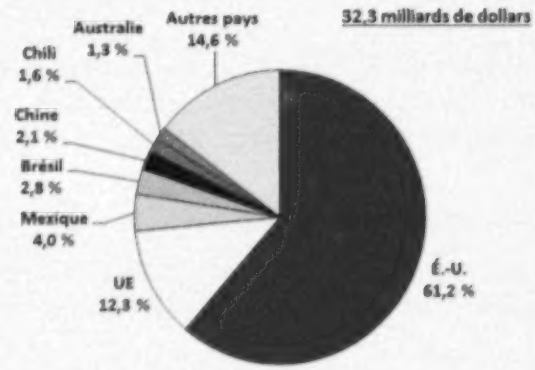
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

Les États-Unis demeurent la principale source des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires

En 2012, les États-Unis ont représenté 61,2 % de la valeur des importations agricoles et agroalimentaires du Canada.

L'Union européenne, le Mexique, le Brésil, la Chine, le Chili et l'Australie ont été à l'origine d'environ le quart des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, suivis du reste du monde avec 14,6 %.

Graphique B.5
Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2012



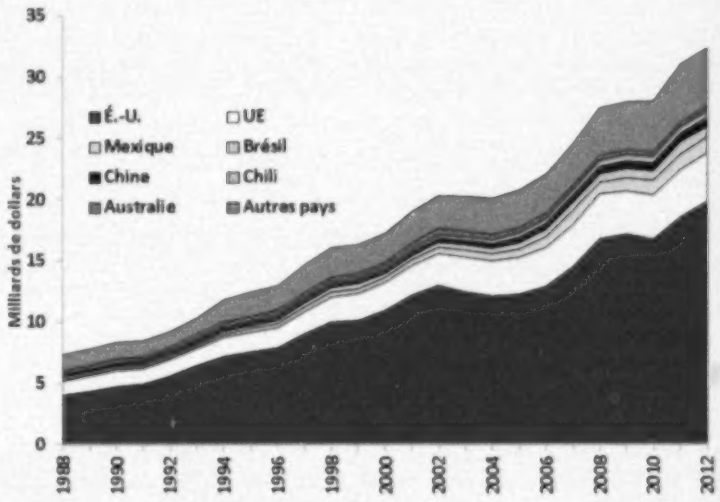
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

La valeur des importations de produits agricoles et agroalimentaires canadiens est passée de 31,0 milliards de dollars en 2011 à 32,3 milliards de dollars en 2012, soit une hausse de 4,2 %.

La valeur des importations en provenance des États-Unis s'est accrue de 6,7 % par rapport à l'année dernière, atteignant 19,8 milliards de dollars en 2012.

L'Union européenne a également été un importateur important; la valeur des importations en provenance de l'UE a augmenté de 2,7 % en 2012 pour se chiffrer à 4,0 milliards de dollars.

Graphique B.6
Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1988-2012



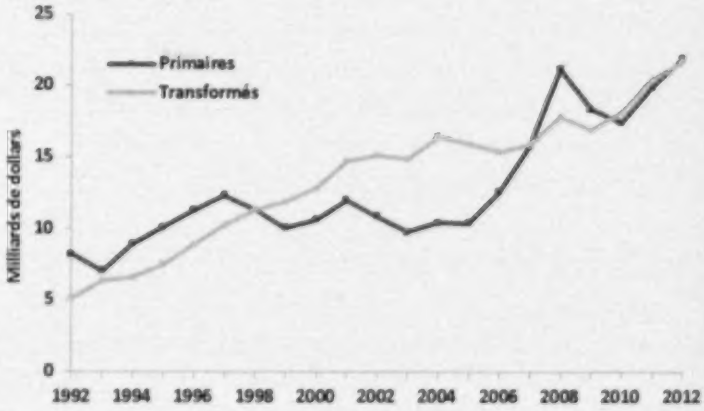
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

Les exportations de produits agricoles primaires rivalisent avec celles des produits alimentaires transformés

En hausse de 10,3 % en 2012, la valeur des exportations canadiennes de produits agricoles primaires s'est chiffrée à 21,9 milliards de dollars, surpassant le sommet précédent de 21,1 milliards de dollars atteint en 2008.

Les exportations canadiennes de produits alimentaires transformés se sont élevées à 21,7 milliards de dollars en 2012, soit une hausse de 6,0 %.

Graphique B.7
Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés, 1992-2012

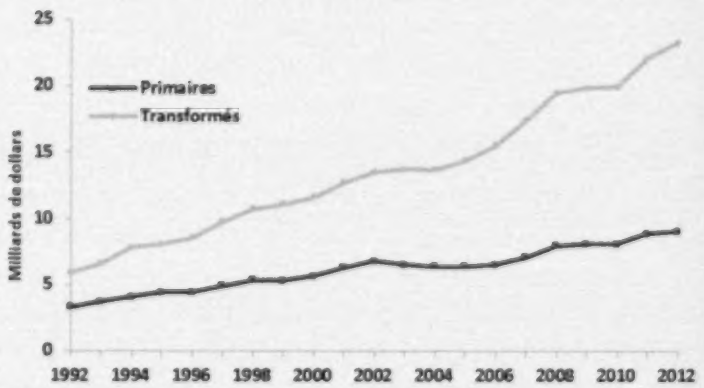


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

En 2012, la valeur des importations de produits alimentaires transformés est passée à 23,3 milliards de dollars, soit une hausse de 5,2 %, alors que la valeur des produits agricoles importés au Canada s'est accrue de 1,8 % pour se chiffrer à 9,0 milliards de dollars.

Au cours de la dernière décennie, la valeur des aliments transformés importés a augmenté plus rapidement que celle des produits primaires importés.

Graphique B.8
Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés, 1992-2012



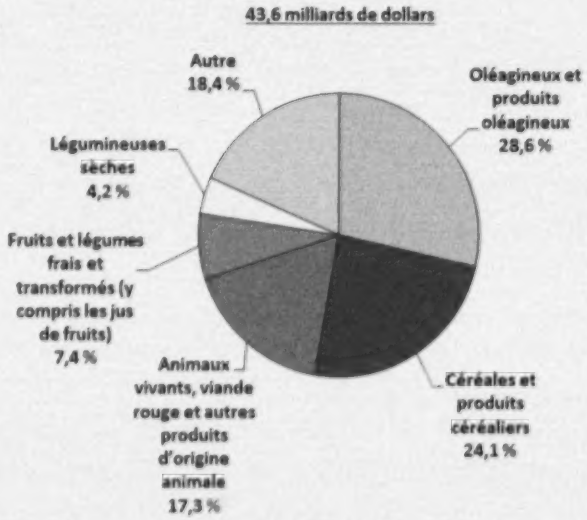
Source : Statistique Canada et calcul d'AAC

Plus des deux tiers de toutes les exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires relèvent de trois grands groupes de produits

De la somme de 43,6 milliards de dollars tirée des produits agricoles et agroalimentaires canadiens exportés en 2012, les oléagineux et les produits oléagineux représentaient 28,6 %, les céréales et les produits céréaliers, 24,1 % et les animaux vivants, la viande rouge et les autres produits d'origine animale, 17,3 %.

Les fruits et légumes frais ou transformés, y compris les jus de fruits (7,4 %), et les légumineuses sèches (4,2 %) figurent parmi les autres catégories de produits agricoles et agroalimentaires les plus exportés en 2012.

Graphique B.9
Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, par catégorie de produits, 2012



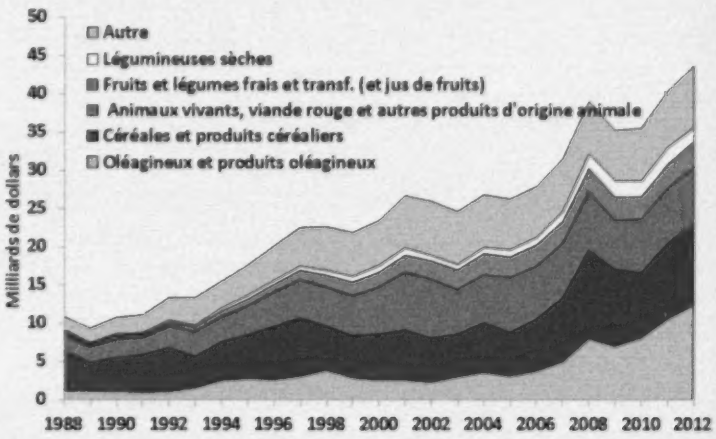
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

Il y a eu croissance des exportations pour une vaste gamme de produits.

Les exportations d'oléagineux et de produits oléagineux ont enregistré la plus forte hausse (18 %) en 2012, leur valeur se chiffrant maintenant à 12,5 milliards de dollars.

La valeur des céréales et des produits céréaliers exportés en 2012 a augmenté de 7,0 % (10,5 milliards de dollars), alors que celle des exportations d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale s'est accrue de 3,6 % (7,5 milliards de dollars).

Graphique B.10
Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, par catégorie de produits, 1988-2012



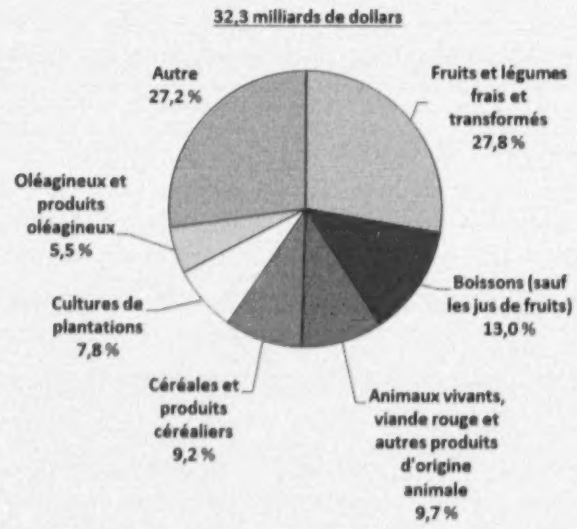
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

Le Canada importe une grande variété de produits agricoles et agroalimentaires

Les fruits et légumes frais et transformés représentent un peu plus du quart (27,8 %) de la valeur totale des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires en 2012.

Les boissons (13,0 %) et les animaux vivants, la viande rouge et les autres produits d'origine animale (9,7 %) arrivent aux deuxième et troisième rangs des catégories de produits en importance pour la valeur des importations.

Graphique B.11
Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, par catégorie de produits, 2012

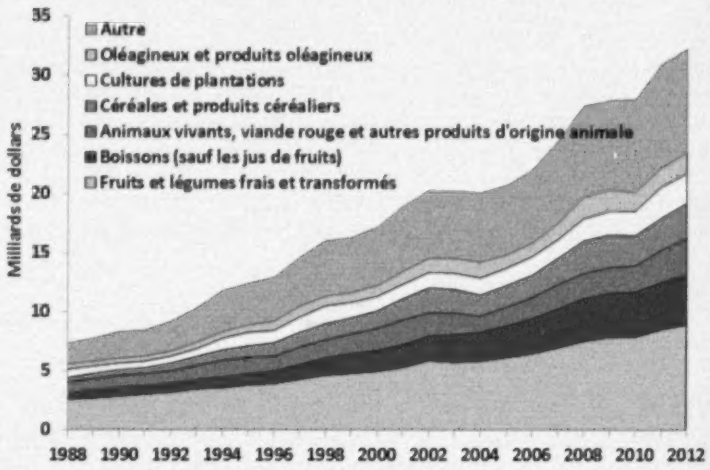


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

La valeur des fruits et légumes frais et transformés importés totalisait 9,0 milliards de dollars en 2012, en hausse de 5,0 % par rapport à 2011.

Les importations de boissons se sont accrues de 6,0 % en 2012, pour atteindre 4,2 milliards de dollars, alors que celles des animaux vivants, de la viande rouge et des autres produits d'origine animale ont augmenté de 12,3 % pour se chiffrer à 3,1 milliards de dollars.

Graphique B.12
Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, par catégorie de produits, 1988-2012



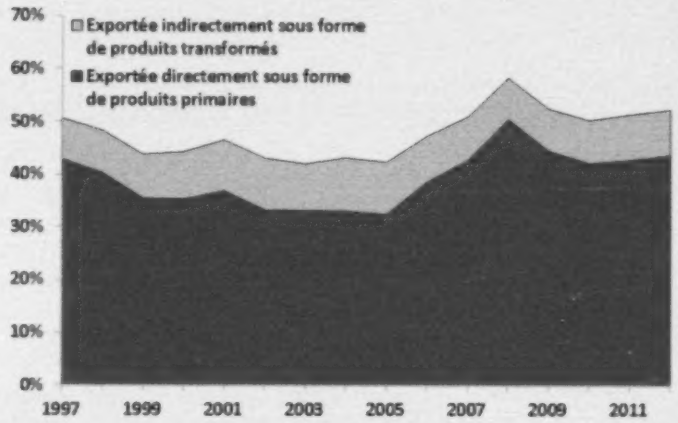
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

Le secteur agricole et agroalimentaire canadien est fortement axé sur les exportations

On estime qu'environ la moitié de la valeur de la production agricole primaire canadienne est exportée, sous forme de produits agricoles primaires ou d'aliments et de boissons transformés.

La proportion des exportations a atteint un sommet en 2008 à environ 58 % de la valeur des recettes agricoles du marché lorsque les prix mondiaux des produits céréaliers et oléagineux ont fortement augmenté.

Graphique B.13
Part estimative de la production agricole canadienne qui est exportée, basée sur la valeur, 1997-2012

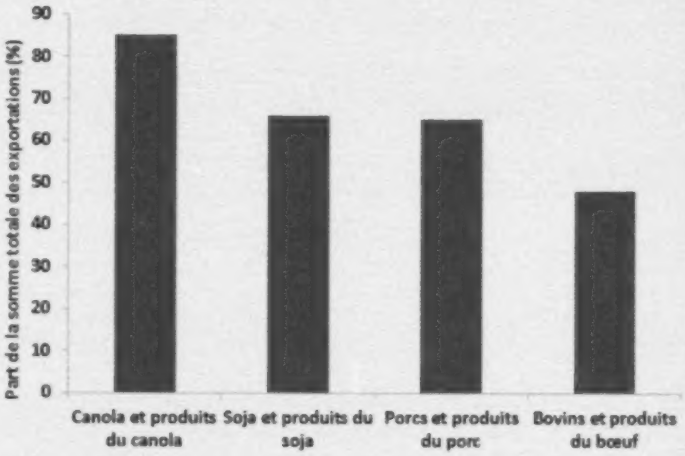


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

Les produits agricoles et agroalimentaires exportés comprennent les produits primaires, comme le blé, le canola et les animaux vivants, ainsi que les produits transformés, comme la farine, l'huile de canola et la viande.

Entre 2010 et 2012, le Canada a exporté (selon le poids) 85 % de son canola et produits du canola, 66 % de son soja et produits du soja, 65 % de ses porcs et produits du porc et 48 % de ses bovins et produits du bœuf.

Graphique B.14
Parts des exportations des produits primaires et des produits transformés, basées sur la quantité (en moyenne), 2010-2012



Source : Statistique Canada et calcul d'AAC

SECTION C

Agriculture primaire et intrants agricoles

INTRODUCTION

Le système agricole et agroalimentaire canadien se compose de nombreux secteurs interreliés en une chaîne d'approvisionnement complexe et intégrée. Les activités menées tout le long de cette chaîne produisent d'importants avantages économiques qui contribuent à accroître le PIB. Les producteurs agricoles, ainsi que les fournisseurs d'intrants et de services, font partie des acteurs dont la participation à la chaîne d'approvisionnement est au cœur de tout le système agricole et agroalimentaire. Les changements qui touchent le marché des matières premières, par exemple, ont souvent une incidence sur les autres maillons situés en aval de la chaîne d'approvisionnement, comme la transformation des aliments, et la vente d'aliments au détail et en gros.

Les producteurs agricoles forment un groupe très diversifié. Ils diffèrent de par la taille, la nature et l'emplacement de leur exploitation agricole, ainsi que par leurs stratégies commerciales et leurs compétences en gestion. Une telle diversité permet d'expliquer en partie le rendement variable des exploitations agricoles.

Les fournisseurs d'intrants et de services, qu'il s'agisse de sociétés multinationales, de courtiers en marchandises ou de petites agroentreprises locales, jouent un rôle de premier plan dans le système agricole et agroalimentaire canadien. L'accès à des intrants et des services à prix compétitifs est particulièrement important pour la survie du secteur agricole primaire.

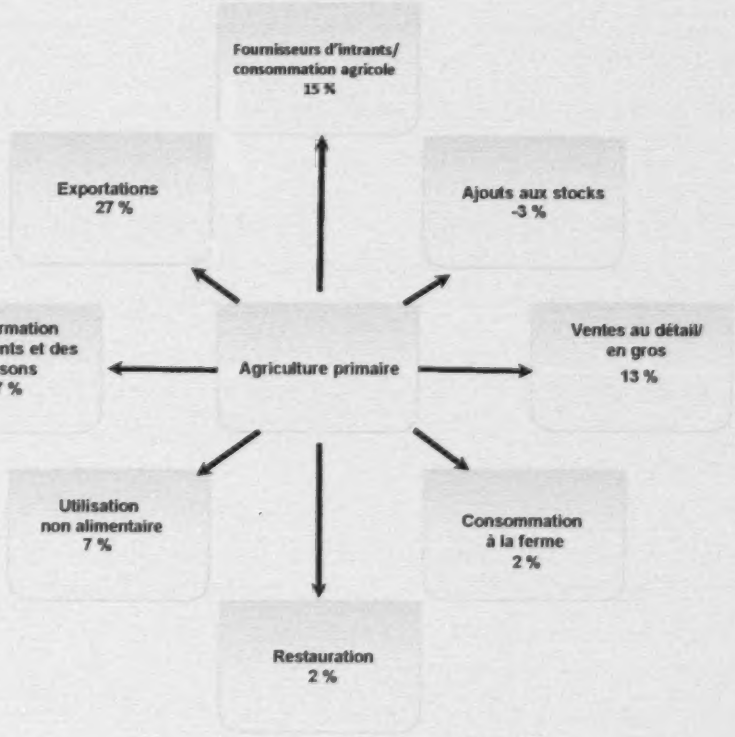
La production agricole a une incidence sur tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire

Les secteurs situés en amont et en aval profitent de la production agricole.

L'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons demeure le marché le plus important pour les produits de base. La valeur des produits agricoles qu'elle a consommés en 2009 représentait 37 % de toute la production agricole canadienne de cette année-là.

Les agriculteurs ont également accès à d'autres marchés. En 2009, la valeur de la production agricole au Canada se répartissait comme suit : 27 % provenait de l'exportation de produits de base; 15 %, des intrants échangés entre producteurs canadiens tels que les aliments pour animaux ou les semences; 13 %, des ventes au détail et à la ferme (composées principalement de produits frais); 7 %, des ventes à des fins non alimentaires (composées surtout de matériel de pépinière, de fleurs et d'autres produits horticoles destinés à la construction résidentielle, aux consommateurs et aux bioproduits); 2 %, des ventes destinés au secteur de la restauration.

Graphique C.1
Valeur de la production agricole par industrie, 2009



Source : Modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC

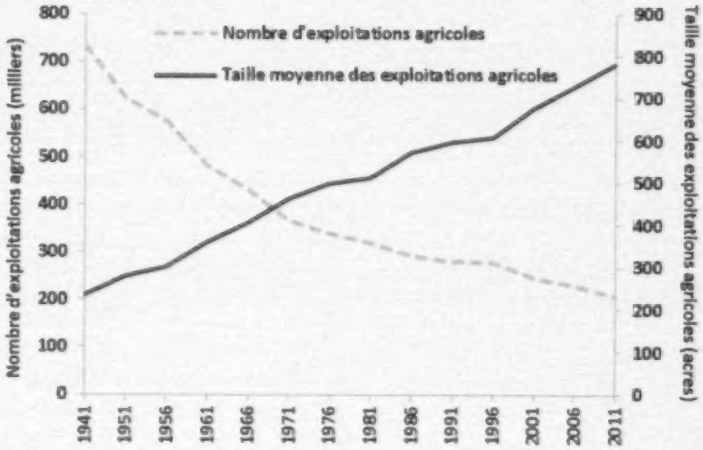
L'agriculture primaire est un secteur dynamique qui s'adapte aux changements de la conjoncture économique canadienne et mondiale

Au cours des 70 dernières années, la taille moyenne des exploitations agricoles au Canada a presque quadruplé, alors que leur nombre ne cesse de diminuer.

En 2011, le Canada comptait 205 730 exploitations agricoles, soit une diminution de 10,0 % par rapport à 2006. À titre de comparaison, on avait enregistré une baisse de 7,3 % du nombre d'exploitations agricoles entre 2001 et 2006.

Par ailleurs, la taille moyenne des exploitations agricoles est à la hausse, passant de 237 acres par exploitation agricole en 1941 à 779 acres en 2011. Les avancées technologiques ont créé des conditions favorables aux exploitations agricoles de grande taille.

Graphique C.2
Nombre et taille des exploitations agricoles au Canada, 1941-2011



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, diverses années

La composition de la production agricole varie au fil du temps selon les régions

La répartition des recettes du marché a changé depuis 2002, mais elle n'est pas la même d'une catégorie de produits à l'autre.

Entre 2002 et 2012, les recettes du marché ont augmenté de 55,9 %. Cependant, les recettes tirées des ventes du secteur de la viande rouge ont perdu du terrain, passant de 33,9 % à 20,7 % des recettes totales.

La part des recettes tirées des céréales et des oléagineux a augmenté de 13,1 milliards de dollars au cours de la même période. En 2012, la majeure partie des recettes provenait de la vente de céréales et d'oléagineux, dont les recettes représentaient 41,3 % du total.

Les recettes tirées des cultures spéciales, telles que les légumineuses, les graines de moutarde, les graines de tournesol et les graines à canaris, ont doublé entre 2002 et 2012, totalisant 3,7 % de toutes les recettes tirées du marché en 2012.

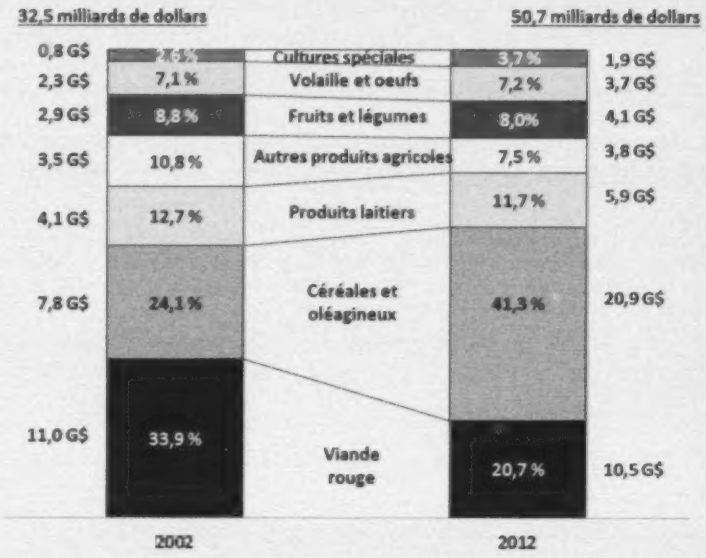
La répartition des recettes tirées du marché des différents produits varie selon la région ou la province.

Dans les Prairies, la vente de céréales et d'oléagineux a généré plus de la moitié des recettes en 2012 (58,3 %). En Colombie-Britannique, les fruits et les légumes représentaient 28,7 % des recettes du marché, la viande rouge, 9,4 %, et les céréales et les oléagineux, 3,3 %.

Au Québec, les produits laitiers et la viande rouge sont responsables de la majeure partie des recettes du marché, soit représentant respectivement 28,9 % et 23,8 % du total. En Ontario, la production de céréales et d'oléagineux a généré 32,5 % des recettes du marché, alors que les produits laitiers et la viande rouge y ont contribué dans une moindre mesure, générant respectivement 15,9 % et 16,4 % du total des recettes.

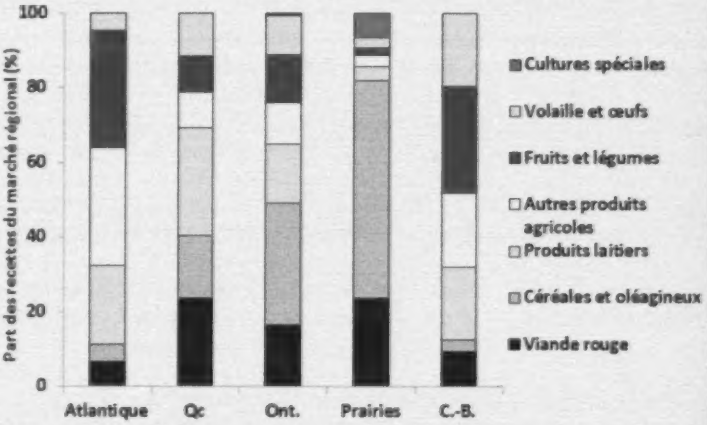
Dans les provinces de l'Atlantique, les recettes des fruits et des légumes représentent 31,1 % de toutes les recettes du marché, soit la plus grande part parmi toutes les catégories.

Graphique C.3
Recettes du marché par catégorie de produit, 2002 et 2012



Source : Statistique Canada

Graphique C.4
Recettes du marché par région et par catégorie de produit, 2012



Source : Statistique Canada

Les recettes du marché en 2012 ont été alimentées en grande partie par la hausse du prix

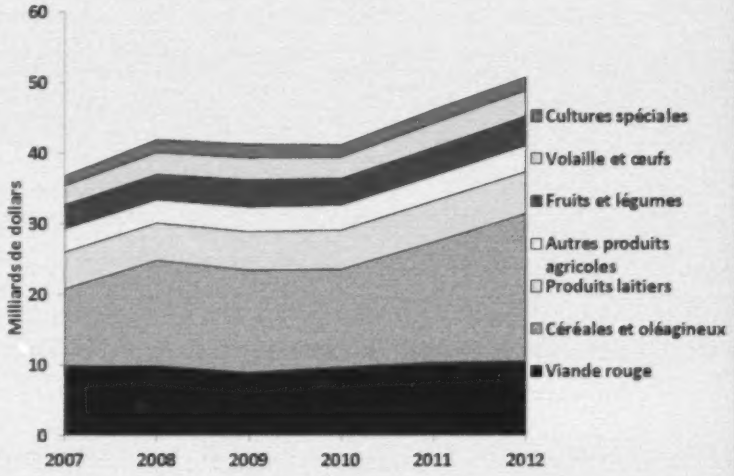
En 2012, les recettes du marché agricole ont fait un bond de 10,0 % par rapport à l'année précédente, atteignant 50,7 milliards de dollars. Ce niveau est de 22,4 % supérieur à la moyenne de 2007-2011.

En 2012, les recettes tirées des céréales et des oléagineux ont été 22,8 % plus élevées que l'année précédente et 46,6 % plus élevées que la moyenne de 2007-2011. La sécheresse ayant sévi à l'été 2012 aux États-Unis a fait grimper les prix des céréales et des oléagineux, ce qui a fait bondir les recettes du marché générées par ces produits.

Au cours des dernières années, les éleveurs de bovins et de porcs ont dû affronter les nombreux défis qui ont affecté le secteur de la viande rouge, notamment la loi sur la mention obligatoire du pays d'origine sur les étiquettes (COOL) et le prix élevé des aliments pour animaux (ce qui a entraîné la réduction du cheptel).

Les recettes de la vente de bovins se sont accrues presque tous les ans depuis 2007 en raison des prix élevés. Après cinq années consécutives de recul, les recettes générées par le secteur porcin ont augmenté en 2010 et 2011, grâce au prix du porc plus élevé. Toutefois, les recettes ont diminué légèrement en 2012 en raison du plus grand nombre de porcs américains commercialisés suite à la sècheresse survenue durant l'été.

Graphique C.5
Recettes du marché par catégorie de produit, 2007-2012

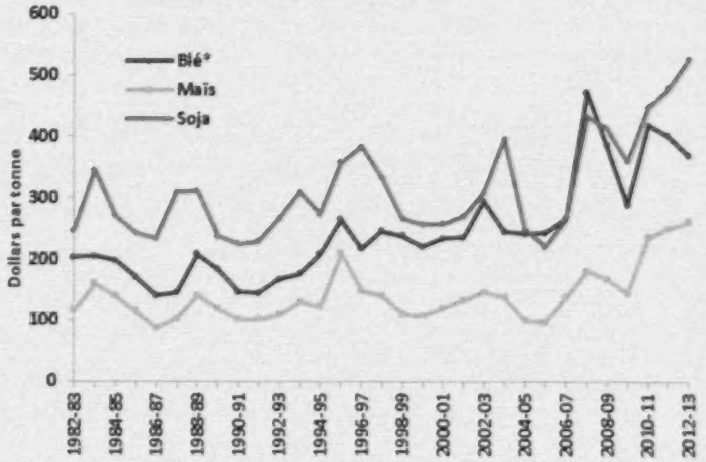


Source : Statistique Canada

Le prix des produits agricoles est demeuré élevé en 2012

Stimulé par la demande mondiale, les mandats en matière d'éthanol aux États-Unis et le resserrement des approvisionnements en raison de conditions climatiques difficiles, le prix des céréales et des oléagineux est demeuré élevé en 2012.

Graphique C.6
Prix du maïs, du blé et du soja au Canada, de l'année récolte 1982-1983 à 2012-2013



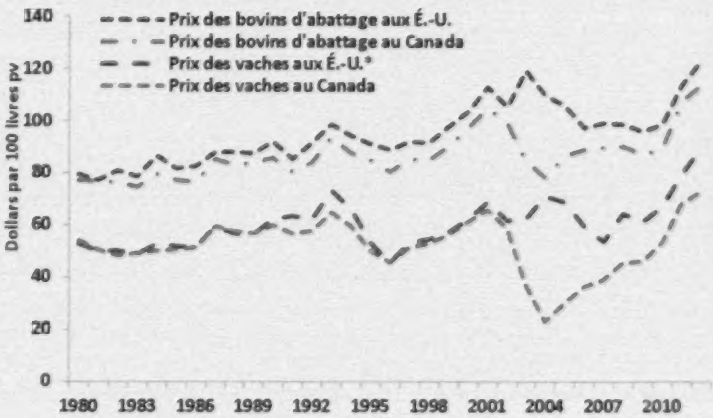
Source : AAC
Note : * Blé roux de printemps de l'Ouest canadien.
Les données de l'année 1982-1983 à 1996-1997 sont des estimations d'AAC fondées sur le prix d'une tonne de CWRS à 11,5 % de protéines.

La baisse des stocks a poussé les prix canadien et américain des bovins au-delà des sommets historiques.

Dans le passé, le prix des bovins au Canada et aux États-Unis fluctuaient généralement de manière parallèle. Toutefois, dans la foulée de la crise liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en 2003, l'embargo américain sur le commerce de bovins a creusé un écart entre le prix du Canada et celui des États-Unis.

Cet écart s'est réduit à la reprise des échanges commerciaux de bovins de moins de 30 mois en 2005, puis de bovins de plus de 30 mois en 2008. En outre, l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine et l'épuisement des stocks de bétail ont poussé les prix au-delà des sommets cycliques historiques, réduisant encore davantage l'écart entre les prix américains et canadiens.

Graphique C.7
Cycle du prix des bovins, 1980-2012



Source : USDA ERS, Canfax et calculs d'AAC
Note : *Cette série de données a cessé d'être mise à jour en 2008; les données de 2009-2012 sont des estimations fondées sur la croissance annuelle du prix national de vente directe de vaches.

En 2012, le revenu monétaire net a atteint un sommet pour la troisième année consécutive

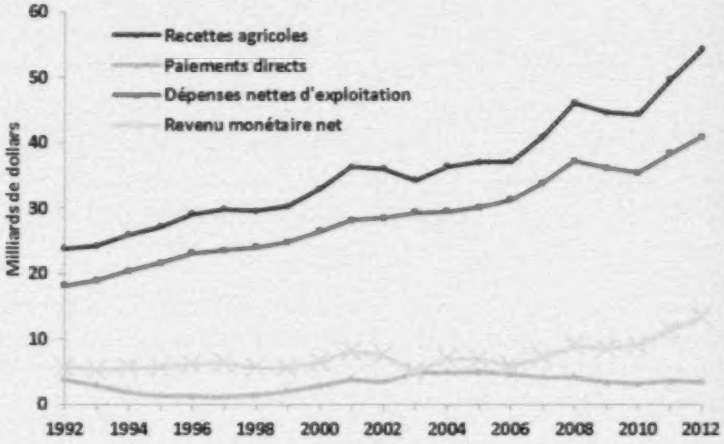
En 2012, les recettes monétaires agricoles ont augmenté plus rapidement que les dépenses d'exploitation agricole, ce qui a fait grimper le revenu monétaire net à 13,3 milliards de dollars — 48,7 % supérieur à la moyenne de 2007-2011 et 17,6% supérieur au niveau de 2011.

Les recettes monétaires agricoles, qui comprennent les recettes du marché et les paiements des programmes versés directement aux producteurs, ont augmenté de 9,2 % en 2012, après une hausse de 11,9 % en 2011. Ces hausses sont surtout attribuables aux fortes recettes des productions végétales.

Les dépenses d'exploitation ont poursuivi leur croissance soutenue pendant la plus grande partie des années 1990 et 2000. Elles ont diminué légèrement en 2009 et en 2010, avant de s'accroître de nouveau en 2011 et en 2012, de 8,3 % et 6,7 %, respectivement.

Les paiements des programmes versés directement aux producteurs ont compensent les pertes de production attribuables aux catastrophes naturelles et permettent de stabiliser le revenu agricole. La hausse récente du prix des produits de base, surtout sur le marché des céréales et des oléagineux, ainsi que les marges bénéficiaires plus élevées ont contribué à réduire les paiements versés directement aux producteurs au cours des dernières années.

Graphique C.8
Recettes monétaires agricoles, paiements directs, dépenses nettes d'exploitation et revenu monétaire net, 1992-2012



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

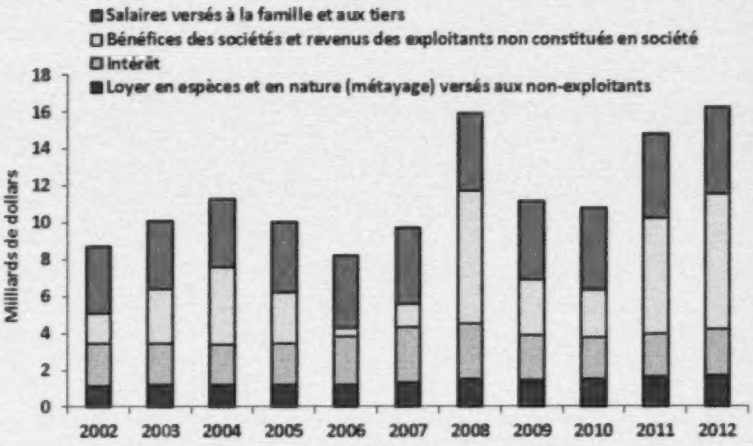
La valeur ajoutée nette agricole s'est améliorée en 2012

En 2012, la valeur ajoutée agricole nette à l'agriculture a atteint 16,2 milliards de dollars, soit 46,4 % de plus que la moyenne de 2002-2011 et 1,8 % de plus que le sommet atteint en 2008.

La valeur ajoutée nette mesure la valeur économique totale de la production agricole. Elle rend compte du rendement de tous les facteurs de production (le loyer foncier, la rémunération de la main-d'œuvre et l'intérêt de capital). La valeur ajoutée nette est donc influencée par les facteurs de production.

En 2012, l'intérêt sur le capital était de 4,2 % inférieur à la moyenne de 2007-2011, alors que le rendement de tous les autres facteurs de production était plus élevé, notamment le loyer en espèces et en nature (métayage) versés aux non-exploitants (15,4%), ainsi que les bénéfices des sociétés et des exploitants non constitués en société (80,0%).

Graphique C.9
Valeur ajoutée nette à l'agriculture, 2002-2012



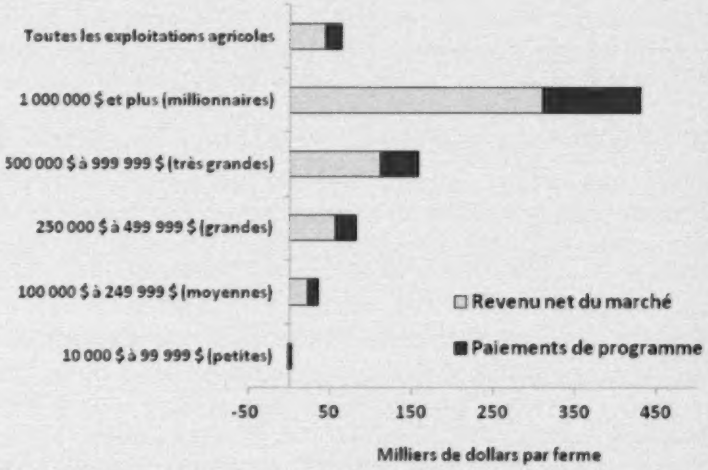
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
Note: À partir de 2005, des changements ont été apportés à la méthodologie sur la valeur ajoutée agricole de sorte que la revente de produits agricoles n'entre plus dans le calcul des ventes agricoles à d'autres exploitations ou dans les dépenses découlant de l'achat d'intrants provenant d'autres exploitations agricoles.

Le revenu net d'exploitation moyen mesure le rendement des exploitations agricoles, lequel varie selon la taille de l'exploitation

En 2011, le revenu net d'exploitation moyen s'est chiffré à 63 000 $ par exploitation.

Le revenu net d'exploitation moyen varie selon la taille de l'exploitation, passant de 2 300 $ pour les petites exploitations agricoles (dont le revenu se situe entre 10 000 $ et 99 999 $) à 430 000 $ pour les exploitations dont le chiffre d'affaires atteint au moins un million de dollars. Dans le cas des fermes les plus grandes, 72,0 % de leur revenu d'exploitation provenait du marché, alors que le reste est attribuable aux paiements de programme. Dans le cas des exploitations moyennes et des très grandes exploitations (dont le revenu se situe entre 100 000 $ et 999 999 $), le revenu net du marché était aussi la principale source de revenu.

Graphique C.10
Revenu net d'exploitation moyen par catégorie de revenu, 2011

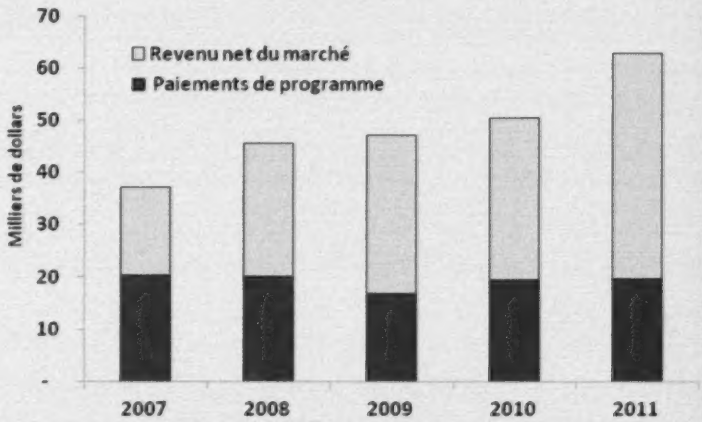


Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales
Note : Les estimations présentées englobent les exploitations non constituées en société et les exploitations agricoles collectives dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 10 000 $ ou plus, ainsi que les exploitations agricoles constituées en société dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 25 000 $ ou plus.

Le revenu net d'exploitation moyen varie également dans le temps, tout comme la part du revenu net provenant du marché.

En moyenne, plus des deux tiers (68,7 %) du revenu d'exploitation d'une entreprise agricole de 2011 provenaient du marché, en hausse par rapport à la proportion de 45,2 % en 2007.

Graphique C.11
Revenu net d'exploitation agricole moyen, 2007-2011



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales
Note : Les estimations présentées englobent les exploitations non constituées en société et les exploitations agricoles collectives dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 10 000 $ ou plus, ainsi que les exploitations agricoles constituées en société dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 25 000 $ ou plus.

Le revenu net d'exploitation moyen varie selon le type d'exploitation et la province

En 2011, l'Île-du-Prince-Édouard a enregistré le revenu net d'exploitation moyen par ferme le plus élevé, suivie du Manitoba et de Terre-Neuve-et-Labrador.

La Nouvelle-Écosse était la province affichant le revenu net d'exploitation moyen le plus bas.

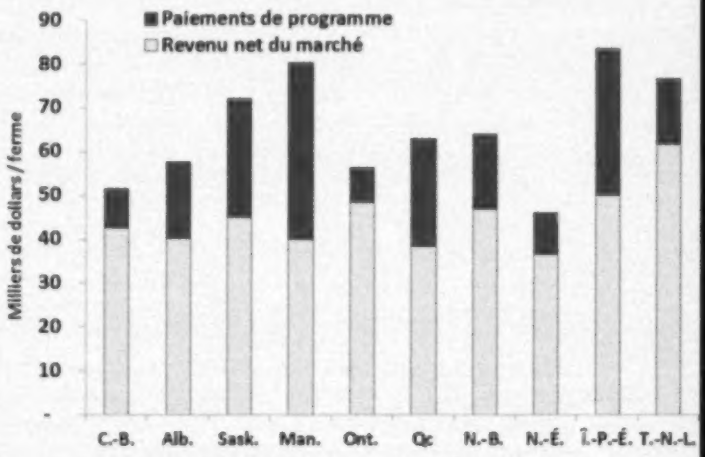
Les montants octroyés dans le cadre des programmes diffèrent également selon la province, ce qui s'explique en partie par les différences entre les programmes provinciaux de soutien à l'agriculture. En 2011, les exploitants agricoles de l'Ontario ont reçu les paiements par ferme les plus faibles, alors que les agriculteurs du Manitoba ont touché le plus haut niveau de paiements.

Le revenu net d'exploitation moyen varie selon le type d'exploitation agricole et dépend des prix, de la taille de l'exploitation et des conditions qui prévalent sur les marchés.

Les producteurs de pommes de terre de même que les producteurs de volaille et d'œufs et les producteurs laitiers ont affiché le revenu net d'exploitation moyen le plus élevé de tous les types d'exploitations agricoles en 2011.

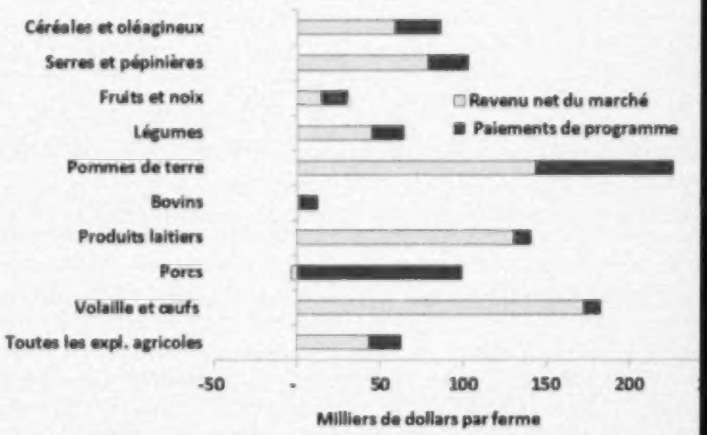
Les élevages bovins ainsi que les producteurs de fruits et de noix ont affiché le revenu net d'exploitation moyen le plus faible. Les élevages porcins, notamment, ont encore éprouvé des difficultés financières en 2011, comme l'indique leur revenu net du marché négatif, attribuable en grande partie au déclin des exportations dû à la vigueur du dollar canadien et à la loi américaine sur la mention obligatoire du pays d'origine sur les étiquettes (COOL). Toutefois, les pertes des éleveurs porcins ont été contrebalancées par l'ampleur des paiements versés en 2011.

Graphique C.12
Revenu net d'exploitation moyen par province, 2011



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales
Note : Les estimations présentées englobent les exploitations non constituées en société et les exploitations agricoles collectives dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 10 000 $ ou plus, ainsi que les exploitations agricoles constituées en société dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 25 000 $ ou plus.

Graphique C.13
Revenu net d'exploitation moyen par type d'exploitation agricole, 2011



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales
Note : Les estimations présentées englobent les exploitations non constituées en société et les exploitations agricoles collectives dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 10 000 $ ou plus, ainsi que les exploitations agricoles constituées en société dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 25 000 $ ou plus.

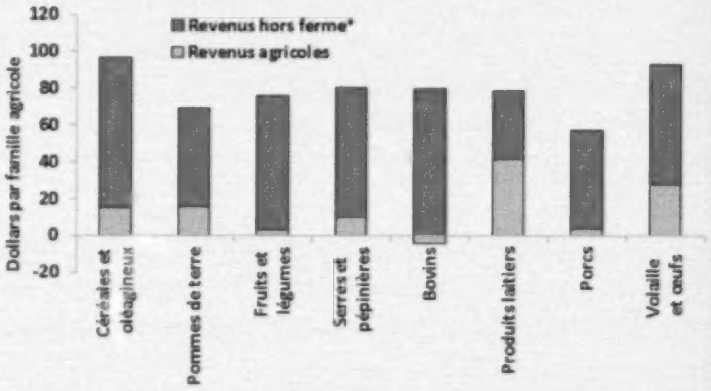
Le revenu des familles agricoles varie selon le type d'exploitation

Les familles agricoles qui exploitent des fermes laitières et avicoles (volaille et œufs) dépendent moins que les autres types d'exploitation d'un revenu d'appoint.

Ces élevages sont généralement plus intensifs en main-d'œuvre que les autres types d'exploitation agricole, occupant à temps plein les membres de la famille qui l'exploite.

En revanche, les élevages bovins (surtout les éleveurs-naisseurs) et porcins ainsi que la production de céréales et d'oléagineux exigent moins de main-d'œuvre, ce qui permet à la famille exploitante de gagner un revenu supplémentaire en occupant un emploi à l'extérieur de la ferme.

Graphique C.14
Revenu moyen des familles agricoles selon le type d'exploitation agricole, 2009



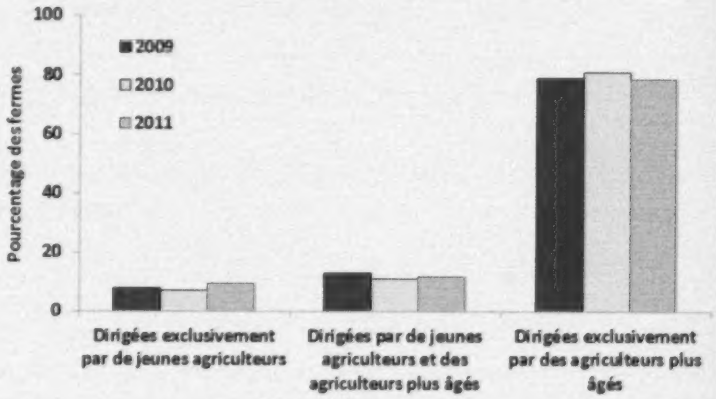
Source: Statistique Canada, Programme des données fiscales et calculs d'AAC
Note : *Comprend les salaires et traitements tirés de l'exploitation agricole et d'un emploi à l'extérieur de la ferme, ainsi que les revenus d'un emploi autonome non agricole.
Les estimations présentées englobent les exploitations non constituées en société et les exploitations agricoles collectives dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 10 000 $ ou plus, ainsi que les exploitations agricoles constituées en société dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 25 000 $ ou plus.

Une part croissante des exploitations agricoles sont exclusivement dirigées par de jeunes agriculteurs

En 2011, 9,4 % des exploitations agricoles canadiennes étaient dirigées exclusivement par de jeunes agriculteurs (entre 18 et 39 ans). Ces jeunes producteurs détiennent, en moyenne, 11 ans d'expérience en matière d'agriculture.

Entre 2009 et 2011, la proportion des exploitations agricoles dirigées exclusivement par de jeunes agriculteurs s'est légèrement accrue, malgré le vieillissement de la population agricole. La plupart des exploitations agricoles sont toujours dirigées exclusivement par des agriculteurs âgés de plus de 40 ans (78,7 %). La proportion des exploitations agricoles ayant à leur tête à la fois de jeunes agriculteurs et des agriculteurs plus âgés est demeurée stable à 11,9 % en 2011.

Graphique C.15
Répartition des exploitations agricoles selon l'âge des exploitants (jeunes et plus âgés), 2009-2011



Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, 2010, 2011 et 2012
Note : Les estimations présentées englobent les exploitations non constituées en société et les exploitations agricoles collectives dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 10 000 $ ou plus, ainsi que les exploitations agricoles constituées en société dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 25 000 $ ou plus.

Le rendement financier des exploitations agricoles, mesuré par la valeur nette, varie selon la province et le type d'exploitation

Entre 2009 et 2011, la valeur nette moyenne des exploitations agricoles a augmenté dans l'ensemble des provinces, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador et ce, particulièrement dans les provinces des Prairies, au Québec, en Ontario et à l'Île-du-Prince-Édouard.

Par l'ensemble du Canada, la valeur nette moyenne des exploitations agricoles est passée de 1,4 million de dollars en 2009 à 1,5 million de dollars en 2010, et à 1,7 million de dollars en 2011.

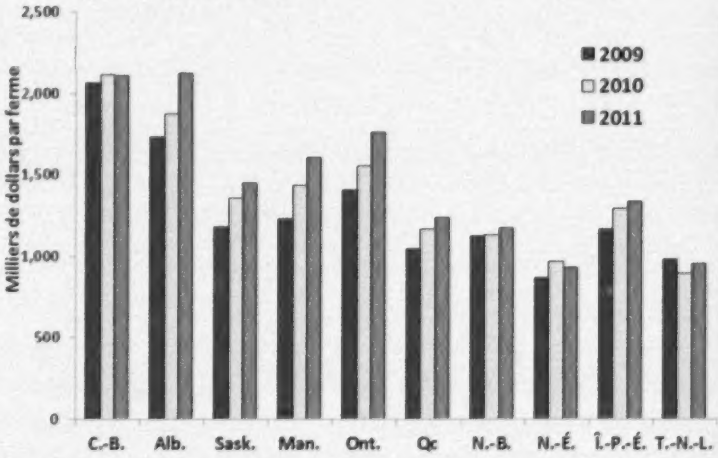
Les fermes avicoles ont enregistré la valeur nette moyenne la plus élevée, laquelle s'est chiffrée à plus de 4,3 millions de dollars en 2011, suivies des exploitations de pommes de terre avec une valeur nette de 3,1 millions de dollars et des fermes laitières, dont la valeur nette était de 2,8 millions de dollars.

Ceci rend compte du fait que les producteurs laitiers et avicoles doivent acquérir des quotas pour exploiter leur ferme, lesquels sont comptabilisés dans les éléments d'actif. Par ailleurs, la culture de la pomme de terre requiert l'acquisition d'une machinerie spécialisée et coûteuse.

La valeur moyenne des éléments d'actif et de passif était beaucoup plus faible pour les éleveurs bovins, de même que pour les producteurs de fruits et de légumes, et de céréales et d'oléagineux.

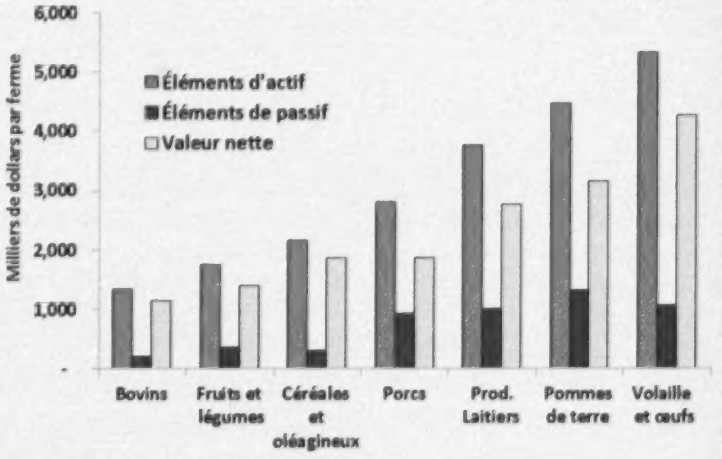
En moyenne, les exploitations d'élevage bovin ont présenté la valeur nette et la valeur des éléments d'actif et de passif les plus faibles de tous les types d'exploitations agricoles.

Graphique C.16
Valeur nette moyenne des exploitations agricoles par province, 2009-2011



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 2008 à 2011, et calculs d'AAC
Note : Les estimations présentées englobent les exploitations non constituées en société et les exploitations agricoles collectives dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 10 000 $ ou plus, ainsi que les exploitations agricoles constituées en société dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 25 000 $ ou plus.

Graphique C.17
La moyenne des éléments d'actif, éléments de passif et de la valeur nette moyens par type d'exploitation agricole, 2011



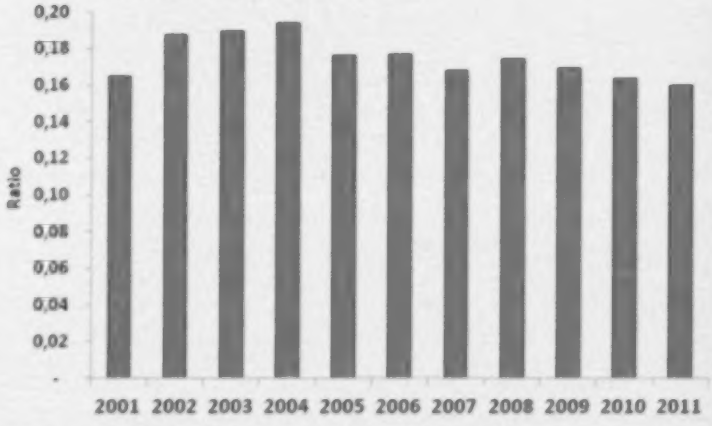
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes 2011 et calculs d'AAC
Note : Comprend les exploitations agricoles dont le revenu brut est de 10 000 $ ou plus.

Le ratio d'endettement reflète le risque financier auquel sont exposées les exploitations agricoles, lequel est mesuré par la valeur des actifs agricoles financés par des emprunts

Au cours des dernières années, le ratio d'endettement a diminué progressivement, chutant à 16,0 % en 2011.

Les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas, ce qui contribue à réduire les frais de service de la dette. En particulier, le taux préférentiel est passé de 6,0 % en 2001 à 3,0 % en 2011.

Graphique C.18
Ratio d'endettement moyen de l'ensemble des exploitations agricoles, 2001-2011

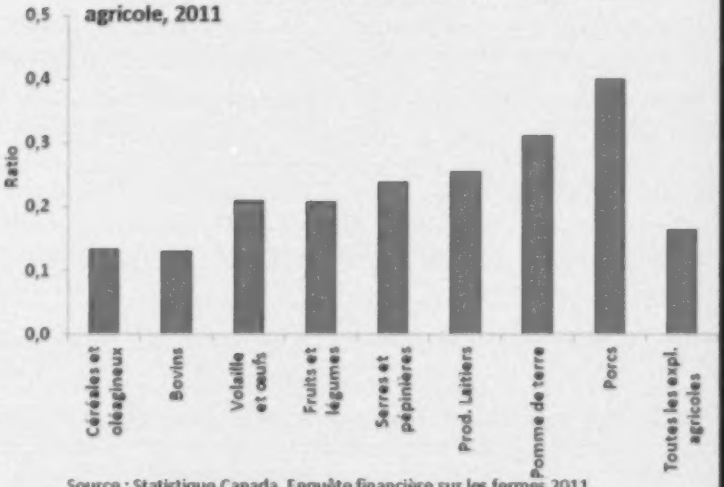


Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes de 2001 à 2011, et calculs d'AAC
Note : Comprend les exploitations agricoles dont le revenu brut est de 10 000 $ ou plus.

Le ratio d'endettement varie selon le type d'exploitation agricole.

En 2011, les élevages de bovins et les exploitations de céréales et d'oléagineux ont affiché le ratio d'endettement le plus faible avec respectivement 13,0% et 13.4%, alors que les exploitations porcines ont présenté le ratio le plus élevé avec 40 %. Ceci témoigne de la dette considérable que les exploitations d'élevage porcin ont accumulée au cours de la période d'expansion vécue par ce secteur depuis le début des années 2000. Plus récemment, la hausse de la valeur des terres a contribué à l'augmentation de la valeur des actifs des exploitations de céréales et d'oléagineux.

Graphique C.19
Ratio d'endettement moyen selon le type d'exploitation agricole, 2011



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes 2011
Note : Les estimations présentées englobent les exploitations non constituées en société et les exploitations agricoles collectives dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 10 000 $ ou plus, ainsi que les exploitations agricoles constituées en société dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 25 000 $ ou plus.

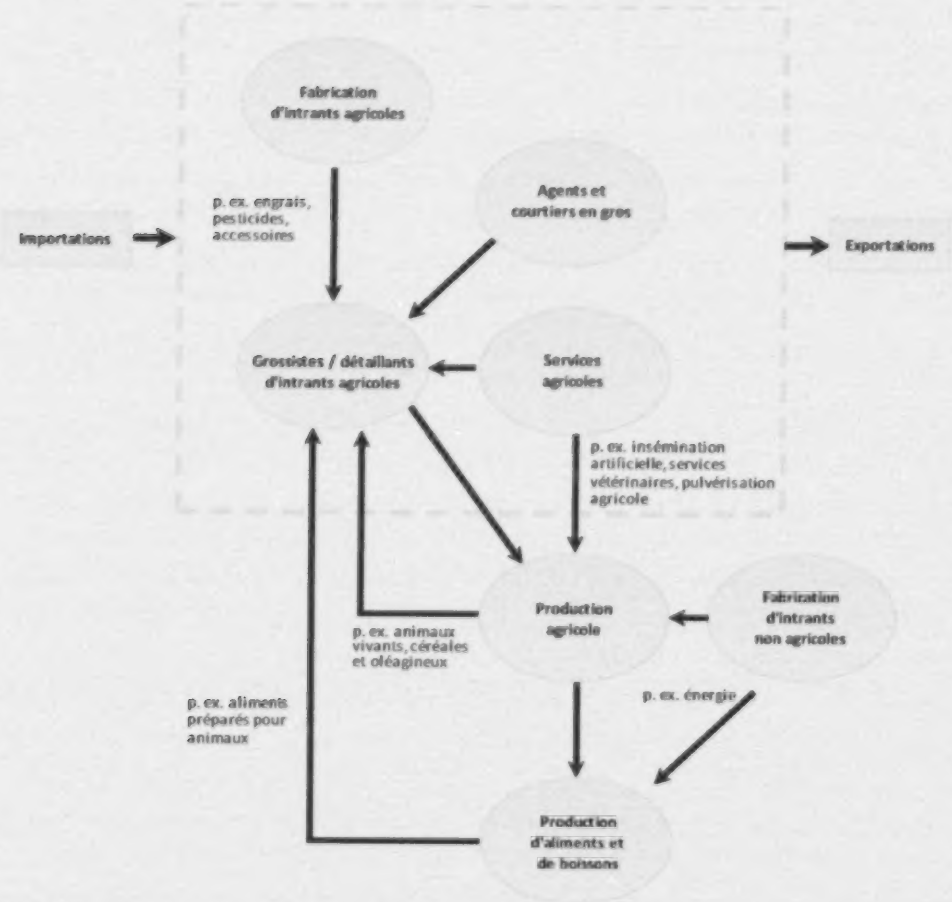
Les fournisseurs d'intrants constituent une chaîne de valeur complète

Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles forment une chaîne de valeur complète au sein du système agricole et agroalimentaire. Ils comprennent les fabricants d'intrants, les fournisseurs de services ainsi que les détaillants et les grossistes.

Ils soutiennent l'agriculture primaire et agissent à titre d'acheteurs pour les industries en aval. À titre d'exemple, citons les aliments préparés pour animaux achetés auprès de minoteries de céréales et d'oléagineux, ou les veaux d'engraissement achetés auprès d'exploitations de naissage.

Ce secteur regroupe une foule hétérogène de fournisseurs—de sociétés multinationales qui fabriquent de la machinerie et du matériel agricoles, à des petites entreprises locales qui vendent des aliments pour animaux et des pesticides; de courtiers internationaux en marchandises, à des petits fournisseurs locaux réalisant des travaux à forfait.

Graphique C.20
Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles



Source: AAC

Les dépenses d'exploitation agricoles ont augmenté en 2012 en raison d'une hausse des prix du carburant, des engrais, des aliments pour animaux et des semences

En 2012, les dépenses nettes d'exploitation agricole et les frais d'amortissement totalisaient 47,0 milliards de dollars, soit une augmentation de 6,4 % par rapport à 2011.

Les aliments commerciaux pour animaux étaient la principale dépense des agriculteurs en 2012 (6,1 milliards de dollars), suivis des engrais et de la chaux (5,1 milliards de dollars), de la main d'œuvre salariée (4,7 milliards de dollars), du carburant (2,6 milliards de dollars), de la réparation de machinerie (2,5 milliards de dollars) et des intérêts (2,5 milliards de dollars).

Dans l'ensemble, l'amortissement a atteint 6,1 milliards de dollars en 2012, une hausse de 4,3 % par rapport à 2011. Comme les exploitations agricoles sont de plus en plus intensives en capital, l'amortissement demeure un poste de dépense important.

Graphique C.21
Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2012

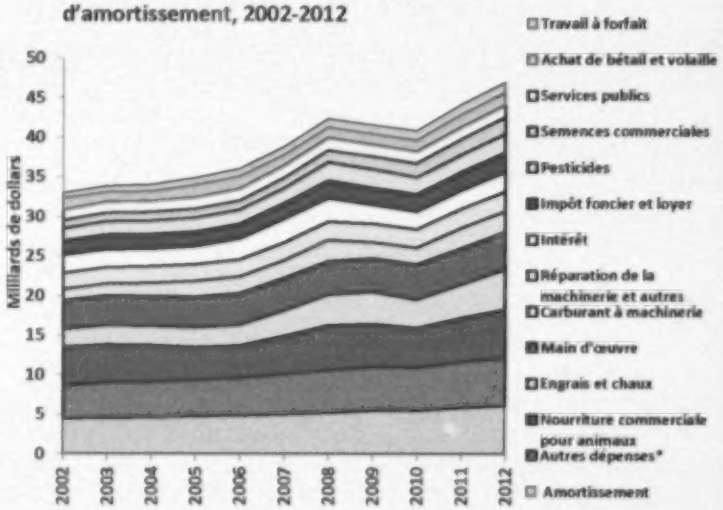
Source: Statistique Canada
Note : *La catégorie « autres dépenses » correspond à la somme des catégories de moins grande valeur, par exemple : frais juridiques et comptables, réparations de bâtiments et de clôtures, irrigation, cordes, fils métalliques et contenants, assurance-récolte et assurance-grêle, frais d'insémination artificielle et vétérinaires, assurance-entreprise et primes de stabilisation.

Les dépenses d'exploitation agricole ont repris leur tendance à la hausse en 2011 et en 2012 après avoir chuté en 2009 et 2010

Dan l'ensemble, les coûts d'exploitation des producteurs ont grimpé de 42,5 % entre 2002 et 2012.

Entre 2002 et 2012, l'engrais et la chaux représentent le poste de dépense ayant subi la hausse la plus importante (128,5 %). Les dépenses liées aux aliments commerciaux pour animaux et au carburant pour la machinerie ont augmenté de respectivement 23,8 % et de 87,2 %, au cours de la même période.

Graphique C.22
Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2002-2012



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

Note : *La catégorie des autres dépenses correspond à la somme des catégories de moins grande valeur, par exemple : frais juridiques et comptables, réparations de bâtiments et de clôtures, irrigation, cordes, fils métalliques et contenants, assurance-récolte et assurance-grêle, frais d'insémination artificielle et vétérinaires, assurance-entreprise et primes de stabilisation.

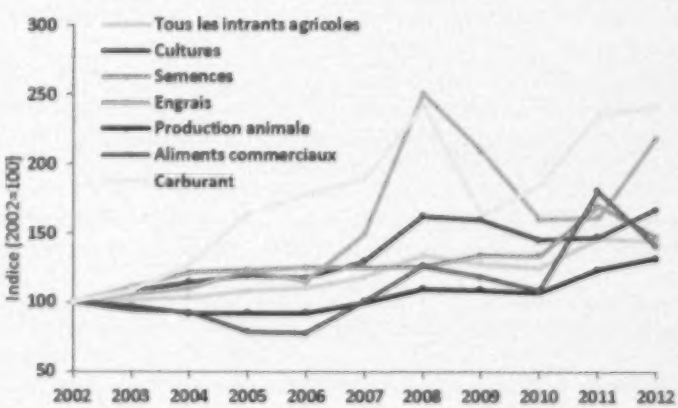
Les dépenses ont été plus élevées en 2012 en raison de la hausse du prix des principaux intrants agricoles.

Les prix des principaux intrants utilisés dans la production végétale et animale ont continué d'augmenter en 2012, ce qui a fait grimper l'Indice des prix des intrants dans l'agriculture.

La hausse du prix des intrants nécessaires à la production végétale s'explique en partie par l'augmentation du prix de l'énergie et des engrais.

Le prix des aliments commerciaux pour animaux a chuté en 2009 et 2010, mais il a remonté en 2011 et 2012 en raison du prix plus élevé des céréales et des oléagineux.

Graphique C.23
Indice des prix des intrants dans l'agriculture, 2002-2012



Source: Statistique Canada

Le prix des engrais a augmenté en 2012 en raison du prix élevé des cultures et de la forte demande

Historiquement, le prix des engrais suit l'évolution du prix du gaz naturel, mais cette tendance a changé récemment.

En 2012, le prix de l'ammoniac anhydre en Alberta a augmenté, en raison de la demande accrue des producteurs de grandes cultures souhaitant tirer profit de la hausse du prix des céréales et des oléagineux.

Cette hausse du prix de l'ammoniac anhydre s'est produite malgré le fait que le prix du gaz naturel était à son plus bas niveau depuis près d'une décennie. Ceci est le résultat d'une nouvelle technologie d'extraction à faible coût des gaz de schiste, laquelle a entraîné une augmentation de l'offre.

Graphique C.24
Prix de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel, 1997-2012

Source : Alberta Agricultural Input Monitoring System (AIMS) et United States Energy Information Administration

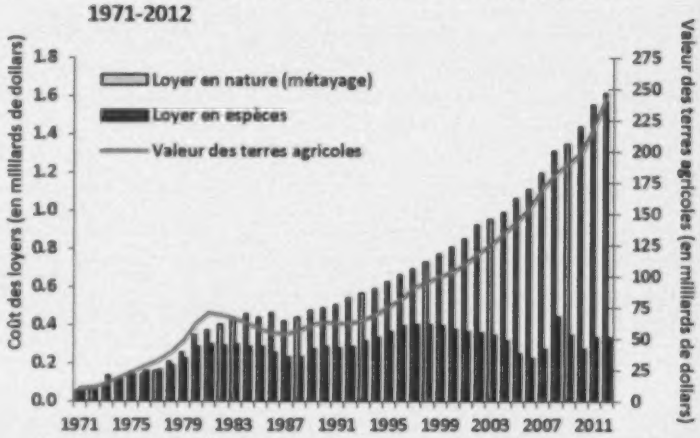
Les agriculteurs dépensent davantage pour louer des terres

La valeur des terres agricoles a augmenté régulièrement au cours des années 1990 et 2000.

Alors que le loyer en espèces pour l'utilisation des terres et la valeur des terres agricoles ont affiché une tendance à la hausse similaire, le loyer en nature découlant d'une entente de métayage a subi un déclin relatif.

Les fluctuations du loyer en nature sont généralement attribuables à l'évolution du prix des cultures. Le déclin récent des loyers en nature (métayage) peut s'expliquer par les changements apportés à la structure du capital social (sociétés au lieu de particuliers, non-agriculteurs au lieu d'agriculteurs) lesquelles peuvent affaiblir la popularité des contrats de métayage.

Graphique C.25
Valeur de l'ensemble des loyers et des terres agricoles, 1971-2012



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

Notes :

Les propriétaires fonciers louent généralement leurs terres aux agriculteurs selon des ententes de fermage (loyer en espèces) ou de métayage (loyer en nature). Le loyer en espèces découle généralement d'une entente pluriannuelle entre le propriétaire et le locataire d'une terre. Le locataire est généralement tenu d'adopter de bonnes pratiques de gestion des terres en luttant contre les organismes nuisibles mais le loyer demeure le même, que la production soit bonne ou mauvaise.

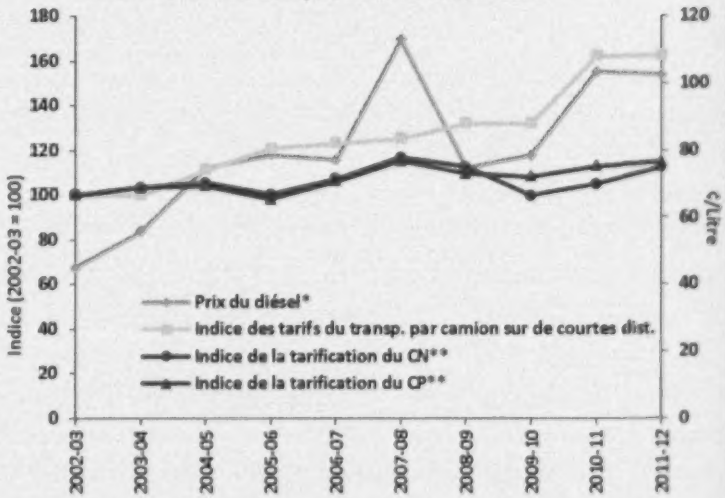
Dans le cadre d'une entente de métayage ou de partage des récoltes, le propriétaire et l'agriculteur se partagent le coût des intrants et la production de l'exploitation dans des proportions convenues par les deux parties. Le loyer est fonction des décisions d'exploitation prises par les deux parties et de la production. Dans cette situation, le propriétaire assume un risque supérieur lorsque la production est à la baisse au cours de l'année, mais il a la possibilité d'obtenir un loyer élevé lorsque la production est supérieure à la moyenne.

Les frais de transport, lesquels réduisent les prix que les agriculteurs obtiennent pour leurs produits, ont subi une hausse modérée dans l'Ouest canadien

Les frais de transport des céréales ont augmenté au cours des dernières années dans l'Ouest canadien, les tarifs du camionnage sur de courtes distances ayant affiché la plus forte croissance.

En 2011, les frais de transport routier ont augmenté fortement en raison de la croissance du prix du diesel mais ils se sont stabilisés en 2012, avec la chute du prix du diesel. Bien que les tarifs du transport ferroviaire aient augmenté légèrement en 2012, ils demeurent bien en deçà des tarifs du transport routier.

Graphique C.26
Indice des tarifs du transport routier et ferroviaire dans l'Ouest canadien, 2002-2003 à 2011-2012



Source: Quroum Corporation, diverses entreprises céréalières, et Enquête des prix des entrées dans l'agriculture, AAC

Note : *Prix du Manitoba

**La tarification du CN désigne les tarifs de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN), et la tarification du CP désigne les tarifs du chemin de fer Canadien Pacifique (CP).

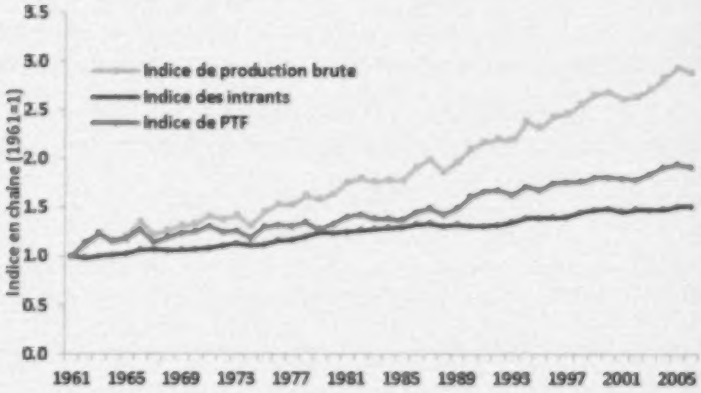
La croissance de la productivité agricole a contribué à la croissance économique à long terme du secteur

La croissance de la productivité totale des facteurs (PTF), qui représente la croissance de la production et la croissance des intrants, a augmenté de manière constante, tant au fil du temps que par rapport aux autres pays.

Entre 1961 et 2006, la production a augmenté au taux annuel moyen de 2,3 %. Cette croissance a été essentiellement alimentée par l'amélioration de la productivité. La PTF a augmenté au taux annuel moyen de 1,6 % entre 1961 et 2006, tandis que la croissance de l'utilisation des intrants se chiffrait à environ 0,7 % par an durant la même période. La PTF peut être expliquée comme suit: pour la même quantité d'intrants, l'agriculteur canadien moyen en 2006 pouvait produire deux fois d'extrants que l'agriculteur moyen en 1961.

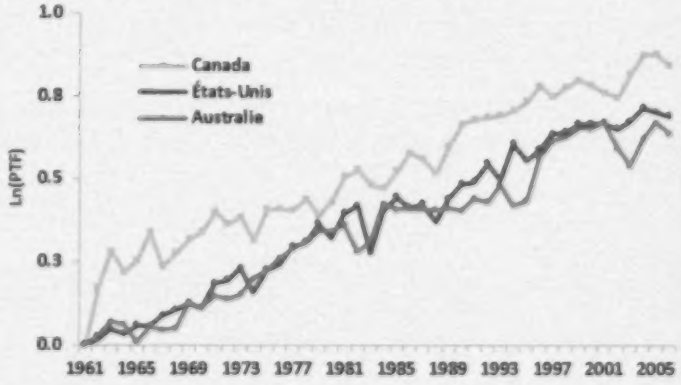
La croissance à long terme de la PTF du secteur agricole au Canada, aux États-Unis et en Australie présentait une tendance très similaire et stable 1961 et 2006. Le taux de croissance annuel moyen de ces pays ont été de 1,6 %, 1,7 % et 1,5 %, respectivement. Cette croissance rend compte à la fois d'une évolution technique et des améliorations d'efficacité.

Graphique C.27
Production brute, intrants et croissance de la productivité totale des facteurs en agriculture, 1961-2006



Source : AAC

Graphique C.28
Comparaison de la croissance de la PTF entre le Canada, les États-Unis et l'Australie, 1961-2006



Source : AAC, ERS et ABARE

La croissance régulière de l'investissement privé en recherche et développement résulte de la protection des droits de propriété intellectuelle et de la collaboration accrue entre les producteurs, l'industrie et le secteur public

Les investissements réels du secteur privé dans la recherche et le développement (R et D) en agriculture ont augmenté de manière constante depuis les années 1980, lorsque la protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) est entrée en vigueur sur les nouvelles variétés végétales.

Les dépenses consacrées par le secteur privé à l'agriculture primaire ont atteint plus de 90 millions de dollars en 2012, en baisse par rapport au record de 102 millions de dollars enregistré en 2008. Les dépenses ont augmenté de manière exponentielle entre 1998 et 2002, même si elles ont ralenti plus récemment. Toutefois, ces données donnent un tableau incomplet des dépenses du secteur privé en R et D dan le secteur agricole car elles excluent les dépenses des entreprises en R et D dans d'autres industries connexes. Le secteur agricole profite des recherches menées par les entreprises de branches d'activités connexes, comme les concepteurs de semences, les entreprises de produits chimiques, les fabricants de machines, les fournisseurs de services contractuels et les entreprises de sciences biologiques et de sciences de la vie.

Les prélèvements de l'industrie sont une importante source de financement de la R et D en agriculture pour certains produits. Les prélèvements ont permis aux producteurs de financer les investissements dans des projets de R et D et d'en bénéficier.

Le principal instrument pour financer les activités de Saskatchewan Pulse Growers (SPG), par exemple, est un prélèvement perçu auprès des producteurs en pourcentage des ventes finales pour financer les recherches sur les légumineuses et en faire la promotion sur le marché au profit de tous les producteurs.

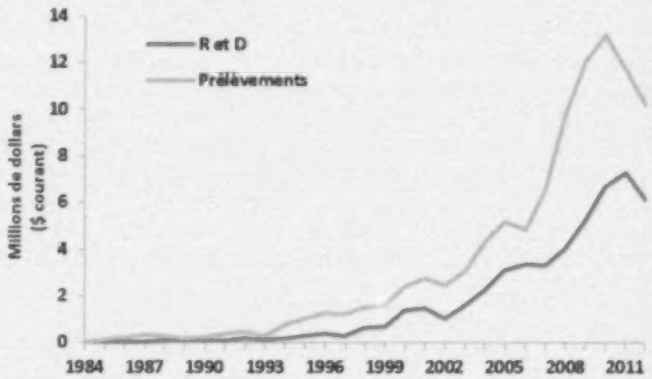
En 2012, la diminution des superficies ensemencées et récoltées ont entraîné une baisse de 12,7 % de la valeur totale des prélèvements annuels perçus par SPG pour s'établir à 10,2 millions de dollars.

Entre 2008 et 2012, les dépenses en R et D de SPG ont augmenté à 5,8 millions de dollars en moyenne par année.

Graphique C.29
Dépenses privées réelles en R et D dans l'agriculture primaire, 1980-2012

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

Graphique C.30
Dépenses en R et D et prélèvements de Saskatchewan Pulse Growers, 1984-2012



Source : Rapport annuel de Saskatchewan Pulse Growers, diverses années

SECTION D

Production en aval de la ferme

(Transformation des aliments et boissons et vente d'aliments au détail)

INTRODUCTION

L'industrie de la transformation utilise comme intrants des produits primaires et des produits transformés pour en faire des aliments et des boissons, qui sont ensuite distribués aux détaillants en alimentation, aux établissements de services alimentaires et, finalement, aux consommateurs d'aliments. Afin d'approvisionner le marché en produits possédant les caractéristiques les plus recherchées de nos jours, l'industrie est de mieux en mieux intégrée tout le long de la chaîne d'approvisionnement, tant sur les marchés intérieurs qu'étrangers. Elle doit constamment relever les énormes défis que présentent les fluctuations des taux de change, l'instabilité des prix des produits, le marché du travail restreint et la récente récession économique mondiale, lesquels ont une incidence sur le coût des intrants, la demande en matière d'exportation et la compétitivité du secteur.

La vente d'aliments au détail et en gros ainsi que les services alimentaires sont des acteurs essentiels du système agricole et agroalimentaire canadien. En première ligne, les détaillants en alimentation s'adaptent constamment aux nouvelles demandes des consommateurs, au marché très dynamique et aux nouveaux concurrents. Ils doivent souvent se restructurer pour conserver ou augmenter leur part de marché, tout en nouant des alliances et en établissant des réseaux avec les partenaires en amont de la chaîne d'approvisionnement pour veiller à ce que les exigences des consommateurs en matière de salubrité et de qualité des aliments et autres attributs soient satisfaites.

Les fournisseurs de services alimentaires s'efforcent tout autant de répondre aux besoins changeants des consommateurs, veillant à modifier et à actualiser fréquemment leurs produits et services selon les goûts et préférences du moment. L'industrie de la restauration, secteur férocement compétitif s'il en est un, doit dorénavant composer avec la concurrence du secteur de la vente d'aliments au détail, dont la vaste gamme d'aliments préparés et de repas à emporter offre aux consommateurs la commodité que seuls les repas pris au restaurant leur permettaient auparavant.

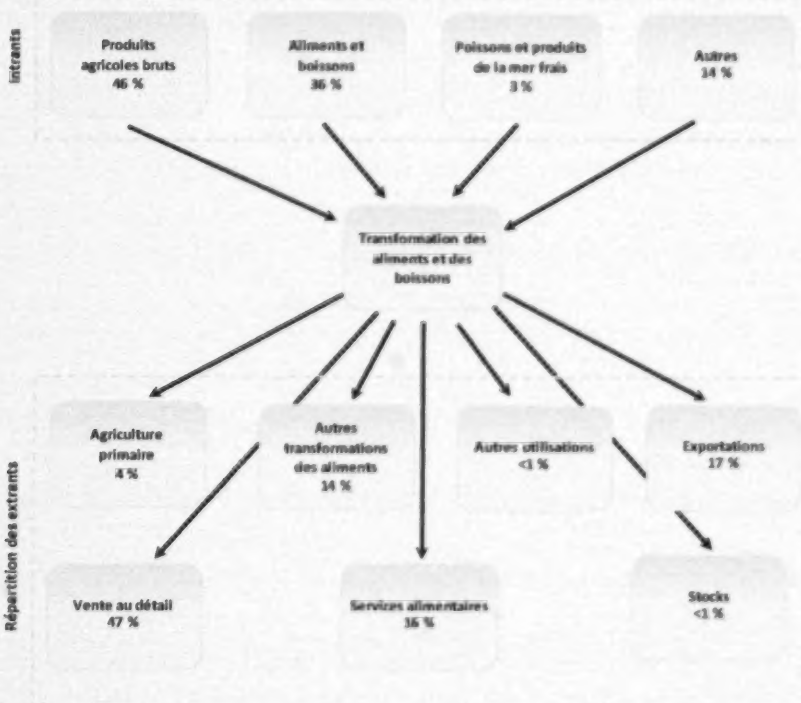
La transformation des aliments et des boissons est une composante importante et diversifiée du système agricole et agroalimentaire qui joue un rôle crucial dans la transformation des produits agricoles en aliments pour consommation humaine, en aliments pour animaux et en produits non alimentaires vendus au Canada et ailleurs dans le monde

Les produits agricoles bruts représentaient environ 46 % de la valeur totale des intrants matériels utilisés dans la transformation des aliments et des boissons au Canada en 2009.

Les intrants provenant de la transformation alimentaire représentaient 36 % de tous les intrants matériels, alors que les poissons et les produits de la mer frais en représentaient 3 %. Les matériaux d'emballage, l'énergie, les additifs chimiques et les ingrédients constituaient la plus grande partie des 14 % restants.

En 2009, près de la moitié des extrants (47 %) de la transformation des aliments et des boissons ont été vendus aux détaillants canadiens en alimentation, 17 % ont été destinés aux marchés d'exportation étrangers, 16 % ont été vendus aux fournisseurs de services alimentaires, et 14 % ont été utilisés par le secteur de la transformation alimentaire. La part restante a été utilisée par l'agriculture primaire (4 %) et d'autres industries du système agricole et agroalimentaire (1 %).

Graphique D.1
Composition des intrants utilisés pour la transformation des aliments et répartition des extrants, 2009



Source : Modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Comme certaines données sont confidentielles, la somme des données peut ne pas correspondre à 100 %.

La transformation des aliments et des boissons est la principale industrie manufacturière du Canada

En 2012, la transformation des aliments et des boissons s'est classée au premier rang des industries manufacturières du Canada pour sa part au PIB de la fabrication totale.

Le PIB de la transformation des aliments et des boissons représentait 15,9 % du PIB total des industries manufacturières, soit 26,8 milliards de dollars, devançant ainsi le PIB de la fabrication de matériel de transport, qui représentait 15,5 % du total à 26,2 milliards de dollars.

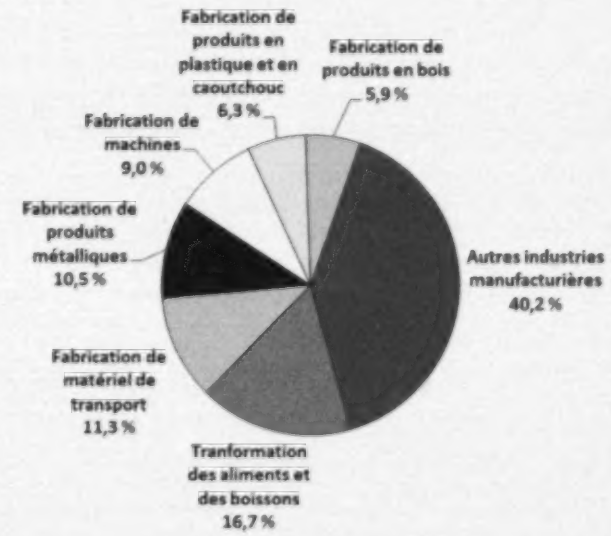
Graphique D.2
Répartition du PIB du secteur manufacturier par industrie, 2012

Source : Statistique Canada

Selon la proportion des emplois dans le secteur canadien de la fabrication, la transformation des aliments et des boissons est arrivée première, devançant la fabrication de matériel de transport.

La proportion des travailleurs manufacturiers de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons s'est établie à 16,7 % en 2012, soit 249 104 emplois, alors que celle des travailleurs de l'industrie de la fabrication de matériel de transport est de 11,3 %, à 168 764 emplois.

Graphique D.3
Répartition des emplois du secteur manufacturier par industrie, 2012



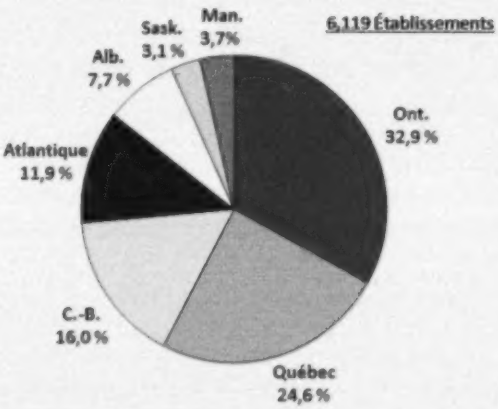
Source : Statistique Canada

L'industrie de la transformation des aliments et des boissons se retrouve dans tout le Canada et offre une vaste gamme de produits

Plus de la moitié des transformateurs d'aliments et de boissons canadiens sont situés en Ontario (32,9 %) et au Québec (24,6 %).

Une grande partie des établissements en Ontario et au Québec fabriquent des produits de boulangerie et des tortillas, des viandes et d'autres produits alimentaires. Les autres provinces comptant un nombre élevé d'établissements de transformation des aliments sont la Colombie-Britannique (16,0 %), les provinces de l'Atlantique (11,9 %) et l'Alberta (7,7 %).

Graphique D.4
Répartition des établissements par le secteur de la transformation des aliments et des boissons par province, 2012



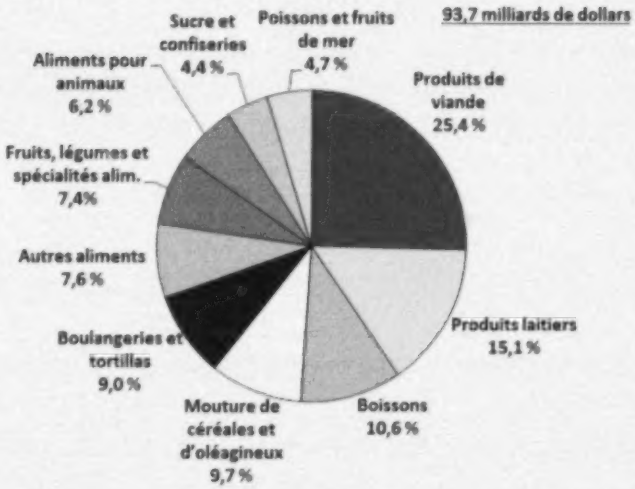
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

En 2012, les viandes transformées, les produits laitiers et les boissons ont représenté plus de la moitié de la valeur totale des expéditions d'aliments et de boissons (93,7 milliards de dollars).

Les expéditions de produits de viande transformés représentaient à elles seules le quart (25,4 %) de la valeur totale, suivies de celles des produits laitiers (15,1 %) et des boissons (10,6 %).

Les transformateurs de céréales et oléagineux ainsi que les boulangeries et les fabricants de tortillas, qui représentaient respectivement 9,7 % et 9,0 % des expéditions, sont aussi des secteurs d'activité très importants pour l'industrie de la transformation alimentaire.

Graphique D.5
Répartition des expéditions des aliments et des boissons par sous-industrie, 2012



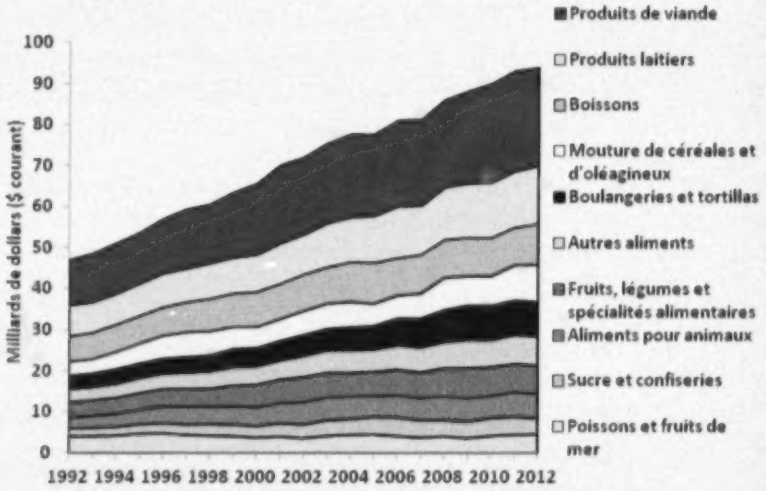
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
Note : Les données sont préliminaires et proviennent de l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières (EMIM).

La valeur des expéditions d'aliments et de boissons a progressé de façon constante depuis les années 1990

Depuis 1992, la valeur des expéditions d'aliments et de boissons a plus que doublé pour atteindre 93,7 milliards de dollars en 2012.

En 2012, les expéditions de produits de céréales et d'oléagineux ont été près de 2,5 fois plus importantes qu'en 1992. Cette catégorie de produits a connu la croissance la plus rapide de toute l'industrie de la transformation des aliments et des boissons.

Graphique D.6
Expéditions des aliments et des boissons par sous-industrie, 1992-2012

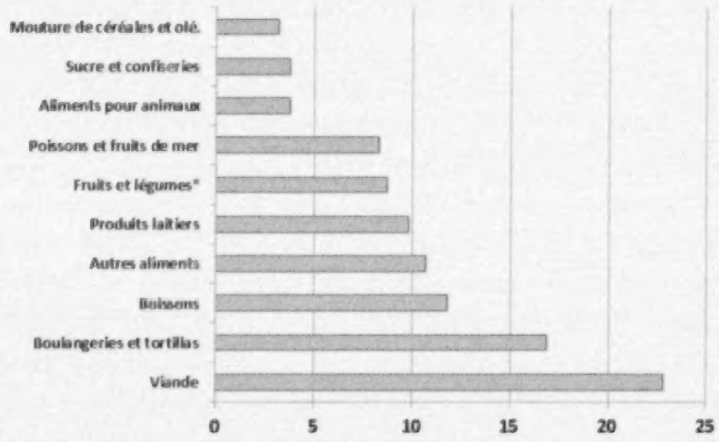


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
Note : Les données utilisées proviennent de l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières (EMIM).

Les emplois offerts dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons sont répartis dans plusieurs catégories de produits.

Le secteur de la transformation des viandes représentait à lui seul 22,8 % de tous les emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, suivi des boulangeries et des fabricants de tortillas, qui offraient 16,9 % des emplois de l'industrie.

Graphique D.7
Emplois dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons par sous-industrie, 1992-2012



*Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires.

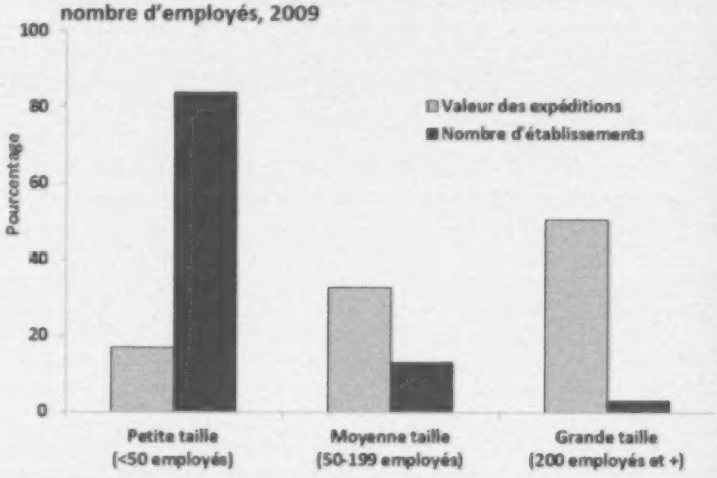
La plupart des établissements de transformation des aliments sont de petite taille, mais les grands établissements sont à l'origine de la plus grande part de la production canadienne

En 2009, les petites entreprises (moins de 50 employés) représentaient 83,8 % des établissements de transformation des aliments au Canada, mais seulement 16,9 % de la valeur totale des expéditions de cette industrie.

Les grands établissements (200 employés et plus), pourtant en nombre relativement faible, sont à l'origine de la plus grande part de la production. En 2009, ils ne composaient que 3,1 % de tous les transformateurs d'aliments, mais produisaient 50,5 % de la valeur des expéditions.

Les entreprises de taille moyenne (entre 50 et 199 employés) constituaient 13,1 % des établissements et 32,6 % de la valeur totale des expéditions.

Graphique D.8
Répartition des expéditions de l'industrie de la transformation des aliments et établissements selon le nombre d'employés, 2009



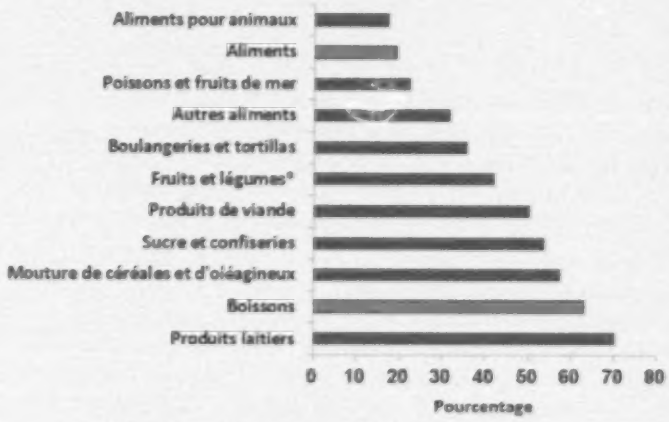
Source : Statistique Canada, totalisation spéciale

Les ratios de concentration* varient selon les sous-secteurs de la transformation des aliments et des boissons, le secteur des produits laitiers étant le plus concentré et ceux des produits de la mer et des aliments pour animaux, les moins concentrés.

L'industrie de la transformation des aliments et des boissons est de plus en plus concentrée, surtout dans les secteurs des produits laitiers, des boissons et de la mouture de céréales et d'oléagineux.

Dans chacun de ces secteurs, les quatre principaux établissements comptaient plus de la moitié des ventes—70,4 % des produits laitiers, 63,1 % des boissons et 57,7 % des produits à base de céréales et d'oléagineux. À l'autre extrémité, les quatre principaux établissements de transformation des produits de la mer et des aliments pour animaux ne représentaient que 22,5 % et 17,6 % des ventes respectivement.

Graphique D.9
Ratios de concentration des sous-secteurs de la transformation des aliments et des boissons, 2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
*Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires.

Notes :
Le ratio de concentration mesure la part de marché détenue par les plus grandes entreprises de chaque secteur et sert souvent à indiquer le degré de concurrence au sein d'une industrie.
Le RC4 représente la part de marché détenue par les quatre principales entreprises du secteur.

L'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons vend les trois-quarts de ses produits sur le marché intérieur

Environ le quart des expéditions d'aliments et de boissons a été exporté en 2012, alors que les aliments et boissons importés ont représenté un quart des ventes sur le marché intérieur.

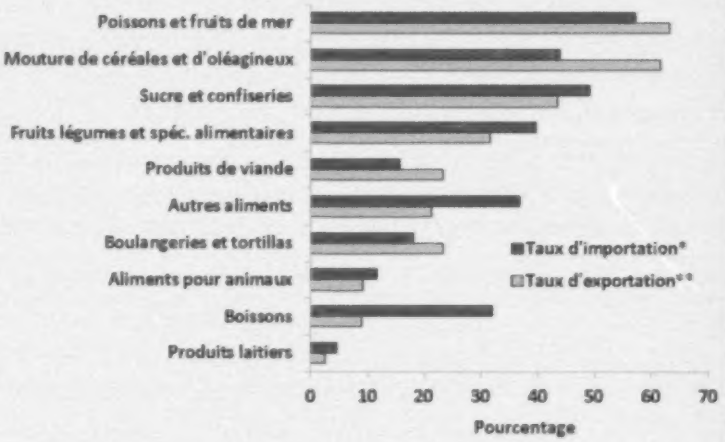
Le taux d'exportation mesure l'importance relative des exportations par rapport aux expéditions totales d'une industrie. Le taux d'importation mesure l'importance relative des importations par rapport aux ventes totales sur le marché intérieur.

La transformation des produits de la mer ainsi que la mouture de céréales et d'oléagineux sont davantage axées sur les exportations, mais dépendent aussi des importations, et ce, de manière beaucoup plus importante que d'autres sous-industries. La transformation des produits laitiers, ainsi que la fabrication des boissons et des aliments pour animaux étaient beaucoup moins axés sur l'exportation et, par conséquent, davantage destinés au marché intérieur. La transformation des viandes était relativement axée sur l'exportation, mais moins dépendante des importations.

Les États-Unis demeurent la principale destination des exportations d'aliments et de boissons transformés au Canada.

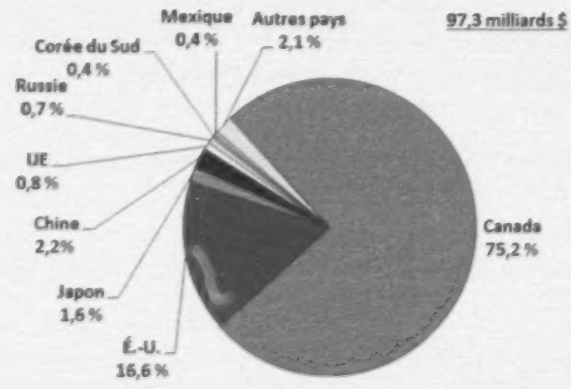
En 2012, le marché canadien a absorbé 75,2 % de toutes les expéditions d'aliments et de boissons. Les exportations vers le marché des États-Unis représentaient 16,6 % des expéditions, tandis que celles vers la Chine et le Japon représentaient respectivement 2,2 % et 1,6 %, respectivement. Les expéditions vers l'UE et la Russie valaient respectivement 0,8 % et 0,7 %.

Graphique D.10
Taux d'importation et d'exportation dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-industrie , 2012



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
Note : *Calculé en fonction des importations/(expéditions-exportations+importations). **Calculé en fonction des exportations en tant que part des expéditions.

Graphique D.11
Destination des expéditions des aliments et des boissons, 2012



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

Pour demeurer concurrentielle, l'industrie de la transformation des aliments et des boissons doit gérer le coût variable de ses intrants

Les matières et les fournitures constituent la principale composante du coût variable des intrants de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, représentant 82,4 % du coût total en 2011.

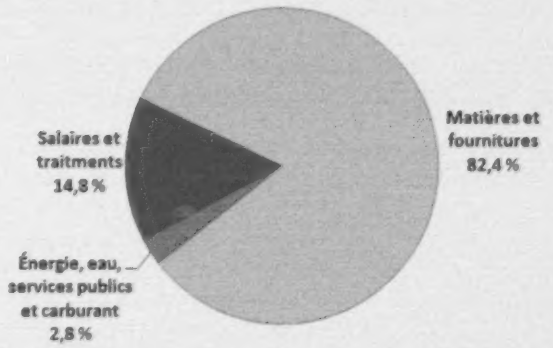
La main-d'œuvre (salaires et traitements) venait au deuxième rang des principaux intrants et représentait 14,8 % du coût variable global, tandis que l'énergie, l'eau, les services publics et le carburant mis ensemble n'en représentaient que 2,8 %.

La répartition du coût total des intrants varie selon le secteur. Par exemple, dans le secteur de la transformation des boissons, la main-d'œuvre représente 22,8 % du coût total. Ensemble, l'énergie, l'eau, les services publics et le carburant ne comptent que pour 4,8 % du coût, tandis que les matières représentent le reste. Dans le secteur des boulangeries et tortillas, la main-d'œuvre est à l'origine de 29,0 % du coût variable total, tandis que les matières représentent environ 67,2 %.

Le coût des intrants matériels a été affecté par le prix des matières premières et d'autres intrants, notamment celui des produits agricoles de base et de l'énergie, qui ont monté en flèche en 2008 et 2011.

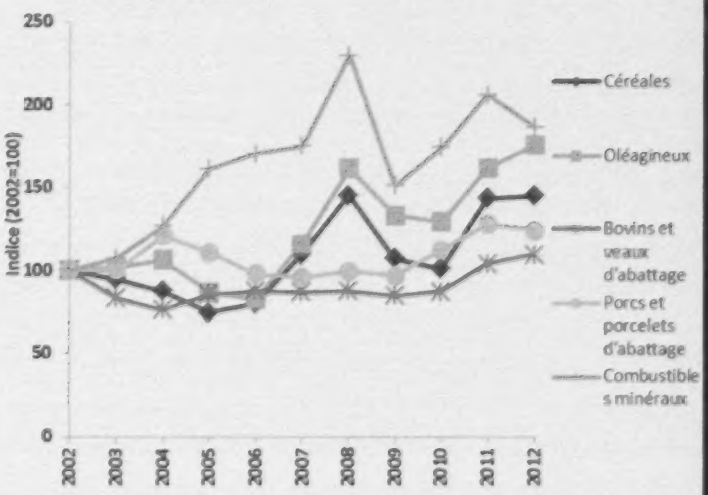
L'Indice des prix des matières brutes (IPMB) mesure les variations du prix d'achat des matières brutes par les industries canadiennes en vue d'une transformation subséquente. Il a chuté en 2012 pour les combustibles et les porcs, mais s'est accru pour les oléagineux, les céréales et les bovins.

Graphique D.12
Coût total des intrants dans la transformation des aliments et des boissons, 2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
Note : Le coût total des intrants variables exclut le coût du capital physique.

Graphique D.13
Indice des prix des matières brutes pour certains produits de base, 2002-2012



Source : Statistique Canada

La main-d'œuvre arrive au deuxième rang des dépenses en intrants que doivent assumer les transformateurs alimentaires, ce qui influence la compétitivité-coûts de l'industrie

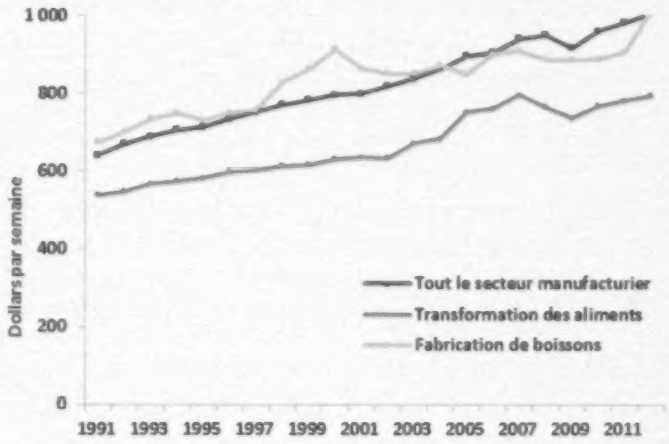
Le coût de la main-d'œuvre, qui avait diminué en raison de la récession de 2008, a repris sa tendance à la hausse, tant dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons que dans tout le secteur manufacturier.

De 2004 à 2006, le resserrement du marché du travail a fait grimper les salaires et les traitements, surtout dans l'industrie de la transformation des aliments, tandis que ceux de la fabrication des boissons se sont stabilisés. Lors de la récession de 2008-2009, la rémunération hebdomadaire moyenne a subi une baisse beaucoup plus importante dans la transformation des aliments que dans tout le secteur manufacturier, mais elle s'est progressivement rétablie depuis.

Depuis les années 1990, la rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments est restée généralement inférieure à celle de l'ensemble du secteur manufacturier et la fabrication des boissons.

Dans le secteur de la fabrication des boissons, la rémunération hebdomadaire a fait un bond en 2012, surpassant celle en vigueur dans l'ensemble du secteur manufacturier.

Graphique D.14
Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons et dans l'ensemble du secteur manufacturier, 1991-2012



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH)

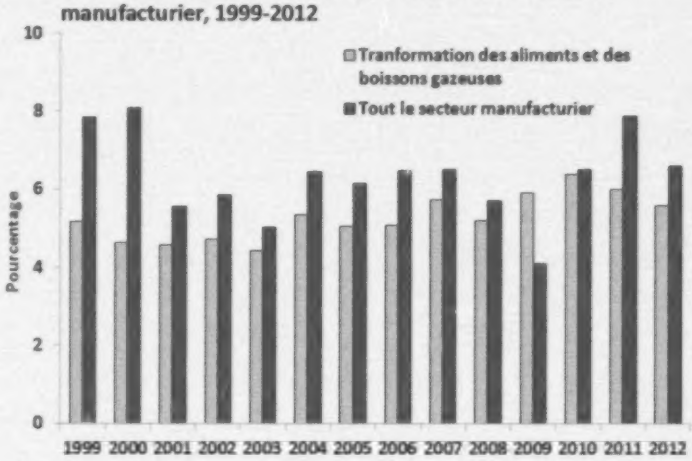
En 2012, les transformateurs d'aliments affichent une plus faible marge bénéficiaire et un ratio d'endettement accru

Les marges bénéficiaires de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses ont chuté légèrement en 2012, comme celles du secteur manufacturier dans son ensemble, qui sont passées de 7,9 % à 6,6 %.

Les marges bénéficiaires de la plupart des industries manufacturières se sont rétablies depuis la récession de 2009.

Les marges bénéficiaires du secteur de la transformation des aliments et des boissons gazeuses, qui ont surpassé celles de tout le secteur manufacturier durant la récession, se sont également rétablies.

Graphique D.15
Marges bénéficiaires dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses et dans l'ensemble du secteur manufacturier, 1999-2012

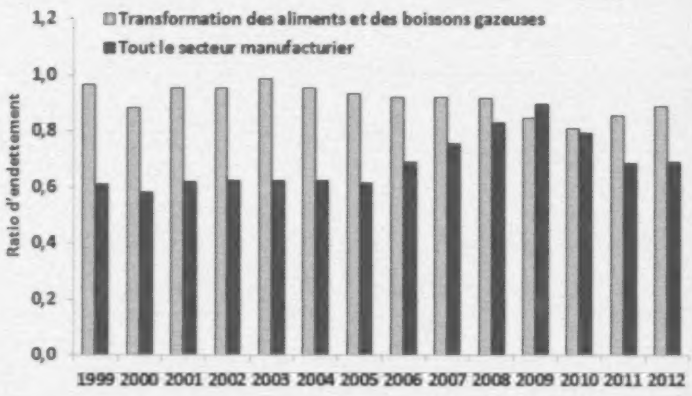


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

La santé financière d'une industrie se constate par son ratio d'endettement. Le ratio d'endettement de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons est revenu à des niveaux historiques en 2012, après avoir chuté en 2009 et 2010.

En 2012, le ratio d'endettement de tout le secteur manufacturier est demeuré relativement le même qu'en 2011.

Graphique D.16
Ratios d'endettement dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses et l'ensemble du secteur manufacturier, 1999-2012



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

Les dépenses du secteur privé consacrées à la R et D dans la transformation des aliments ont beaucoup augmenté depuis 2002

Les dépenses réelles consacrées par le secteur privé à la R et D dans l'industrie de la transformation des aliments ont apparemment atteint 140 millions de dollars en 2012, suivant le déclin progressif constaté depuis 2008, année où ces dépenses ont atteint le sommet de 179 millions de dollars. Les dépenses consacrées annuellement à la R et D se sont chiffrées en moyenne à 92 millions de dollars entre 1981 et 2000.

Au cours des dix dernières années, l'industrie de la transformation des aliments a profité d'innovations dans les méthodes de salubrité et de conservation des aliments (p. ex. HACCP et congélation instantanée), ainsi que dans le contrôle des stocks (p. ex. système de stockage « juste à temps »). De plus, les produits sont constamment améliorés grâce à l'utilisation de nouveaux ingrédients et d'emballages novateurs, alors que les transformateurs de produits alimentaires tirent profit des innovations qui ont lieu dans d'autres segments de la chaîne d'approvisionnement.

Graphique D.17
Dépenses privées réelles en R et D dans le secteur de la transformation des aliments, 1981-2012

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
Notes : Les données de 2009 à 2012 sont préliminaires. Les données comprennent toutes les dépenses en R et D (intra-murales) du secteur privé, peu importe s'il s'agit d'autofinancement.

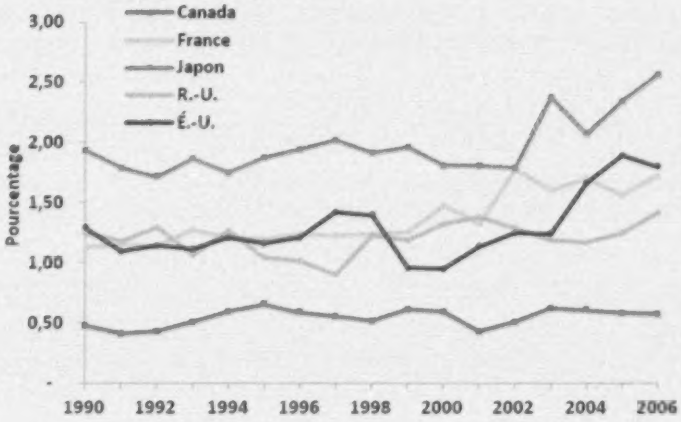
L'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons dépense moins en R et D que d'autres pays de l'OCDE

Les entreprises canadiennes de la transformation des aliments et des boissons consacrent une plus faible partie de leurs profits à la R et D que leurs homologues d'autres pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), particulièrement les États-Unis et le Japon.

L'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons n'a consacré qu'environ 0,5 % de sa valeur ajoutée à la R et D, contre 2,0 % aux États-Unis et 2,4 % au Japon.

Comparée à ce qui se fait à l'étranger, la part des dépenses privées en pourcentage de la valeur ajoutée (intensité de la R et D) qui est consacrée à la R et D dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons tend à être inférieure à celle d'autres pays de l'OCDE. Cela peut en partie s'expliquer par le fait que les entreprises canadiennes de ce secteur, dont bon nombre sont des multinationales étrangères, profitent généralement des investissements faits par les sociétés mères situées à l'extérieur du Canada.

Graphique D.18
Part des dépenses de R et D en pourcentage de la valeur ajoutée dans l'industrie des boissons et aliments, certains pays de l'OCDE, 1990-2006

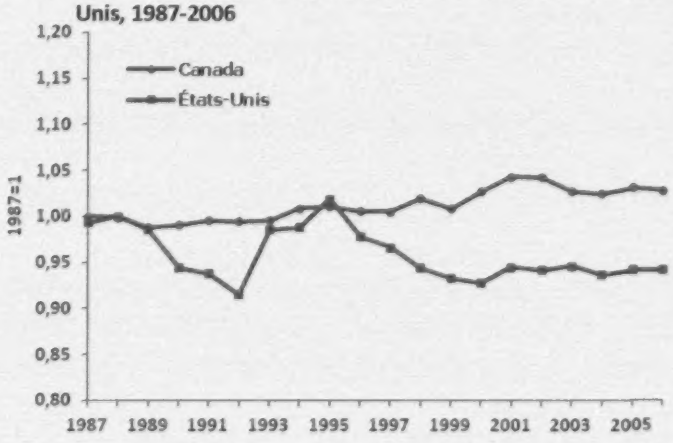


Source : OCDE, indicateurs de la base de données STAN, 2011

La croissance de la productivité dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments, des boissons et du tabac a toujours été supérieure à celle prévalant aux États-Unis.

Entre 1988 et 2006, la croissance de la productivité totale des facteurs (PTF) dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments, des boissons et du tabac a été d'environ 0,1 % par année en moyenne. Durant la même période, celle de l'industrie américaine tournait autour de -0,3 % par année.

Graphique D.19
Indice de productivité totale des facteurs de l'industrie des aliments, des boissons et du tabac au Canada et aux États-Unis, 1987-2006

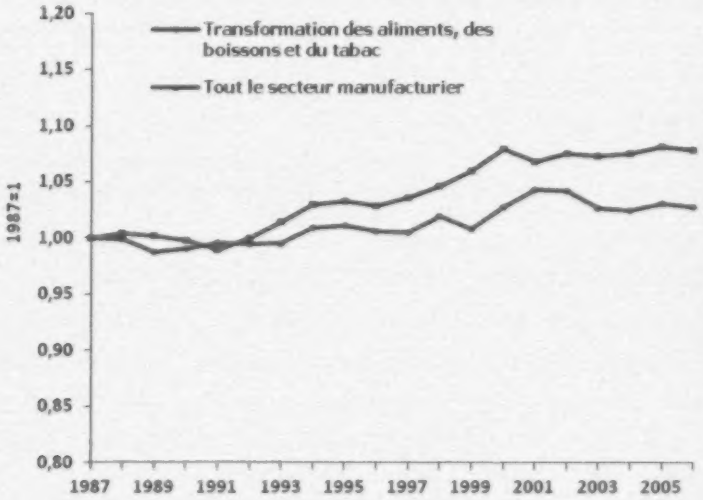


Source : Statistique Canada et U.S. Bureau of Labor Statistics

La croissance de la productivité de l'industrie de la transformation des aliments, des boissons et du tabac a toujours été inférieure à celle du secteur manufacturier dans son ensemble

Entre 1988 et 2006, le taux de croissance de la PTF de tout le secteur manufacturier a été de 0,6 % par année en moyenne, soit un taux beaucoup plus élevé que celui de l'industrie de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, qui n'est en moyenne que de 0,1 % par année.

Graphique D.20
Indice de productivité totale des facteurs de l'industrie canadienne des aliments, des boissons et du tabac et de tout le secteur manufacturier, 1987-2006



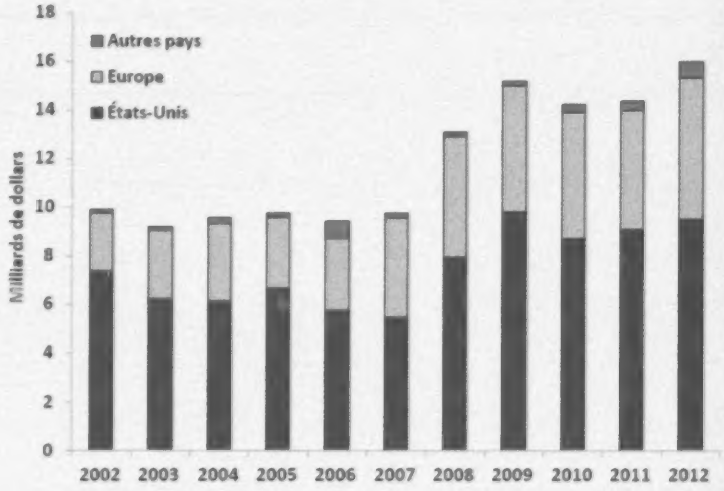
Source : Statistique Canada

Les investissements directs étrangers (IDE) sont une source importante de capitaux et d'innovation dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons au Canada; les canadiens investissent également dans l'industrie de la transformation des aliments à l'étranger

En 2012, le stock d'IDE qui est entré dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments a totalisé 16 milliards de dollars. Les États-Unis a contribué à 59,6 % de ce stock, alors que l'Europe est à l'origine de 36,3 %.

La part du stock d'IDE provenant des États-Unis a augmenté rapidement après 2007, alors que celui venant d'Europe a progressé de manière constante entre 2002 et 2012.

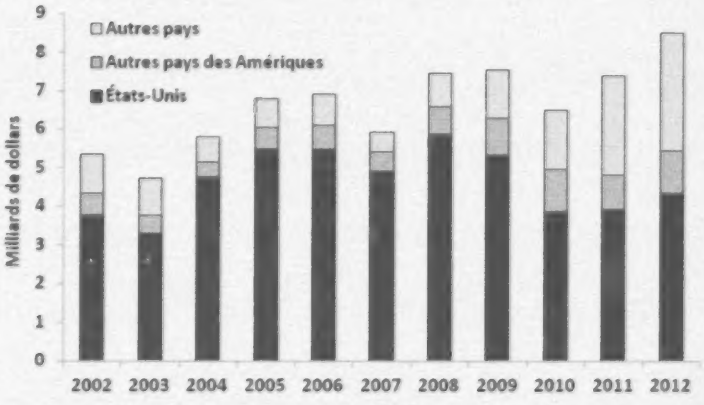
Graphique D.21
Origine du stock d'IDE entrant dans la transformation des aliments au Canada, 2002-2012



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
Note : Les données sont des estimations et pourraient être révisées par Statistique Canada.

En 2012, les investissements canadiens aux États-Unis représentaient 51,1 % du stock d'IDE sortant du Canada dans la transformation des aliments.

Graphique D.22
Destinations du stock d'IDE sortant dans la transformation des aliments à l'étranger, 2002-2012



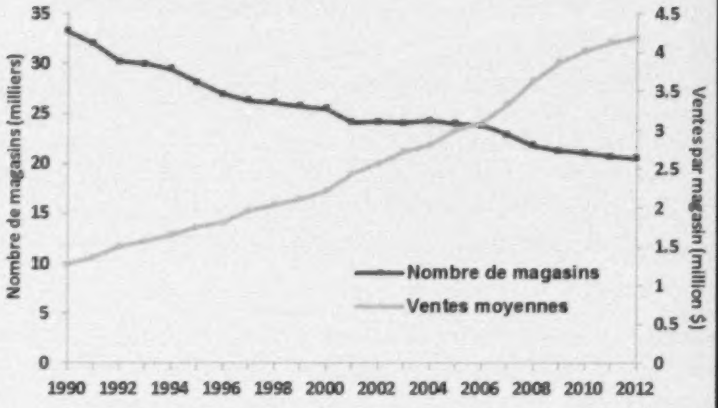
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
Note : Les données sont des estimations et pourraient être révisées par Statistique Canada.

Les détaillants en alimentation ont continué à consolider leurs activités en 2012 à mesure que les marges bénéficiaires augmentaient

Une rationalisation importante des magasins d'alimentation a eu lieu au cours des vingt dernières années, et la tendance se déplace dorénavant vers les grandes exploitations.

Les chaînes d'épiceries traditionnelles se sont regroupées en raison d'une concurrence accrue. Les trois plus gros détaillants en alimentation au Canada sont Les Compagnies Loblaw limitée, dont les ventes atteignent 31,6 milliards de dollars en chiffre grâce à 1 043 magasins, Sobeys inc., avec des ventes de 17,6 milliards de dollars (en date d'avril 2013) et 1 565 magasins et Métro inc., dont les ventes sont de 12,0 milliards de dollars dans 564 magasins en Ontario et au Québec.

Graphique D.23
Nombre de magasins d'alimentation au Canada et ventes moyennes, 1990-2012



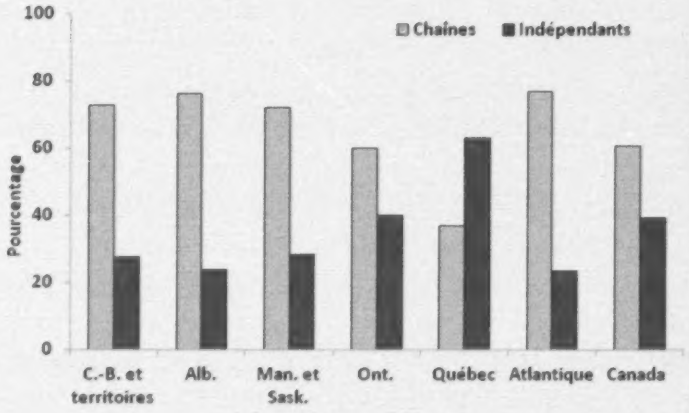
Source : Canadian Grocer, Statistique Canada et calculs d'AAC
Note : Les données de 2012 sont des estimations.

Les chaînes de supermarchés dominent les ventes d'aliments dans toutes les provinces, sauf au Québec.

Il n'existe que deux chaînes de supermarchés pancanadiennes, soit Les Compagnies Loblaw Limitée et Sobeys inc. Au Canada, 60,7 % des ventes d'aliments sont réalisées par ces chaînes de supermarchés et d'autres chaînes d'épiceries. Toutefois, la prépondérance des chaînes en pourcentage des ventes varie selon la province.

Les chaînes dominent dans les provinces de l'Atlantique (76,7 %) et l'Alberta (76,3 %), mais sont nettement moins importantes au Québec (36,8 %). En 2012, les chaînes ont gagné une petite part du marché dans la plupart des provinces, à l'exception de l'Alberta.

Graphique D.24
Répartition des ventes en alimentation entre les chaînes de supermarchés et les détaillants indépendants par région, 2012



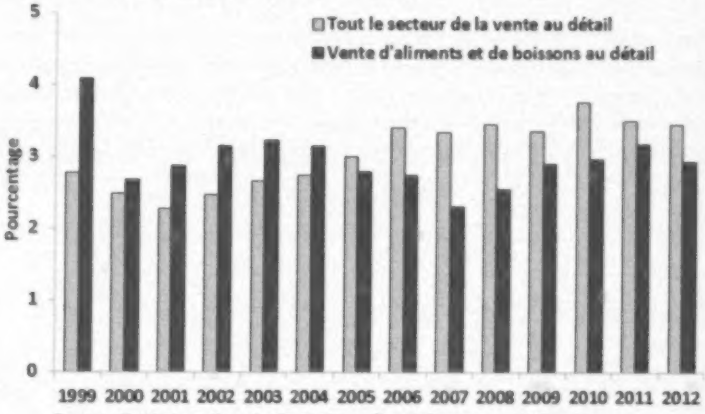
Source : *Canadian Grocer*, février 2013
Note : Les détaillants en magasin (excluant les détaillants hors magasin) sont répartis entre les succursales d'une chaîne et les magasins ne faisant pas partie d'une chaîne (indépendants). Les chaînes de magasins sont définies comme l'exploitation de quatre emplacements ou plus au Canada (au sein du même groupe industriel et sous une même propriété juridique).

Les marges bénéficiaires des détaillants d'aliments et de boissons ont diminué en 2012, demeurant inférieures à celles de tout le secteur de la vente au détail

Jusqu'en 2005, les marges bénéficiaires des détaillants d'aliments et de boissons ont dépassé celles des autres détaillants. Cette tendance s'est inversée depuis, en partie par la concurrence de plus en plus grande des détaillants traditionnellement non alimentaires, comme les magasins de marchandises diverses.

La marge bénéficiaire moyenne des détaillants d'aliments et de boissons en 2012 était légèrement au-dessus de la moyenne de 2001-2010.

Graphique D.25
Ratio de marge bénéficiaire* moyen des détaillants d'aliments et de boissons, 1999-2012

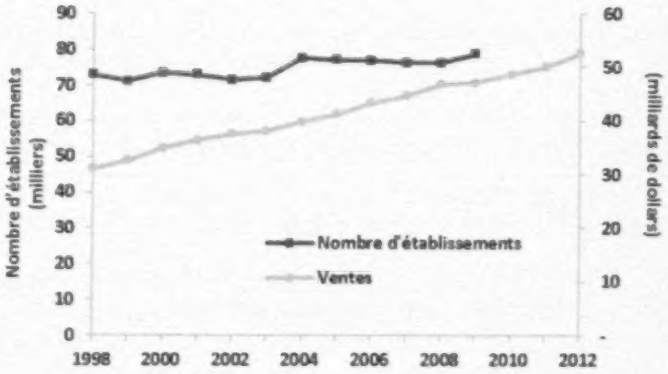


Source : Statistique Canada, Statistiques financières trimestrielles des entreprises
Note : *Consulter le glossaire pour la définition du terme « ratio de marge bénéficiaire ».
Ne comprend pas les entreprises régies par l'État, comme la LCBO et la SAQ.

Les ventes des services alimentaires commerciaux ont augmenté de façon constante au cours de la dernière décennie.

Le chiffre d'affaires des établissements de services alimentaires commerciaux est évalué à 52,6 milliards de dollars en 2012, soit une hausse de 5,2 % par rapport à l'an dernier. En 2009, il y avait environ 78 600 de ces établissements au Canada, 40 % en Ontario, 23 % au Québec, 16 % dans les Prairies, 15 % en Colombie-Britannique et 6 % dans les provinces de l'Atlantique.

Graphique D.26
Ventes des services alimentaires commerciaux et nombre d'établissements, 1998-2012



Source : Statistique Canada
Note : La collecte du nombre d'établissements a été discontinuée donc, les données ne sont pas actualisées jusqu'en 2012.

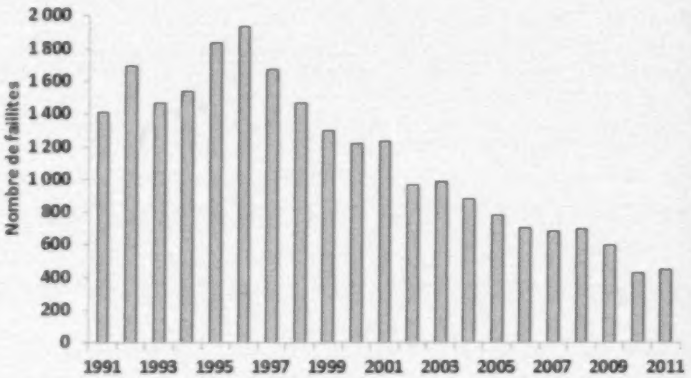
Les marges bénéficiaires des services alimentaires ont poursuivi leur tendance à la hausse, alors que le nombre de faillites de restaurants est resté dans un creux historique

Le nombre de faillites de restaurants était en légère hausse en 2011, mais demeure très bas par rapport aux données historiques.

Les faillites sont passées de 1 933 en 1996 à 446 en 2010 car une plus grande proportion des restaurants ont été acheté par les grandes chaînes.

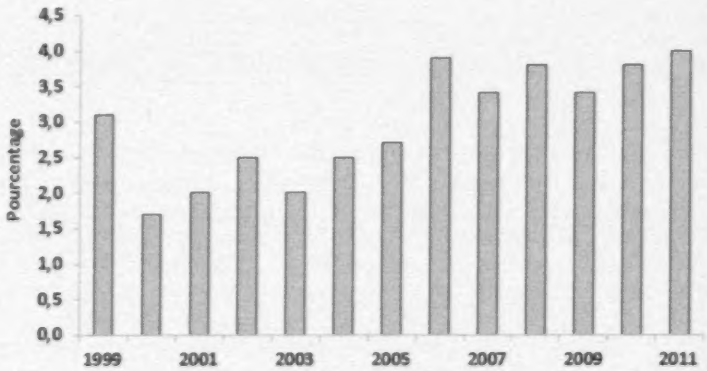
Les restaurants à service complet, qui représentent 45 % de tous les établissements de services alimentaires commerciaux, sont également à l'origine des trois quarts des faillites déclarées au Canada en 2001 dans le secteur des services alimentaires. Cette situation est probablement attribuable aux énormes défis que doit surmonter l'industrie de la restauration, particulièrement la concurrence acharnée.

Graphique D.27
Nombre de faillites de restaurants commerciaux, 1991-2011



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, InfoStats trimestriel

Graphique D.28
Ratio de marge bénéficiaire des services alimentaires et des débits de boissons, 1999-2011



Source : Statistique Canada, Statistiques financières trimestrielles des entreprises, annuel

En 2011, les marges bénéficiaires des établissements de restauration et des débits de boissons ont continué d'augmenter.

Les marges bénéficiaires des services alimentaires et des débits de boissons ont généralement suivi une tendance à la hausse au cours des dix dernières années : du creux de 1,7 % en 2000, elles ont atteint le sommet de 3,9 % en 2006, puis un autre, celui-là de 4,0 %, en 2011.

SECTION E

Consommateurs

INTRODUCTION

La reprise économique au Canada s'est poursuivie en 2012, grâce à un meilleur taux d'emploi et à un PIB en hausse. La croissance de l'emploi a stimulé l'augmentation graduelle du revenu personnel disponible réel par habitant.

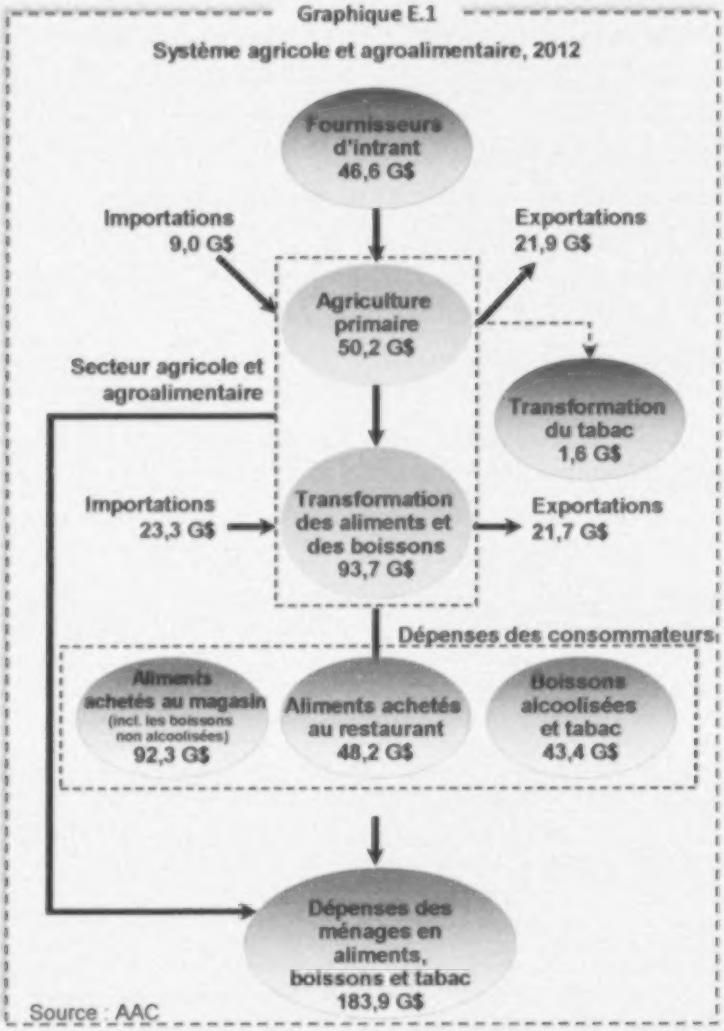
Les dépenses en alimentation, tant au magasin qu'au restaurant, ont continué de croître en 2012. L'inflation des prix au détail des aliments a diminué, mais elle demeure tout de même supérieure au taux d'inflation de l'ensemble de l'économie, lequel a augmenté.

À l'épicerie, au-delà des aliments de première nécessité, les consommateurs canadiens recherchent toujours des produits offrant des attributs qui reflètent leurs préférences et leurs valeurs. Cependant, le coût reste une priorité absolue.

Les consommateurs canadiens ont dépensé 183,9 milliards de dollars en aliments, en boissons et en produits du tabac en 2012

Les consommateurs canadiens profitent d'un système alimentaire hautement compétitif, efficace et dynamique qui leur permet d'accéder à une grande variété de produits alimentaires abordables, nutritifs, salubres et de grande qualité.

Reposant sur un secteur agricole primaire efficace et viable, le système agricole et agroalimentaire canadien produit, transforme et distribue des produits agricoles et agroalimentaires.



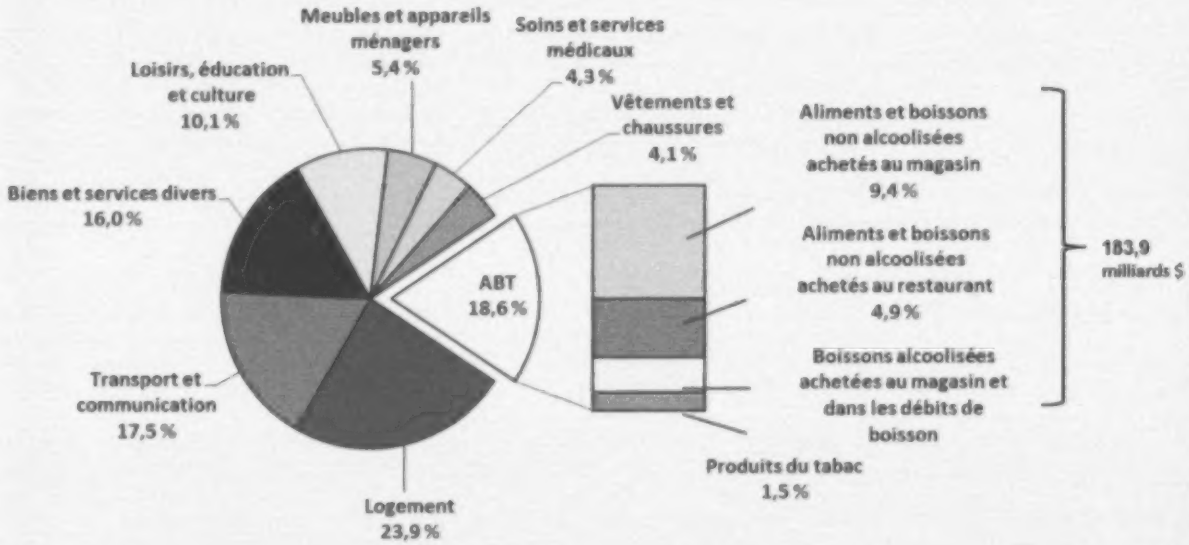
En 2012, les dépenses des ménages pour les produits alimentaires, les boissons et le tabac ont représenté la deuxième plus grande catégorie de dépenses

Les dépenses des ménages canadiens en biens et en services se sont établies à 987,4 milliards de dollars en 2012, dont 18,6 % ou 183,9 milliards de dollars, ont été consacrées aux aliments, aux boissons et aux produits du tabac.

Les aliments et les boissons non alcoolisées achetés au magasin représentaient 9,4 % de toutes les dépenses en biens et en services (92,3 milliards de dollars). Les aliments achetés au restaurant ont atteint 48,2 milliards de dollars, soit 4,9 % du total. Les dépenses en boissons alcoolisées et produits du tabac ont ajouté un montant supplémentaire de 43,4 milliards de dollars au total des dépenses, avec respectivement 2,9 % et 1,5 % du total.

En 2012, les ménages canadiens ont dépensé davantage sur le logement avec 236,2 milliards de dollars, soit 23,9 % de toutes leurs dépenses en biens et en services. Les autres catégories de dépenses importantes incluent le transport et les communications avec 17,5 %, suivis des biens et services divers à 16,0 % et finalement les loisirs, l'éducation et la culture, à 10,1 % du total.

Graphique E.2
Répartition des dépenses des ménages en biens et services, 2012



Source : Tabulation spéciale de Statistique Canada et calculs d'AAC

L'achat d'aliments ne représente qu'une petite partie des dépenses des ménages

Les dépenses réelles consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées ont augmenté de 1,7 % en 2012, passant de 119,3 à 121,3 milliards de dollars.

Les aliments achetés au magasin représentent en dépenses personnelles réalles 78,5 milliards de dollars en 2011, elles sont passées à 79,3 milliards en 2012. Les dépenses personnelles réelles consacrées aux repas pris au restaurant se sont également accrues en 2012, passant à 42,0 milliards de dollars, alors qu'elles étaient de 40,8 milliards en 2011.

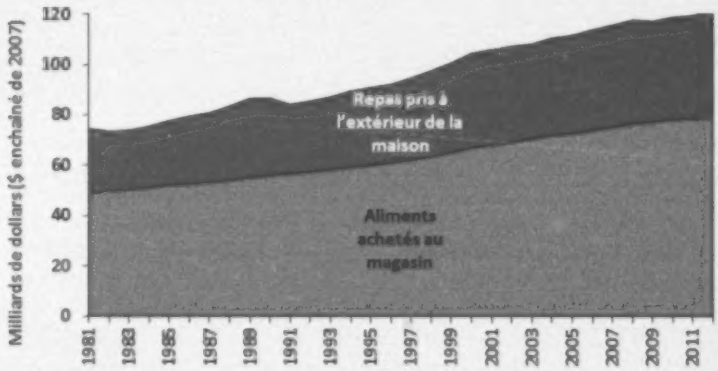
Depuis 1981, les Canadiens consacrent bon an mal an près de 34 % des dépenses annuelles de leur ménage en alimentation à des repas au restaurant, alors que les 66 % restant vont aux aliments achetés au magasin.

De toutes les sommes dépensées en biens et en services en 2011, les aliments comptent pour 10,6 % des dépenses au Canada et 13,0 % aux États-Unis.

Les 20 % des ménages canadiens ayant le revenu le plus élevé (cinquième quintile) ont alloué seulement 8,3 % de leurs dépenses en biens et en services aux aliments, comparativement à 14,1 % pour les ménages à faible revenu (premier quintile).

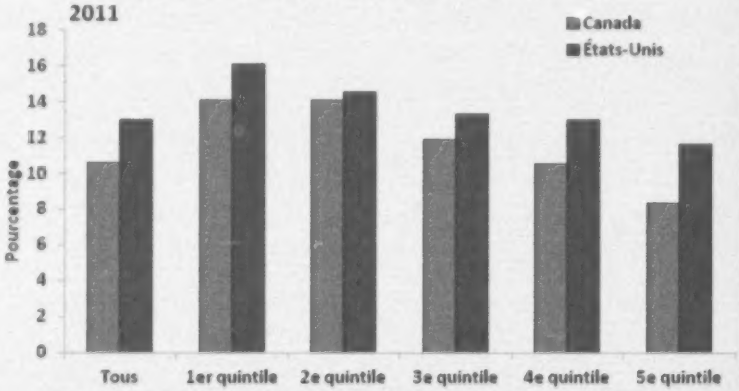
Aux États-Unis, la part des dépenses en biens et en services allouée aux aliments est moins élevée dans les ménages ayant le revenu le plus élevé (11,6 %), comparativement à 16,1 % pour les ménages au plus faible revenu.

Graphique E.3
Part des dépenses réelles des ménages consacrée aux aliments et aux boissons non alcoolisées, 1981-2012



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
Note : Ne comprend pas les dépenses consacrées au boissons alcoolisées et au tabac.

Graphique E.4
Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments* selon le quintile de revenu au Canada et aux États-Unis, 2011



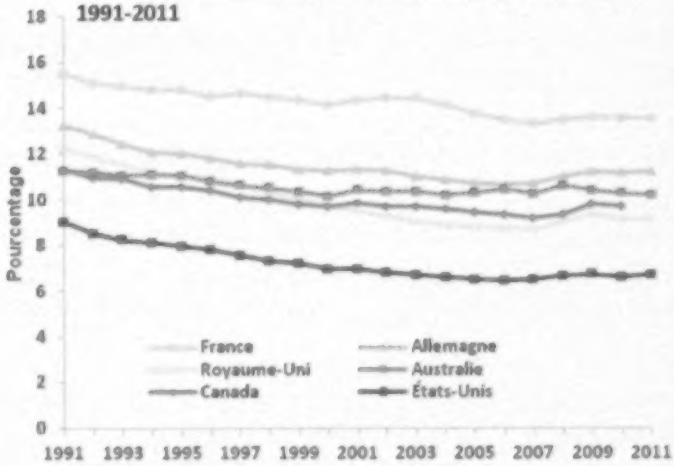
Source : Statistique Canada, U.S. Bureau of Labor Statistics et calculs d'AAC
Note : *Comprend les aliments achetés au magasin et les repas pris à l'extérieur de la maison.
Quintile : Classement des ménages en cinq groupes de nombre égal par ordre croissant du revenu. Le premier quintile comprend les 20 % des ménages au revenu le plus faible et le cinquième quintile, les 20 % des ménages au revenu le plus élevé.

La part des dépenses qu'allouent les ménages canadiens aux aliments et aux boissons non alcoolisées achetés au magasin est inférieure à celle de plusieurs autres pays de l'OCDE

Les ménages canadiens ont alloué environ 10 % de leurs dépenses aux aliments et boissons non alcoolisées achetés au magasin.

Parmi les pays de l'OCDE, c'est en France que les ménages consacrent la plus grande part de leur budget aux aliments et boissons non alcoolisées achetés au magasin (13,4 %), suivie de l'Allemagne (11,5 %), de l'Australie (10,2 %) et du Royaume-Uni (9,1 %). Ces dépenses sont les moins élevées aux États-Unis (6,0 %).

Graphique E.5
Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments* et boissons non alcoolisées dans divers pays de l'OCDE, 1991-2011



Source : OCDE
Note : L'OCDE n'a pas publié les données de 2011 pour le Canada.
* Aliments achetés en magasin seulement.

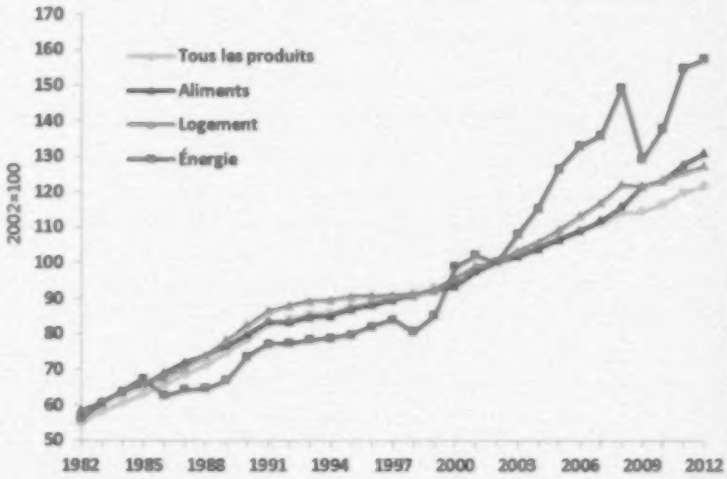
L'inflation du prix de détail de tous les principaux produits a diminué en 2012

Le taux d'inflation des prix de détail des aliments, du logement et de l'énergie a diminué en 2012 par rapport à l'année précédente. L'inflation globale des prix a donc été moins forte, chutant de 2,9 % en 2011 à 1,5 % en 2012.

L'inflation des prix de détail des aliments a été supérieure à celle des autres biens et services. En 2012, les prix de détail des produits alimentaires ont augmenté de 2,4 %, un ralentissement par rapport à l'inflation de 3,7 % enregistrée en 2011. Les prix de l'énergie n'ont augmenté que de 1,7 % en 2012, après avoir grimpé de 12,3 % l'année précédente. L'inflation du prix du logement a été de seulement 1,7 % en 2012.

Au cours des dix dernières années, l'inflation des prix de détail des aliments a généralement suivi celle de l'ensemble des produits, mais elle a été beaucoup moins fluctué que celle des prix de l'énergie.

Graphique E.6
Indice des prix à la consommation (IPC) des aliments, du logement, de l'énergie et de l'ensemble des produits, 1982-2012



Source : Statistique Canada

Les habitudes de consommation alimentaire des canadiens continuent d'évoluer

La disponibilité alimentaire sert d'approximation de la consommation et représente la quantité totale d'aliments offerts à la consommation humaine dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire canadien.

La disponibilité du bœuf poursuit sa tendance à la baisse en se chiffrant à 27,4 kg par personne en 2012. Celle du porc, qui présente également une tendance à la baisse en règle générale, s'est accrue à 22,1 kg par personne.

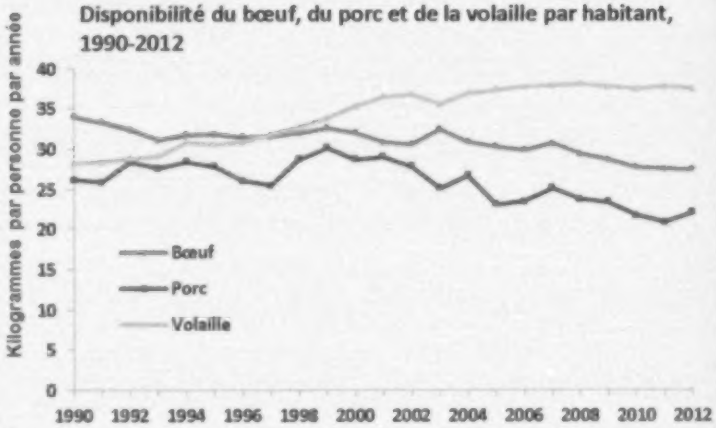
Depuis 1997, la disponibilité de la volaille dépasse celle du bœuf bon an mal an. La quantité offerte par habitant a atteint 37,4 kg en 2012, en légère baisse par rapport à 2011.

Il est important de réduire le gaspillage alimentaire si on veut éviter les pertes d'efficacité coûteuses tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Au Canada, on estime que 6 millions de tonnes (ou 31 %) d'aliments ont été perdues ou gaspillées lors de la vente au détail ou la consommation en 2010. Les légumes (21,8 %), les produits laitiers (21,2 %) et les fruits (16,5 %) sont les aliments les plus gaspillés.

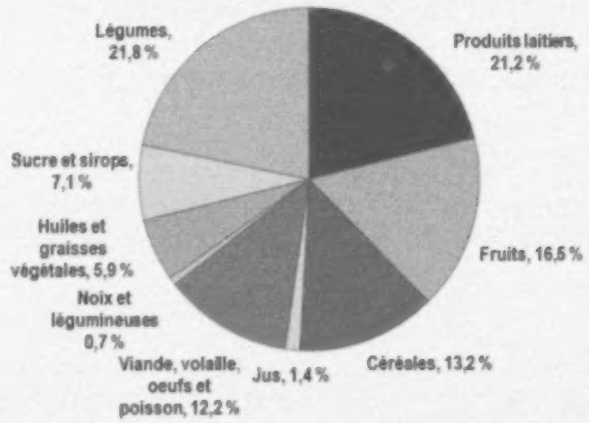
Lors de la vente au détail, les conserves bosselées, les denrées des fêtes non achetées, la détérioration et l'enlèvement des aliments tachés ou déformés comptent dans les pertes. Chez le consommateur, les pertes alimentaires sont attribuables à la détérioration des aliments, à la contraction à la cuisson et aux restes de table. Les pertes et déchets alimentaires sont difficiles à évaluer avec précision en raison des diverses définitions données à ces termes tout le long de la chaîne d'approvisionnement.

Graphique E.7
Disponibilité du bœuf, du porc et de la volaille par habitant, 1990-2012



Source: Statistique Canada and calculs d'AAC
Note : 1) Les données ne tiennent pas compte des pertes, comme le gaspillage et l'altération des aliments dans les magasins, les ménages, les grands établissements privés ou les restaurants, ni des pertes subies pendant la préparation des aliments. Elles représentent la quantité d'aliments offerts à la consommation, et non la quantité d'aliments consommés.
2) Le bœuf et le porc sont exprimés en poids de carcasse et la volaille, en poids éviscéré.
3) La disponibilité par habitant renvoie à la quantité d'aliments offerts à la consommation par personne. Elle est calculée en divisant la consommation apparente intérieure par la population canadienne en date du 1er juillet de l'année de référence.

Graphique E.8
Déchets et pertes alimentaires aux étapes de la consommation et de la préconsommation par produit, 2010



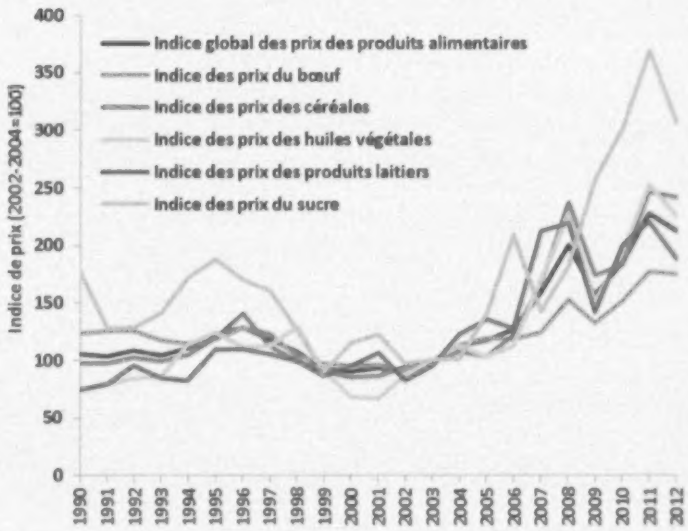
Source : Calculs d'AAC à partir des données de Statistique Canada et de l'USDA
Note : Ces données rendent compte des pertes et des déchets aux étapes de la consommation et de la préconsommation seulement.
Les données de Statistique Canada reposent sur la disponibilité des aliments offerts destinés à la consommation, par produit, tandis que la source de l'USDA est l'ensemble de données Loss-Adjusted Food Availability (LAFA) de l'Economic Research Service

En règle générale, le prix mondial des principaux groupes de produits alimentaires de base a baissé en 2012

Les prix mondiaux des aliments ont diminué en 2012. L'indice global des prix des produits alimentaires de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est passé de 227,6 en 2011 à 211,8 en 2012, soit une baisse de 7 %.

La baisse des prix mondiaux a touché tous les principaux groupes de produits alimentaires de base. Ainsi, les prix du sucre et du lait ont subi une réduction importante avec respectivement 17,1 % et 14,5 %. Le prix du pétrole a baissé de 10,7 %, les prix des céréales de 2,2% et les prix des viandes de 0.8%.

Graphique E.9
Indice des prix mondiaux des aliments, 1990-2012



Source : Indice FAO des prix des produits alimentaires

L'origine des aliments est considérée comme un facteur important par certains consommateurs canadiens

Les canadiens sont plus nombreux à acheter leurs aliments en fonction de leur origine.

Une enquête sur les consommateurs canadiens menée en 2011-2012 (*Salubrité des aliments : Connaissances, attitudes et comportements des canadiens**) par l'Agence canadienne d'inspection des aliments révèle que 23,0 % des répondants disent acheter leurs aliments en fonction de leur provenance, alors que 16,9 % ne le font pas.

Près de la moitié (48,4 %) des répondants se disent assez ou entièrement d'accord (réponses 5, 6 et 7) pour dire que l'origine des aliments qu'ils achètent est importante.

Ils sont 22,9 % à se dire ni en accord ni en désaccord avec le fait que l'origine des aliments influence leurs décisions d'achat.

Les canadiens plus âgés disent acheter leurs aliments en fonction de leur origine.

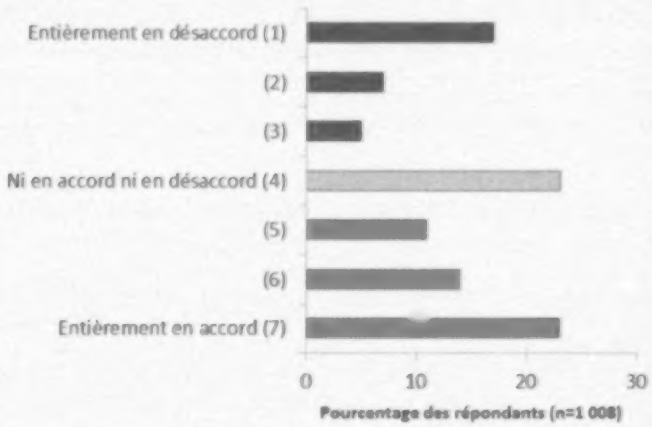
Les canadiens qui disent acheter leurs aliments selon leur provenance sont à 36,7 % plus âgés (55 ans ou plus), alors que 21,9 % sont plus jeunes (18-34 ans).

Seulement 21,1 % de ceux qui se disent entièrement en désaccord avec cet énoncé sont des canadiens âgés, alors que 41,4 % sont de jeunes canadiens.

*Note :
Les résultats de l'enquête sont précis à plus ou moins 3,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Les réponses ont été recueillies dans le cadre d'entrevues téléphoniques menées auprès de 1 008 canadiens âgés de 18 ans et plus du 30 novembre 2011 au 4 janvier 2012.

Graphique E.10
Importance du pays d'origine des aliments, 2011-2012

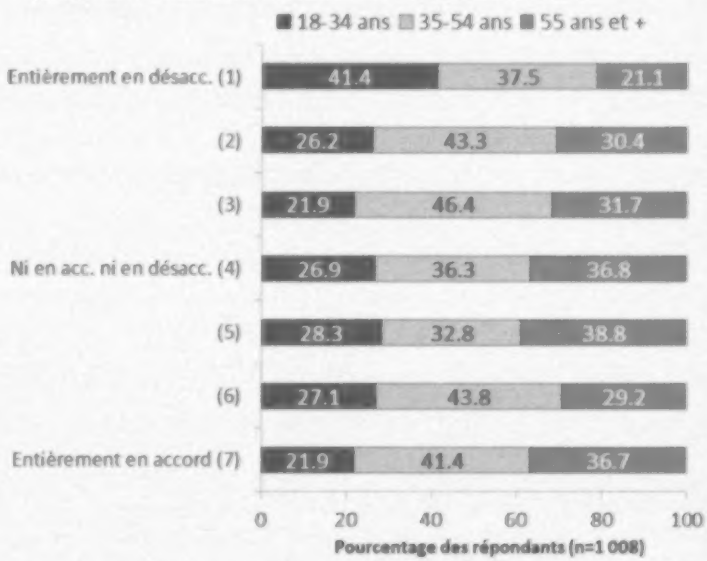
« J'achète des aliments en fonction de leur provenance. »
(Échelle : De 1 - Entièrement en désaccord à 7 - Entièrement en accord)



Source : Agence canadienne d'inspection des aliments, *Salubrité des aliments : Connaissances, attitudes et comportements des canadiens (2011-2012).*

Graphique E.11
Importance du pays d'origine des aliments par groupe d'âge, 2011-2012

« J'achète des aliments en fonction de leur provenance. »
(Échelle : De 1 – Entièrement en désaccord à 7 – Entièrement en accord



Source : Agence canadienne d'inspection des aliments, *Salubrité des aliments : Connaissances, attitudes et comportements des canadiens (2011-2012).*

SECTION F

Dépenses publiques et soutien aux producteurs

INTRODUCTION

Les dépenses publiques (fédérales et provinciales), exprimées en dollars, à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire canadien devraient augmenter en 2012-2013. Exprimées en part du PIB provenant de l'agriculture, les dépenses publiques sont estimées à 22,1 % du PIB du secteur en 2012-2013.

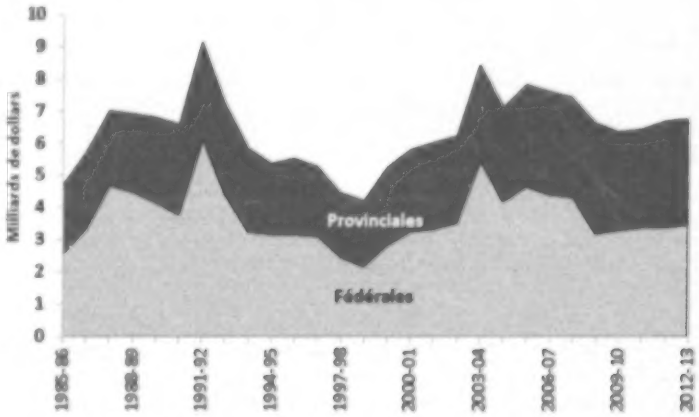
La politique agricole au Canada et dans les autres pays a évolué au fil des ans. Les changements apportés n'ont pas seulement consisté à diminuer le niveau de soutien, mais aussi à en modifier le type.

Les dépenses publiques à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire ont augmenté depuis la fin des années 1990, mais elles sont en diminution constante depuis 2003-2004

Le gouvernement fédéral et les provinces ont fourni un soutien important au secteur agricole et agroalimentaire canadien. Le gouvernement fédéral a d'ailleurs versé en moyenne 57,5 % du soutien total accordé au cours des trente dernières années.

Le total des dépenses publiques à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire devrait s'établir à 6,8 milliards de dollars pour l'exercice 2012-2013. Il s'agit d'une hausse légère par rapport à l'exercice précédent étant donné que le soutien fédéral a augmenté.

Graphique F.1
Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, de 1985-1986 à 2012-2013

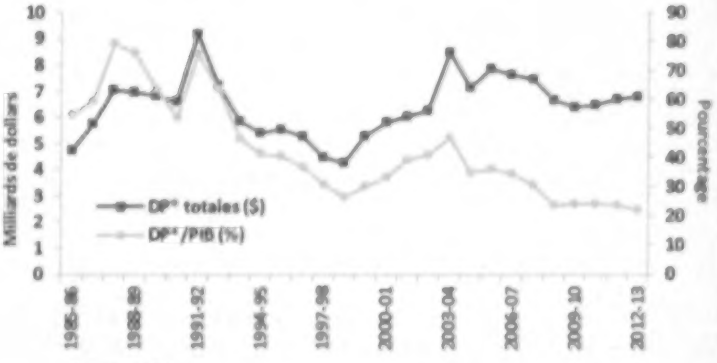


Source : AAC
Note : Les données de 2012-2013 sont des estimations.

Le soutien gouvernemental devrait diminuer en 2012-2013 pour se situer à 22,1 % du PIB agricole.

Tout au long des années 1990, les dépenses publiques ont fléchi, tant en valeur (dollars) qu'en pourcentage du PIB agricole, mais elles ont crû à partir de 1999-2000 pour atteindre un sommet en 2003-2004 en raison des programmes mis sur pied en réaction à la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Par la suite, les dépenses publiques ont suivi une légère tendance à la baisse.

Graphique F.2
Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en valeur et en pourcentage du PIB agricole, de 1985-1986 à 2012-2013



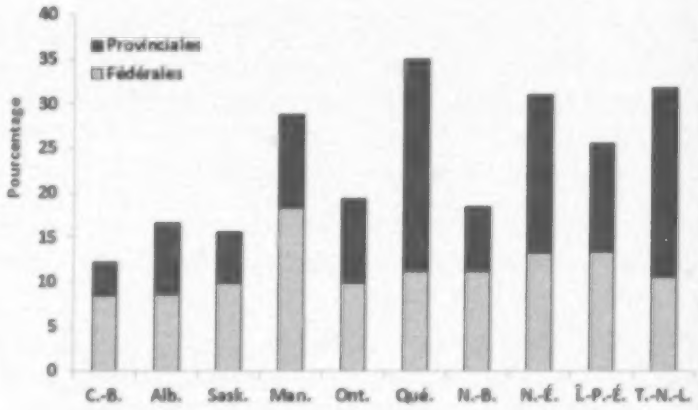
Source : AAC
Note : Les données de 2012-2013 sont des estimations.
*DP – dépenses publiques.

Les dépenses publiques provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire varie considérablement en raison de programmes spécialisés adaptés aux besoins régionaux

En 2012-2013, l'ensemble des dépenses publiques versées en appui au secteur équivaut à 22,1 % du PIB agricole à l'échelle nationale, mais ce pourcentage varie d'une province à l'autre.

En pourcentage du PIB agricole, les dépenses publiques versées à l'appui du secteur dans les provinces suivantes sont moins élevées que la moyenne nationale : Colombie-Britannique (12,2 %), Alberta (16,6 %), Saskatchewan (15,6 %), Ontario (19,3 %) et Nouveau-Brunswick (18,4 %).

Graphique F.3
Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en valeur et en pourcentage du PIB agricole par province, 2012-2013



Source : AAC
Note : Les données de 2012-2013 sont des estimations.

Les dépenses fédérales de recherche et d'inspection et les paiements de programme composent la plus grande partie des dépenses publiques à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire

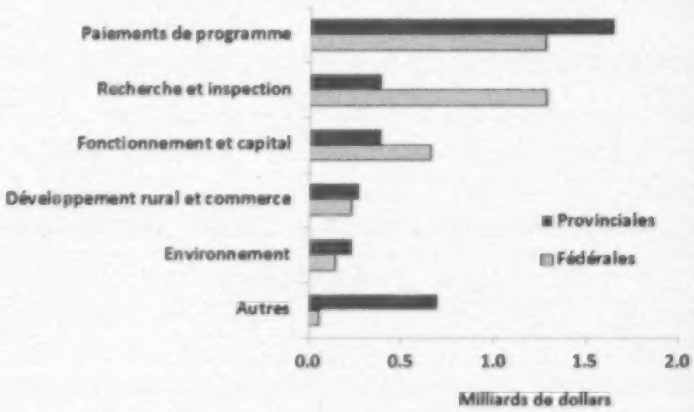
Contrairement à la tendance des dernières années, les dépenses de recherche et d'inspection de l'exercice 2012-2013 devraient constituer la principale part des dépenses fédérales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire au Canada. À l'échelon provincial, ce sont les paiements de programme qui sont les plus importants, suivant la tendance des dernières années.

Les dépenses fédérales de recherche et d'inspection ainsi que les paiements de programme, qui sont attribuables aux programmes de gestion du risque de l'entreprise, représentaient chacun environ 35 % des dépenses fédérales dans le secteur au cours de l'exercice 2012-2013.

À l'échelle provinciale, les paiements de programme représentaient environ 45 % des dépenses provinciales à l'appui du secteur, ce qui est nettement plus élevé qu'à l'échelon fédéral.

Quant aux dépenses provinciales de recherche et d'inspection, elles comptaient pour 11 % de toutes les dépenses par les gouvernements provinciaux en soutien au secteur agricole et agroalimentaire, ce qui est bien en deçà de ce que verse le gouvernement fédéral.

Graphique F.4
Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par grande catégorie, 2012-2013



Source : AAC
Note : Les données de 2012-2013 sont des estimations.

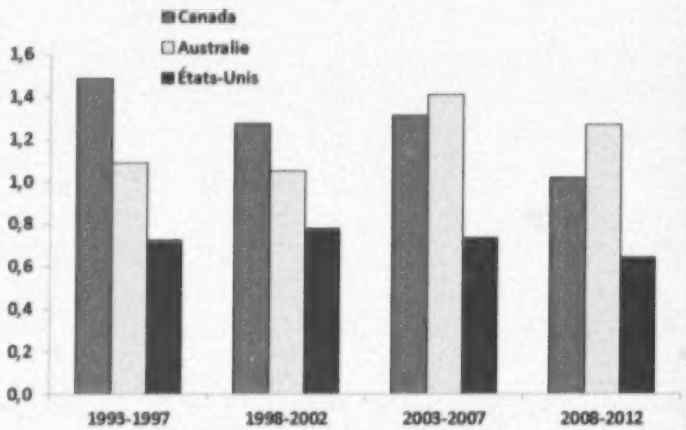
En dollars, les dépenses publiques du Canada à la recherche ont augmenté au fil des ans mais elles ont diminué en pourcentage des recettes agricoles brutes

En pourcentage des recettes agricoles brutes, les dépenses publiques consacrées par le Canada en R et D ont reculé dans le temps, tout en demeurant supérieures à celles des États-Unis, mais en étant à la traîne par rapport à l'Australie.

Entre 2008 et 2012, les dépenses publiques consacrées par le Canada en R et D agricole ont représenté en moyenne 1,0 % des recettes agricoles brutes, ce qui est un recul par rapport à la moyenne de 1,3 % enregistrée entre 2003 et 2007.

Alors que le pourcentage des recettes agricoles brutes que représentent les dépenses publiques consacrées en R et D agricole au Canada a chuté en deçà de celui de l'Australie ces dernières années, les dépenses de l'Australie ont elles aussi légèrement reculé pour baisser de 1,4 % en 2003-2007 à 1,3 % en 2008-2012. La part des dépenses du Canada demeure supérieure à celle des États-Unis au cours de la période la plus récente; toutefois, l'écart entre le Canada et les États-Unis se rétrécit progressivement.

Graphique F.5
Dépenses publiques en R et D à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en pourcentage des recettes agricoles brutes, de 1993-1997 à 2008-2012



Source : OCDE, Direction du commerce et de l'agriculture, estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs, base de données de l'OCDE.

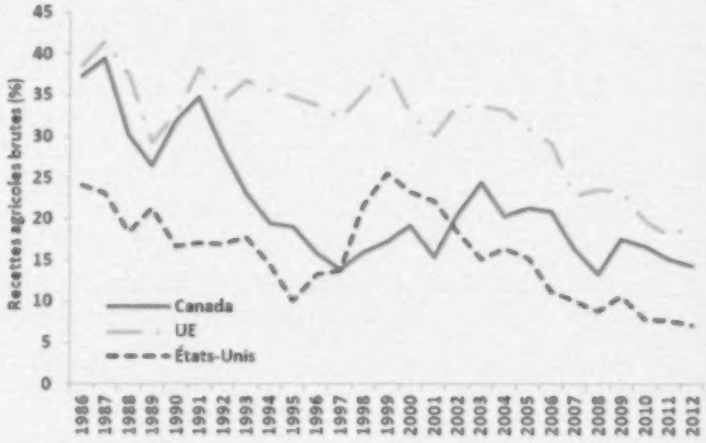
L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) a chuté ces dernières années, mais il est resté supérieur à celui des États-Unis, tout en étant inférieur à celui de l'UE

En 2012, l'ESP du Canada correspondait à 14,3 % des recettes agricoles brutes, comparativement à 19,0 % dans l'Union européenne et à 7,1 % aux États-Unis.

Le soutien accordé aux producteurs canadiens était de 14,3 % en 2012. Il s'agit d'une diminution par rapport au taux de 15,0 % en 2011. Cette baisse tient principalement à une augmentation des recettes agricoles et à une diminution des transferts budgétaires.

Le Canada soutient toujours davantage ses producteurs que les États-Unis, mais beaucoup moins que l'Union européenne.

Graphique F.6
Pourcentage de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) dans certains pays, 1986-2012



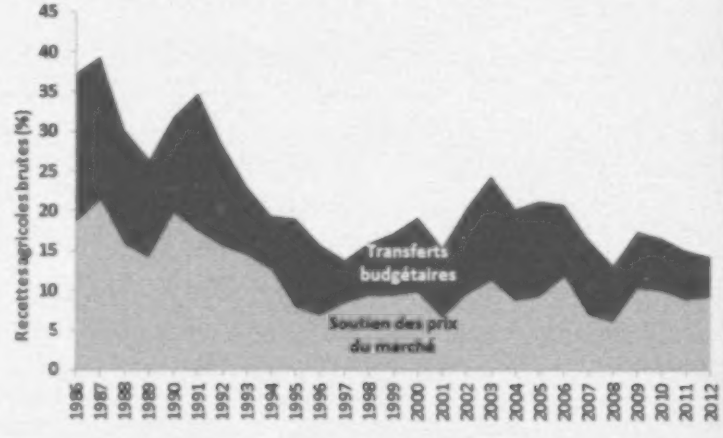
Source : OCDE, Direction du commerce et de l'agriculture, estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs, base de données de l'OCDE
Note : Les données de 2012 sont préliminaires.

En 2012, 63,7 % de tout le soutien accordé aux producteurs canadiens est attribuable au soutien des prix du marché (SPM), comparativement à une moyenne de 52,0 % de 1986 à 2012.

Au Canada, tant le SPM que les transferts budgétaires, exprimés en pourcentage des recettes agricoles brutes, ont diminué de 1986 à 2012. La part du SPM a fluctué entre 40,5 % et 64,2 % de l'aide totale pendant la même période.

Au Canada, le lait est le produit auquel on accorde toujours le plus de SPM. Il y a eu hausse du SPM pour le lait en 2012 par rapport à 2011, passant de 61,5 % à 66,3 % de tout le SPM. À l'inverse, au cours de la même période, le SPM de la volaille a connu une baisse, passant de 18,0 % à 13,8 %.

Graphique F.7
Composition du soutien aux producteurs, Canada, 1986-2012



Source : OCDE, Direction du commerce et de l'agriculture, estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs, base de données de l'OCDE
Note : Les données de 2012 sont préliminaires.

Dans l'UE et aux États-Unis, les réformes politiques ont mené à une baisse sensible du SPM et à une hausse des transferts budgétaires

En 2012, 80,0 % de tout le soutien aux producteurs de l'Union européenne des 27 a été accordés sous forme de transferts budgétaires, comparativement à une moyenne de 45,9 % pour la période de 1986 à 2012.

Dans l'Union européenne, en pourcentage des recettes agricoles brutes, le SPM a diminué considérablement de 1986 à 2012, tandis que les transferts budgétaires se sont accrus. En 1986, 86,6 % du soutien total aux producteurs était sous forme de SPM, par rapport à seulement 19,9 % en 2012.

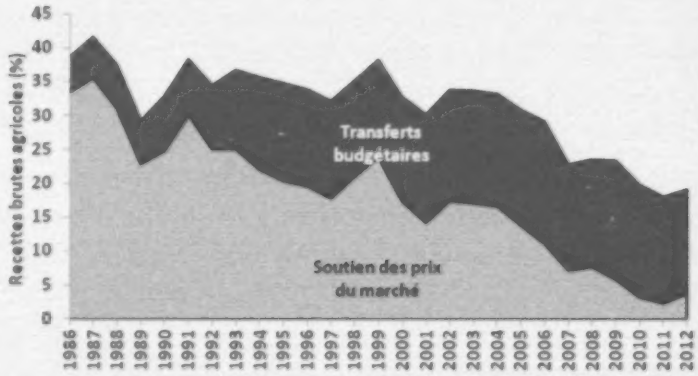
L'Union européenne a modifié la façon dont le soutien est accordé aux producteurs agricoles par d'importantes réformes à la Politique Agricole Commune (PAC)*, lesquelles ont diminué les prix d'intervention tout en augmentant les paiements directs aux producteurs.

En 2012, 89,8 % du soutien total accordé aux producteurs aux États-Unis était sous forme de transferts budgétaires, comparativement à une moyenne de 66,1 % de 1986 à 2012.

Aux États-Unis, tant le SPM que les transferts budgétaires, en pourcentage des recettes agricoles brutes, ont suivi une tendance à la baisse de 1986 à 2012. En 1986, 68,5 % du soutien total aux producteurs était sous forme de transferts budgétaires, par rapport à 89,8 % en 2012.

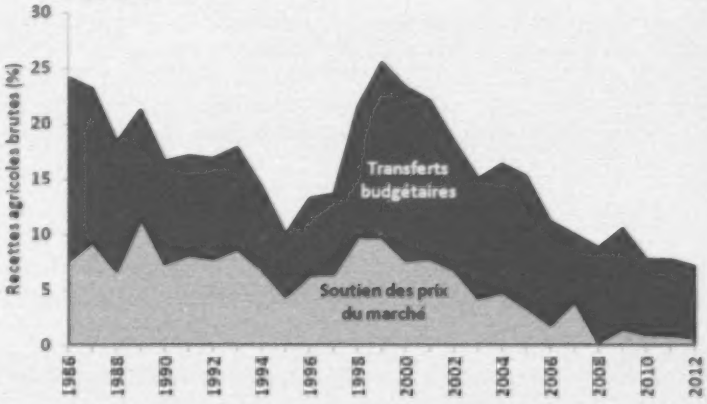
Le lait est le produit auquel les États-Unis ont toujours accordé le plus de SPM, jusqu'en 2008 année où le SPM a chuté, mais il a subi une diminution significative ces dix dernières années.

Graphique F.8
Composition du soutien aux producteurs, Union européenne, 1986-2012



Source : OCDE, Direction du commerce et de l'agriculture, estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs, base de données de l'OCDE
Note : Les données de 2012 sont préliminaires.

Graphique F.9
Composition du soutien aux producteurs, États-Unis, 1986-2012



Source : OCDE, Direction du commerce et de l'agriculture, estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs, base de données de l'OCDE
Note : Les données de 2012 sont préliminaires.

Note : *MacSharry, Agenda 2000 et examen à mi-parcours.

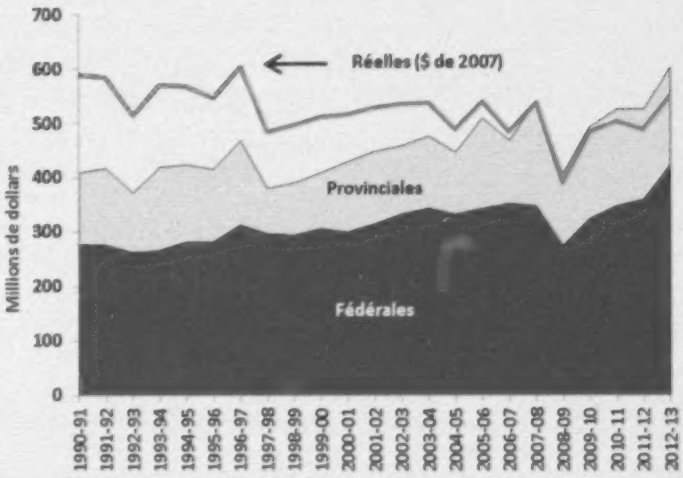
Les investissements publics en R et D dans le secteur agricole et agroalimentaire sont une source essentielle d'innovation et de croissance de la productivité

Les dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire, dont la majorité provient du gouvernement fédéral, devraient culminer à 602 millions de dollars au cours de l'exercice 2012-2013.

Au cours de la période allant de 2002-2003 à 2012-2013, les fonds publics consacrés à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire présentent une tendance à la hausse depuis le déclin de 2008-2009 survenu à la fin du Cadre stratégique pour l'agriculture et avant que de nouvelles initiatives aient été mises en place. Au cours de cette période, la part fédérale a représenté 69 % en moyenne de toutes les dépenses en R et D, alors que les provinces ont fourni les 31 % restants. Les dépenses que consacrent les gouvernements fédéral et provinciaux à la R et D se sont accrues considérablement.

En tenant compte de l'inflation, les dépenses publiques réelles en R et D (en dollars de 2007) montrent une tendance à la baisse jusqu'en 2008-2009, année où elles ont commencé à remonter. Cela dit, en 2012-2013, les dépenses demeurent sous la barre historique de 1996-1997.

Graphique F.10
Dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire, de 1990-1991 à 2012-2013



Source : AAC
Note : Les données de 2012-2013 sont des estimations.
Les dépenses publiques réelles de R et D dans le secteur agricole et agroalimentaire ont été rajustées en dollars de 2007.

GLOSSAIRE

LES COMPOSANTES DU SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE CANADIEN

Secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire
Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire englobe toutes les industries dont l'activité principale consiste essentiellement à fabriquer des produits alimentaires et agricoles. Il inclut l'agriculture primaire et la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT).

Système agricole et agroalimentaire canadien
Le système de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada est une chaîne de valeur formée d'industries qui produisent des denrées agricoles et alimentaires. Il regroupe les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac, les détaillants et grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

À moins d'indication contraire, les composantes du système agricole et agroalimentaire sont définies en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Une liste détaillée des industries constituant chaque segment du système figure ci-après.

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles
Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des quatre chiffres
1151 Activités de soutien aux cultures agricoles
1152 Activités de soutien à l'élevage
3253 Fabrication de pesticides, d'engrais et d'autres produits chimiques agricoles
4171 Grossistes-distributeurs de machines et matériel pour l'agriculture, l'entretien des pelouses et le jardinage
4183 Grossistes-distributeurs de fournitures agricoles

Au niveau des cinq chiffres
33311 Fabrication de machines agricoles

Agriculture primaire
L'agriculture primaire comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Sous-secteurs (codes à trois chiffres)
111 Cultures agricoles
112 Élevage d'animaux

Au niveau des quatre chiffres

1111	Culture de plantes oléagineuses et de céréales
1112	Culture de légumes et de melons
1113	Culture de fruits et de noix
1114	Culture en serre et en pépinière et floriculture
1119	Autres cultures agricoles
1121	Élevage de bovins
1122	Élevage de porcs
1123	Élevage de volailles et production d'œufs
1124	Élevage de moutons et de chèvres
1125	Aquaculture
1129	Autres types d'élevage

Transformation des aliments, des boissons et du tabac

La transformation des aliments, des boissons et du tabac comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres

311	Fabrication d'aliments
312	Fabrication de boissons et de produits du tabac

Au niveau des quatre chiffres

3111	Fabrication d'aliments pour animaux
3112	Mouture de céréales et de graines oléagineuses
3113	Fabrication de sucre et de confiseries
3114	Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires
3115	Fabrication de produits laitiers
3116	Fabrication de produits de viande
3117	Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer
3118	Boulangeries et fabrication de tortillas
3119	Fabrication d'autres aliments
3121	Fabrication de boissons
3122	Fabrication du tabac

Détaillants et grossistes en alimentation

Les détaillants et grossistes en alimentation comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres

411	Grossistes-distributeurs de produits agricoles
413	Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac
445	Magasins d'alimentation

GLOSSAIRE

Services alimentaires
Les établissements de services alimentaires comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres
722 Services alimentaires et débits de boissons

Au niveau des quatre chiffres
4542 Exploitants de distributeurs automatiques

CONSOMMATEURS

Consommation courante totale
Dépenses faites pour l'alimentation, le logement, l'entretien ménager, les articles et accessoires d'ameublement, l'habillement, le transport, les soins de santé, les soins personnels, les loisirs, le matériel de lecture, l'éducation, les produits du tabac et les boissons alcoolisées, les jeux de hasard, et un groupe d'articles divers.

Dépenses personnelles en biens et services de consommation
Dépenses des ménages en biens de consommation neufs et en services de consommation, et marges sur les biens usagés.

CLASSEMENT DES ACHATS D'ALIMENTS

Aliments et boissons non alcoolisées achetés au magasin
Les aliments achetés au magasin comprennent les aliments achetés dans les supermarchés, les magasins d'alimentation spécialisés (boucheries, magasins de produits frais, boulangeries, poissonneries, boutiques de mets fins, magasins d'aliments de santé, marchés ou étals, achats directs auprès des producteurs et des fournisseurs de produits surgelés, marchés et comptoirs de producteurs en plein air et tous les autres établissements sans service), les dépanneurs et les autres magasins (tout autre type de magasin qui vend des produits alimentaires, comme les grands magasins, les entrepôts-club, les pharmacies, etc.).

Aliments achetés au restaurant
Les aliments achetés au restaurant comprennent les aliments achetés dans les restaurants offrant le service aux tables, les restaurants à service rapide, les cafétérias et les autres points de vente (comptoirs-rafraîchissements, casse-croûte, machines distributrices, voitures à patates frites et traiteurs). On trouve généralement ces établissements dans les supermarchés, les cinémas, les expositions, les manifestations sportives, les parcs, etc.

Boissons alcoolisées
Ceci inclut les boissons alcoolisées achetées au magasin et au restaurant. Cette catégorie inclut aussi les dépenses sur l'équipement et les coûts associés à la bière, vin ou liqueur faits maison. Les achats de boissons alcoolisées peuvent être sous-estimés.

GLOSSAIRE

DÉFINITIONS DU REVENU AGRICOLE

Autre revenu non agricole

Revenu d'investissement (intérêts, gains en capital imposables, dividendes) provenant d'autres sources que l'exploitation de la ferme, de pensions et d'autres revenus versés dans le cadre des programmes gouvernementaux aux familles ou particuliers et tout autre revenu ne provenant pas de la ferme.

Déduction pour amortissement

La déduction pour amortissement correspond au montant déduit pour des biens amortissables aux fins fiscales.

Dépenses agricoles

Les dépenses agricoles sont des estimations des dépenses de fonctionnement d'une exploitation agricole et représentent les coûts encourus par les exploitants agricoles pour les biens et services utilisés pour produire les produits de base agricoles. Tous les renseignements sur les dépenses sont fournis sur la base d'une année civile. Si des rabais directs sont versés aux producteurs pour réduire le coût d'intrants en particulier, alors les estimations des dépenses nettes sont utilisées dans le calcul du revenu net, même si les dépenses brutes et nettes peuvent être affichées. Puisque l'objectif est de produire des estimations provinciales du revenu net, les flux d'une ferme à l'autre sont exclus des estimations. La province peut être considérée comme une seule grande ferme.

Paiements directs

Les paiements directs incluent les montants payés aux termes de programmes agricoles gouvernementaux et de programmes agricoles financés par le secteur privé. Ces derniers sont des programmes d'assurance financés entièrement par les primes payées par les producteurs agricoles. Ne sont compris que les paiements directs qui se rapportent à la production agricole courante et qui sont versés directement aux personnes participant à celle-ci.

Ratio de marge bénéficiaire

Le ratio de marge bénéficiaire au niveau de l'industrie est calculé en divisant les bénéfices d'exploitation par les revenus d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation représente les résultats nets des principales activités commerciales d'une entreprise. Il est calculé avant la prise en compte des frais d'intérêts, du revenu de placement, des pertes non récurrentes découlant de la dépréciation d'éléments d'actif, du bénéfice réalisé ou des pertes subies lors de la cession d'éléments d'actif, ainsi que de la charge d'impôts. Ce ratio indique la capacité pour la direction de l'entreprise à réaliser un bénéfice à partir de ses activités principales.

Ratio d'endettement

Le ratio d'endettement dans l'ensemble de l'industrie correspond au passif global divisé par les capitaux propres.

GLOSSAIRE

Ratio du rendement des capitaux propres
Le ratio du rendement des capitaux propres à l'échelle du secteur est calculé en divisant le bénéfice après impôt par l'avoir total x 100. Ce ratio permet de mesurer le rendement obtenu par les propriétaires (investisseurs) et constitue une évaluation de leur rentabilité. Le bénéfice est calculé après impôts, déduction faite des frais d'intérêts (paiements aux prêteurs). Il s'agit du bénéfice net qui reste à la disposition des propriétaires (investisseurs). Le ratio indique combien de cents rapporte chaque dollar investi par les propriétaires.

Ratio passif/actif
Le ratio passif/actif de la ferme se calcule en divisant le passif global par le total de l'actif.

Recettes du marché
Les recettes monétaires désignent les recettes monétaires tirées de la vente de produits agricoles, mais excluent les paiements de programme versés directement aux producteurs.

Recettes monétaires agricoles
Comprennent les revenus tirés de la vente de produits agricoles, les paiements versés par des organismes gouvernementaux en vertu des programmes ainsi que les paiements provenant des programmes privés d'assurance-récolte et d'assurance du bétail. Les recettes sont comptabilisées dans l'année civile (janvier à décembre) où l'argent est versé (méthode de comptabilité de caisse) aux agriculteurs.

Rendement de l'actif
Le taux de rendement sur l'actif à l'échelle d'une exploitation agricole est calculé en additionnant le revenu net d'exploitation et les frais d'intérêt et en soustrayant la déduction pour amortissement. On divise ensuite le résultat obtenu par la valeur totale de l'actif au coût. Dans le cas des exploitations laitières et avicoles, on déduit aussi l'amortissement des immobilisations admissibles pour le contingent.

Rendement des capitaux propres
Le taux du rendement des capitaux propres à l'échelle de l'exploitation agricole est calculé en soustrayant du revenu net d'exploitation la déduction pour amortissement et en divisant le résultat obtenu par la valeur totale de l'actif au coût. Dans le cas des exploitations laitières et avicoles, on déduit aussi l'amortissement des immobilisations admissibles pour le contingent.

Revenu agricole net réalisé
Le revenu agricole net réalisé est la somme du revenu marchand net et des paiements de programme du gouvernement.

GLOSSAIRE

Revenu d'appoint
Le terme « revenu d'appoint » est quelque peu trompeur puisqu'il comprend les salaires et les traitements versés aux membres de la famille pour du travail fait sur une ferme non constituée en société.

Revenu d'emploi non agricole
Revenu d'emploi provenant d'autres sources que la ferme (p. ex. salaires et traitements bruts) et revenu net provenant d'un travail autonome (entreprise, profession libérale, travail à commission et pêche) non lié à la ferme.

Revenu familial agricole
Le revenu familial agricole est la somme du revenu total de l'exploitant et des membres de sa famille et inclut les revenus provenant d'activités agricoles et d'activités non agricoles.

Revenu familial moyen
Revenu obtenu en divisant le revenu familial total par le nombre de familles.

Revenu marchand net réalisé
Le revenu marchand net réalisé est la somme des recettes des marchés agricoles et du revenu en nature, moins les dépenses d'exploitation et l'amortissement.

Revenu monétaire net
Mesure les mouvements de l'encaisse d'une entreprise agricole (les recettes monétaires agricoles moins les dépenses d'exploitation) découlant de la production de produits agricoles. Le revenu monétaire net représente le montant disponible pour le remboursement des dettes, l'investissement ou les retraits par le propriétaire.

Revenu net d'exploitation
Le revenu net d'exploitation, terme utilisé à l'échelon de la ferme, est la différence entre les recettes monétaires brutes et les dépenses monétaires agricoles.

Taux de rendement sur le capital à long terme
Le taux de rendement sur le capital à long terme est le revenu d'exploitation (sans déduire les impôts et les intérêts payés), divisé par le capital à long terme, celui-ci étant la somme des avoirs des actionnaires et de la dette à long terme.

Valeur nette de la ferme
L'actif total de la ferme calculé d'après sa valeur marchande, moins le passif total.

GLOSSAIRE

DÉFINITIONS DES TYPES D'EXPLOITATIONS AGRICOLES

Exploitation agricole à propriétaire unique
Type d'entreprise commerciale qui appartient à une seule personne et est dirigée par celle-ci et pour laquelle il n'y a pas de distinction juridique entre le propriétaire et l'entreprise.

Ferme constituée en société
Entité juridique commerciale distincte des personnes qui la possèdent, la gèrent ou l'exploitent. Les propriétaires ou les actionnaires ne sont pas personnellement responsables des dettes de l'entreprise, autres que la valeur de leurs investissements dans celle-ci, car l'entreprise est une entité juridiquement indépendante.

Ferme multigénérationnelle
Une ferme multigénérationnelle est une ferme comptant plus d'un exploitant dont la différence d'âge entre l'exploitant le plus vieux et le plus jeune est de 20 ans ou plus.

Ferme non constituée en société
Exploitation agricole sans distinction juridique entre les propriétaires et l'entreprise. Cette désignation englobe les fermes à un seul propriétaire et les sociétés de personnes.

Ferme non familiale
Ferme organisée comme une société de capitaux non familiale, une coopérative ou une autre exploitation communautaire. Cette désignation englobe les fermes faisant partie d'une fiducie ou d'une succession.

Ferme unigénérationnelle
Une ferme unigénérationnelle est une ferme comptant plus d'un exploitant dont la différence d'âge entre l'exploitant le plus vieux et le plus jeune est de moins de 20 ans.

VENTE AU DÉTAIL OU EN GROS

Chaînes de supermarchés
Les détaillants en alimentation sont répartis entre les chaînes de magasins et les magasins indépendants. Les chaînes de magasins sont définies comme l'exploitation de quatre emplacements ou plus au Canada (même secteur d'activité et même appartenance juridique).

GLOSSAIRE

TERMINOLOGIE ÉCONOMIQUE ET STATISTIQUE

Analyse des risques aux points critiques (HACCP)
Système de contrôle des procédés visant à cerner et à prévenir les risques microbiens et autres dans la production alimentaire. Il prévoit des étapes conçues pour prévenir les problèmes avant qu'ils ne surviennent et pour corriger toute défaillance dès qu'elle est détectée. De tels systèmes de contrôle préventif, qui s'accompagnent d'une documentation et d'une vérification, sont reconnus par les autorités scientifiques et les organismes internationaux comme étant l'approche la plus efficace de produire des aliments salubres.

Commercialisation
Dans le secteur agricole, la commercialisation comprend tous les services qui font passer un produit agricole de la ferme au consommateur. Elle comporte de nombreuses activités interreliées, comme la culture, la récolte, le classement, l'emballage, le transport, l'entreposage, la transformation, la distribution, la publicité et la vente.

Dollars chaînés
Mesure qui exprime les volumes de production réels ou les dépenses réelles en éliminant les effets de distorsion des fluctuations des prix au fil du temps.

Investissement direct étranger (IDE)
L'IDE est l'investissement par des non-résidents dans une entreprise où ces non-résidents détiennent 10 % ou plus des actions ordinaires ou des droits de vote dans le cas d'entreprises constituées en société, ou l'équivalent dans le cas d'entreprises non constituées en société.

Prélèvements
Les prélèvements effectués par les associations de producteurs sont des sources courantes de financement de la R et D, de l'innovation et de la promotion et du développement des produits agricoles. Dans le cadre de ces systèmes, qui comportent habituellement une évaluation annuelle des mises en marché et des ventes, les revenus des producteurs sont mis en commun par leur organisation, et un pourcentage ou un montant fixe de ces revenus est prélevé aux fins susmentionnées.

Prix constants
Les prix constants désignent une valeur à partir de laquelle l'incidence générale de l'inflation a été supprimée.

Production à valeur ajoutée
La production à valeur ajoutée désigne les produits qui ont fait l'objet d'une certaine transformation.

Année récolte
Une année récolte est une période de douze mois utilisée pour recueillir des données sur une culture en particulier qui correspond généralement au cycle naturel de la plantation à la commercialisation pour celle-ci. Habituellement, une année récolte commence dans un mois autre que janvier.

GLOSSAIRE

Productivité multifactorielle (PMF)
Approximation du rendement d'un pays en matière d'innovation, ce qui englobe le changement technologique et tout autre gain d'efficacité. La PMF mesure l'utilisation de la main-d'œuvre, du capital et des terres et est considérée comme un indicateur plus détaillé que la productivité du travail.

Productivité du travail
La productivité du travail est une mesure des extrants de l'industrie par heure de travail.

Productivité totale des facteurs (PTF)
La PTF se mesure en divisant les extrants par tous les intrants (le capital, la main-d'œuvre, etc.).

Produit intérieur brut (PIB)
Le produit intérieur brut d'un pays est la valeur totale sans double compte des produits et des services produits dans ce pays pendant une période donnée.

Quintiles
Les quintiles sont des classifications des ménages en ordre croissant de revenu total organisées en cinq groupes de nombre égal.

Ratio de concentration (RC4)
Le ratio de concentration mesure le niveau de concentration d'un secteur d'activité et exprime les ventes d'un nombre fixe d'entreprises parmi les plus importantes de ce secteur, c'est-à-dire le pourcentage de la valeur des ventes du secteur que totalisent ces entreprises. RC4 est l'acronyme utilisé pour le ratio de concentration des quatre principales entreprises du secteur.

Rendement de culture
Production totale d'une culture par unité de surface terrestre.

Stock de capital
Le capital fixe est constitué des bâtiments, des ouvrages de génie civil, du matériel et des outils. L'investissement total dans le capital fixe correspond aux achats requis pour compenser la dépréciation des biens immobilisés (besoins de remplacement) et aux achats requis pour accroître le stock de capital. Lorsque les besoins de remplacement sont supérieurs à l'investissement, le stock de capital diminue parce que le stock existant n'est pas maintenu. Lorsque l'investissement est supérieur aux besoins de remplacement, le stock augmente.

Technologie
La technologie est le terme générique qui désigne tout moyen technique et savoir-faire nécessaire pour générer un produit ou un service. Elle prend la forme d'équipement, de matériaux, de procédures, de plans détaillés et de connaissances.

GLOSSAIRE

Technologie
La technologie est le terme générique qui désigne tout moyen technique et savoir-faire nécessaire pour générer un produit ou un service. Elle prend la forme d'équipement, de matériaux, de procédures, de plans détaillés et de connaissances.

Technologie de pointe
Technologie avancée qui permet d'exercer une nouvelle fonction ou d'améliorer considérablement une fonction par rapport aux technologies habituelles, comme la biotechnologie, la nanotechnologie, etc.

Valeur ajoutée nette
La valeur ajoutée nette mesure la contribution de l'agriculture à la production de biens et services dans l'économie canadienne au cours d'une année particulière. Elle est calculée en soustrayant de la valeur totale de la production du secteur agricole (y compris les paiements de programme) les coûts de production connexes (les dépenses au chapitre des intrants, les taxes d'affaires et l'amortissement). La valeur ajoutée nette est répartie entre les divers facteurs de production, dont le loyer payé aux propriétaires fonciers non exploitants, l'intérêt versé aux prêteurs, les salaires et les profits.

Valeur des contingents
Il s'agit de la valeur d'une quantité précise d'un produit agricole assujetti au régime de gestion de l'offre (p. ex. produits laitiers ou volaille) qu'un producteur doit fournir.

TERMINOLOGIE DE L'ENVIRONNEMENT

Brise-vent ou coupe-vent
Rangées d'arbres ou de haies naturelles ou plantées le long des champs qui empêchent les vents dominants d'éroder le sol. Cette méthode est surtout utilisée dans l'Ouest canadien, où les terres agricoles sont davantage exposées à l'action éolienne et où il est important de retenir la neige pour conserver l'humidité.

Culture sans travail du sol
La culture sans travail du sol (appelée sans labour ou semis direct) qui consiste à ensemencer le sol directement sans l'avoir travaillé après la récolte de la culture précédente. Le désherbage s'effectue à l'aide d'herbicides et le maintien des chaumes sert à protéger le sol contre l'érosion. C'est une pratique habituellement utilisée sur des terres labourables où la mise en jachère est importante.

Jachère
La jachère consiste à garder une terre normalement cultivée exempte de végétation pendant toute une saison de croissance en la labourant ou en appliquant des produits chimiques pour détruire les mauvaises herbes, les insectes et les maladies du sol, pour ainsi permettre l'accumulation d'eau dans le sol en vue de la prochaine campagne agricole.

GLOSSAIRE

Travail du sol classique
Pratique culturale classique comme moyen principal de préparation des lits de semences et du désherbage.

Travail du sol favorable à la conservation du sol
Mode de travail du sol qui crée un milieu propice à la culture et qui favorise la conservation des ressources pédologiques, hydriques et énergétiques par une moindre intensité du travail du sol et par l'incorporation des débris végétaux.

Zone tampon le long des cours d'eau
Étroite bande de végétation naturelle sur les berges visant à prévenir l'érosion, à intercepter les polluants, à préserver l'habitat de la faune et à régler d'autres problèmes environnementaux.

CATÉGORIES D'AIDE GOUVERNEMENTALE

Dépenses publiques
Sommes versées directement ou indirectement par les gouvernements (de tous les échelons) à l'agriculture et à la transformation des aliments dans une année, au profit de particuliers, d'organismes ou d'associations.

PRINCIPALES CATÉGORIES DE DÉPENSES

Autres dépenses
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'aide alimentaire et à l'aide internationale, à la vulgarisation et à l'éducation, ainsi que les paiements au titre de programmes sociaux et les dépenses fiscales.

Dépenses d'aide à l'entreposage et au fret
Paiements de programme liés à l'entreposage et au fret.

Dépenses d'exploitation et d'immobilisations
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'administration générale et à la gestion, ainsi qu'aux politiques, aux services d'information et aux statistiques.

Dépenses de paiements de programme
Comprennent les paiements de programme de soutien et de stabilisation du revenu, de programmes spéciaux et de réduction des coûts, des programmes Agri-protection et des programmes d'aide financière.

GLOSSAIRE

Dépenses de programme liées au développement, au commerce et à l'environnement
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par l'État pour favoriser le développement régional, le marketing et le commerce et protéger l'environnement, ainsi que les subventions et contributions gouvernementales accordées pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses liées à la recherche et à l'inspection
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par l'État pour les activités de recherche et d'inspection, ainsi que les subventions et contributions accordées par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

MESURES D'AIDE GOUVERNEMENTALE

Estimation du soutien aux producteurs (ESP)
Mesure annuelle du soutien aux producteurs agricoles qui est la somme du soutien des prix du marché et des transferts budgétaires sous forme de paiements aux producteurs, exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes.

Recettes agricoles brutes
La valeur de la production des produits de base plus les transferts directs reçus par les producteurs dans l'année en cours.

Soutien des prix du marché (SPM)
Transferts aux producteurs agricoles découlant de mesures de politique qui créent un écart entre les prix du marché intérieur et les prix de seuil de la frontière d'un produit agricole particulier.

Transferts budgétaires
Dépenses budgétaires des gouvernements sous forme de paiements directs aux producteurs agricoles.

Transferts pour marchandise unique
Transferts aux producteurs agricoles découlant de politiques associées à la production d'un produit de base unique. Ainsi le producteur doit produire le produit de base désigné pour avoir droit au transfert.

CATÉGORIES COMMERCIALES

Commerce intrarégional
Commerce entre deux régions à un point donné, par exemple le commerce entre provinces canadiennes ou entre pays membres de l'Union européenne.

GLOSSAIRE

Commerce de produits agricoles primaires
Repose sur la structure de codage du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN); l'agriculture primaire est définie selon les codes 111 et 112.

Commerce de produits agricoles transformés
Repose sur la structure de codage du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN); les produits agroalimentaires sont définis selon les codes 311 et 3121.

Exportations agricoles et agroalimentaires
Les exportations agricoles et agroalimentaires comprennent l'exportation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées, des produits du tabac, et de la floriculture et des pépinières.

Importations agricoles et agroalimentaires
Les importations agricoles et agroalimentaires comprennent l'importation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées, des produits du tabac, et de la floriculture et des pépinières.

SOURCES DE DONNÉES ET RÉFÉRENCES

Section A : PIB et emploi

A.1-A.2	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 379-0031 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière* (EAMEF) 2011
A.3-A.4	Statistique Canada, Totalisation spéciale, à partir de l'*Enquête sur la population active*
A.5-A.6	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 379-0030 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*
A.7-A.8	Statistique Canada, Totalisation spéciale, à partir de l'*Enquête sur la population active*

Section B : Commerce international

B.1-B.2	*Global Trade Atlas*
B.3-B.12	Statistique Canada. Données sur le commerce international canadien de marchandises, à partir du système d'extraction des données sur le commerce d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)
B.13	Calculs d'AAC
B.14	Statistique Canada, Données sur le commerce international canadien de marchandises, à partir du système d'extraction des données sur le commerce d'AAC

Section C : Agriculture primaire et intrants agricoles

C.1	Statistique Canada, Modèle d'entrées-sorties et calculs d'AAC.
C.2	Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture*, diverses années.
C.3-C.5	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 002-0001 : Recettes monétaires agricoles*
C.6	AAC
C.7	Canfax. Rapport annuel. United States Department of Agriculture. Livestock, *Dairy and Poultry Outlook*, Economic Research Service. AAC. *Information sur le marché des viandes rouges*
C.8	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 002-0009 : Revenu agricole net, annuel (dollars); Tableau CANSIM 002-0001 : Recettes monétaires agricoles, annuel (dollars).*
C.9	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 002-0004 : Compte de la valeur ajoutée agricole, annuel (dollars)*
C.10-C.14	Statistique Canada, Programme des données fiscales
C.15	Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*
C.16	Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes* et calculs d'AAC
C.17	Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes* et calculs d'AAC
C.18	Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes* et calculs d'AAC
C.19	Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*
C.20	AAC

C.21-C.22	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 002-0005 : Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, annuel (dollars)*
C.23	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 328-0015 : Indices des prix des entrées dans l'agriculture, trimestriel (indice, 2002=100)*
C.24	Alberta Agriculture et la Food, Economics and Competitiveness Division, Statistics and Data Development Unit's Alberta Agricultural Input Monitoring System (AIMS); United States Energy Information Administration
C.25	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 002-0005 : Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, annuel (dollars)*
C.26	AAC, *Enquête des prix des entrées dans l'agriculture*. Quorum Corporation. Rail and Trucking Freight Rate Index (2002=100) : 2010-2011 Annual Report Data Tables, Trucking Rates : Table 4A-1, Composite Freight Rates and Railway Freight Rates : Table 4C-1, Composite Freight Rates
C.27	AAC, Base de données sur la productivité agricole primaire au Canada, 1961-2006
C.28	AAC, United States Department of Agriculture, Economic Research Service, Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics
C.29	Statistique Canada et calculs d'AAC
C.30	Rapport annuel de Saskatchewan Pulse Growers, diverses années

Section D : Production en aval de la ferme (transformation des aliments et des boissons et vente d'aliments au détail)

D.1	Statistique Canada, Modèle d'entrées-sorties et calculs d'AAC
D.2	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 379-0031 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel (dollars)*
D.3	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 281-0024 : Emploi (EERH), estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (personnes)*
D.4	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 551-0002 : Structure des industries canadiennes, nombre d'emplacements, tranches d'effectif et Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), classes nationales, selon le Canada et les provinces*, semestriel (nombre)
D.5-D.6	Statistique Canada, *Enquête mensuelle sur les industries manufacturières* 2012 et calculs d'AAC
D.7	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 281-0024 : Emploi (EERH), estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (personnes)* et calculs d'AAC
D.8	Statistique Canada, Totalisation spéciale, à partir de l'*Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*
D.9	Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière* et calculs d'AAC
D.10-D.11	Statistique Canada, Données sur le commerce international canadien de marchandises, à partir du système d'extraction des données sur le commerce d'AAC, Statistique Canada, *Enquête mensuelle sur les industries manufacturières* 2012 et calculs d'AAC
D.12	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 301-0006 : Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) annuel*

SOURCES DE DONNÉES ET RÉFÉRENCES

D.13	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 330-0007 : Indices des prix des matières brutes, mensuel (indice, 2002=100)*
D.14	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 281-0027 : Rémunération hebdomadaire moyenne, estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé, pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (dollars courants)*
D.15-D.16	Statistique Canada, totalisation spéciale à partir de l'*Enquête trimestrielle sur les statistiques financières des entreprises* et calculs d'AAC
D.17	Statistique Canada, *Catalogue nº 88-001-X* Statistiques scientifiques – Vol. 33, No.4 – Recherche et développement industriel, données de 2006-2010; données de 1980 à 1994 – totalisation spéciale de Statistique Canada
D.18	OCDE, *Base de données des indicateurs STAN pour l'analyse structurelle*, 2009
D.19	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 383-0022 : Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel*; United States Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, 1987-2006 Aggregate Manufacturing and Manufacturing Industries (KLEMS), Multifactor Productivity Tables
D.20	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 383-0022 : Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel*
D.21-D.22	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 376-0052 : Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et la région, annuel (dollars).*
D.23	Drake, Julia. « National Market Survey, Canadian Food Store Sales, 2000 », *Canadian Grocer*, janvier et février 2001, p. 22-31. Canadian Grocer. Février 2012. Ventes de 2011 estimées à partir de données provisoires de Statistique Canada sur les supermarchés et les données d'enquête sur les chaînes et les groupes de Canadian Grocer
D.24	*Canadian Grocer*, février 2013
D.25	Statistique Canada, *Enquête trimestrielle sur les statistiques financières des entreprises*; totalisation spéciale des ventes d'aliments et de boissons au détail; et toutes les ventes au détail – *tableau CANSIM 187-0002 : Les données trimestrielles de l'état de l'évolution de la situation financière, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), certains ratios financiers et certains composants désaisonnalisés, trimestriel (dollars sauf indication contraire)*
D.26	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 355-0006 : Enquête mensuelle sur les services de restauration et débits de boissons, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel*
D.27	Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires (ACRSA). Totalisation spéciale pour 2004-2011, à partir de Quarterly InfoStats 2003
D.28	Statistique Canada, Tableau CANSIM 180-0003 : Statistiques financières et fiscales des entreprises, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (dollars sauf indication contraire)

SOURCES DE DONNÉES ET RÉFÉRENCES

Section E : Consommateurs

E.1	Calculs d'AAC
E.2	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 380-0067* et *Tableau CANSIM 380-0085* : Dépenses de consommation finale des ménages en biens et services de consommation, annuel et calculs d'AAC
E.3	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 380-0085* : Dépenses de consommation finale des ménages en biens et services de consommation, annuel et calculs d'AAC
E.4	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 203-0022 : Enquête sur les dépenses des ménages (EDM), dépenses des ménages, selon le type de ménage, annuel (dollars),* United States Bureau of Labour Statistics, Consumer Expenditures in 2011, Annual Consumer Expenditure Survey
E.5	OCDE, Base de données OLIS pour l'Australie, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Statistique Canada, *Tableau CANSIM 203-0022* pour le Canada. United States Bureau of Labour Statistics, tableau 45 sur les dépenses des consommateurs en 2011 aux États-Unis.
E.6	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 326-0020 : Indice des prix à la consommation (IPC), panier 2011 mensuel (2002=100)*
E.7	Statistique Canada, *Tableau CANSIM* 002-0011 : Aliments disponibles au Canada annuel (kilogrammes par personne, par année)
E.8	Calculs d'AAC à partir des données de Statistique Canada et de l'USDA. Statistique Canada, totalisation spéciale, 2010. La source de l'USDA est l'ensemble de données Loss-Adjusted Food Availability (LAFA) de l'Economic Research Service
E.9	FAO, Indice des prix des produits alimentaires (http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/)
E.10-E.11	Agence canadienne d'inspection des aliments, rapport *Salubrité des aliments : Connaissances, attitudes et comportements des Canadiens* (2011-2012).

Section F : Dépenses publiques et soutien aux producteurs

F.1-F.6	AAC, base de données sur les dépenses publiques (mise à jour en septembre 2013)
F.7-F.10	OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs : base de données, 1986-2013